



**MOUVEMENTS SOCIAUX:
LES ORGANISATIONS SYNDICALES ET LES
ORGANISATIONS AUTOCHTONES**

Violaine Bonassies

Mai 2006



Université du Québec à Montréal
Pavillon Hubert-Aquin, Local A-1560
1255 rue St-Denis
Montréal (Québec) H2X 3R9
Tel : (514) 987 3000 # 3910
www.ceim.uqam.ca

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou des membres du Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM).

Table des matières

TABLE DES MATIÈRES	4
1. INTRODUCTION	5
1.1 Cadre, objectif général et justification de la recherche	5
1.2 Choix méthodologiques	5
1.3 Exposition de la démarche, difficultés rencontrées et limites de la recherche.....	6
2. LES ORGANISATIONS SYNDICALES DANS LES AMÉRIQUES	8
2.1 Présentation	8
2.2 Choix méthodologiques et remarques	9
2.3 Présentation des principales organisations.....	9
2.4 Fiches des organisations syndicales dans les Amériques	13
3. LES ORGANISATIONS AUTOCHTONES DANS LES AMÉRIQUES	14
3.1 Choix méthodologiques et remarques	14
3.2 Présentation des principales organisations	14
3.4 Liste des organisations autochtones dans les Amériques.	17
ANNEXE 1.....	18
FICHES SUR LES ORGANISATIONS SYNDICALES.....	18
ANNEXE 2.....	80
FICHES SUR LES ORGANISATIONS INDIGÈNES	80

1. Introduction

À l'heure des grandes mobilisations sociales sur des enjeux de société essentiels, comme l'approfondissement des politiques de libre-échange, les partenariats privé-public (PPP) ou encore les projets de régionalisation économique dans les Amériques, les groupes et organisations de tout type se multiplient pour défendre et promouvoir les droits des citoyens dans un monde globalisé qui augmente le nombre des laissés-pour-compte au profit de performances économiques et monétaires. L'étude des indicateurs sociaux montre que les disparités sociales se creusent sur tout le continent, y compris aux États-Unis, ce qui entraîne nécessairement une polarisation de plus en plus accrue des sociétés nationales. Répertoire les groupes sociaux présents dans les Amériques est utile pour une meilleure compréhension des enjeux qui se jouent dans nos sociétés et permet de mettre en évidence la nature de ces organisations, leurs revendications, leurs adversaires et leurs moyens d'action.

1.1 Cadre, objectif général et justification de la recherche

La constitution d'une « cartographie » des mouvements sociaux initie un nouveau volet des activités de recherche au sein de l'Observatoire des Amériques. Le présent rapport de recherche vient donc compléter les fiches sur les indicateurs économiques et sociaux.

L'objectif de la présente recherche est de constituer une banque de données répertoriant les principales organisations impliquées dans la lutte des mouvements sociaux sur le continent américain. Nous nous sommes limités aux structures organisationnelles qui jouent un rôle d'envergure et qui développent des programmes concrets à leur niveau d'intervention, que celui-ci soit international, régional, national ou local. Néanmoins, nous avons privilégié les structures au fort impact sur la scène internationale et sur les Amériques, nous concentrant sur les regroupements nationaux et supra-nationaux. Ont été omis intentionnellement la question des sources de financement, les sympathisants, les organismes de soutien, les sites et réseaux d'informations liés aux mouvements sociaux. Le but est de faciliter l'accès à l'information sur les mouvements sociaux et de permettre à tout internaute ou chercheur d'utiliser cette base de données en fonction de ses objectifs particuliers.

Cette recherche documentaire répond à un manque de visibilité des organisations intégrées dans la mouvance des mouvements sociaux. Cet état de fait provient en partie de l'éclatement, de la diversité et de la profusion des structures qui ne facilitent pas une compréhension globale du champ des mouvements sociaux. Mais cette division entre mouvements de femmes, mouvements de paysans, ou encore mouvements indigènes, est liée à la perception nouvelle que l'individu se fait de lui-même et de la société. Le citoyen ne se définit plus seulement comme travailleur. Toute une nouvelle gamme d'identités apporte des valeurs nouvelles à la façon dont tout un chacun se perçoit vis-à-vis de la société. D'où cette profusion des groupements qui cherchent à défendre les droits des femmes, des paysans, ou encore des indigènes. Cette complexification de la structure sociétale est un facteur dominant dans la difficulté d'établir une « cartographie » cohérente et limpide des mouvements sociaux. Néanmoins, une grille de lecture est nécessaire pour répertorier ces organisations et l'utilisateur pourra ainsi s'en servir selon ses objectifs particuliers, conscient des difficultés et des choix préalables à cette catégorisation.

1.2 Choix méthodologiques

Nous nous sommes proposés de séparer les organismes par type de secteur et de les regrouper sous forme de fiches; ainsi, une fiche est consacrée aux organisations syndicales, une autre aux organisations indigènes. Notre recherche s'est arrêtée à ces deux premiers ensembles, suivant de près la division généralement admise des mouvements sociaux. Bien sûr, d'autres secteurs devront suivre et s'ajouter à ces fiches initiales : le mouvement des femmes, le mouvement des droits humains, le mouvement paysan, les luttes contre les politiques de libre-échange, etc. Une difficulté majeure a été le choix du secteur pour certaines organisations au confluent de deux identités : par exemple, le mouvement paysan indigène qui se définit d'emblée comme « paysan » et « indigène ». Il est certain que cette double dénomination fait écho au phénomène de l'allégeance multiple qui fragmente l'individu en plusieurs identités. Notre parti pris a été de classer l'organisation en fonction de son identité la plus significative, en l'occurrence l'identité indigène, plutôt que de redoubler le nom de la structure dans deux fiches distinctes. Ce choix méthodologique est guidé par une volonté de clarification et de simplification.

Pour chacun des secteurs, nous avons ensuite regroupé les organisations en fonction de leur échelle, différenciant ainsi les structures internationales, régionales et nationales.

Ensuite, nous avons dressé une fiche pour chaque organisation. Pour chaque fiche, une grille de lecture en 11 points –(coordonnées, contact-personne ressource, type de structure, statut juridique, date de création, charte, présentation, membres, objectifs généraux, objectifs spécifiques, réalisations) - a été établie afin de dresser un portrait clair et utile de l'organisation, en fonction des informations disponibles sur leur site Internet. Nous avons intentionnellement conservé la langue d'origine des descriptifs, présupposant que la connaissance de la langue de l'organisation est dans tous les cas nécessaire pour celui qui cherche de telles informations.

Néanmoins, une présentation sommaire de chaque organisation en introduction et en français permettra un survol rapide de la compilation réalisée.

1.3 Exposition de la démarche, difficultés rencontrées et limites de la recherche

Notre travail a essentiellement consisté à compiler l'information déjà présente, mais éparpillée dans de nombreux sites Internet, pour ensuite la rassembler, la trier, la classer et la reproduire dans le présent document de synthèse. Nous nous sommes servis des répertoires déjà existants dans le domaine, tels que le *Répertoire des mouvements sociaux*, diffusé à l'instigation, entre autres, d'Alternatives (www.social-movements.org), le site *Résistance Civile Continentale* (www.laneta.apc.org/rcc) ou des listes plus spécialisées comme celle sur les groupes indigènes, disponible sur le site Internet de l'*Institut Indigéniste Interaméricain*. (www.cdi.gob.mx/conadepi/iii/organizaciones.html) C'est donc à partir des pages web des organisations répertoriées que nous avons pu établir les fiches.

Cette recherche est entièrement dépendante de l'information disponible sur Internet, et par là-même, des aléas de l'usage que font les organisations de ce moyen de communication. Les sites web peuvent ne pas être à jour, connaître une interruption de fonctionnement, ou même ne plus exister. Ces variations dans la maintenance d'un site sont liées à des difficultés rencontrées par l'organisation, que ce soit d'ordre financier ou autre.

Par ailleurs, il est certain que la corrélation entre la visibilité d'une organisation sur Internet et son degré d'importance réelle n'est pas évidente. C'est dans cette optique qu'une vérification des données s'avérera utile. Dans un second temps de la recherche, une prise de contact avec certaines organisations sera nécessaire pour vérifier et/ou compléter les informations. Enfin, il convient de souligner que certaines organisations importantes peuvent avoir été oubliées faute de visibilité sur la toile; il s'avérera utile de combler ces lacunes au fur et à mesure de l'étoffement de la base de données.

2. Les organisations syndicales dans les Amériques

2.1 Présentation

Le mouvement syndical représente sans conteste l'acteur le mieux intégré au pouvoir institué à cause du rôle qu'il a joué depuis la Seconde Guerre mondiale dans l'établissement du compromis qui a donné naissance à l'État-providence. Néanmoins, la libéralisation économique progressive, doublée du phénomène d'expansion des entreprises transnationales, ainsi que l'augmentation fulgurante des délocalisations, ont conduit à une internationalisation du monde du travail. Les syndicats ont dû s'ajuster à ces transformations profondes du marché du travail pour rejoindre, non pas seulement les salariés, mais tous les autres travailleurs à statuts multiples. Dans les Amériques, face à l'intégration économique et au développement d'accords sanctionnant des règles commerciales qui favorisent au premier chef les entreprises, les syndicats ont dû doubler de vigilance pour assurer la défense des droits des travailleurs. Car les risques de dégradation des conditions de travail sont manifestes, en particulier, dans les *maquiladoras*, ces usines d'assemblage situées dans des zones franches qui se développent un peu partout en Amérique latine, où les droits du travail sont souvent bafoués.

Face à l'interconnexion croissante entre les marchés nationaux de main d'oeuvre à l'intérieur de régions économiques transnationales, les enjeux liés au travail et à la protection des travailleurs exigent la prise en compte d'une perspective globale à la fois adaptée à ces changements et capable d'instaurer une certaine harmonisation entre les normes appliquées d'un contexte à l'autre. Cependant, la fragmentation et la diversité des secteurs d'activité et des statuts des travailleurs sont autant de défis à surmonter avant de parvenir à faire converger entre elles les politiques de main-d'oeuvre en vigueur au niveau national. Cette convergence devrait désormais opérer sur deux axes : au niveau horizontal, il conviendrait d'harmoniser les normes applicables à différents secteurs d'activité, tandis que, au niveau vertical, il s'agirait de rapprocher les rémunérations et autres conditions de travail appliquées à des travailleurs disposant de statuts fort différents, c'est-à-dire salariés, précaires, atypiques, et le reste.

Le mouvement syndical peine à assumer sa pleine responsabilité dans l'amélioration des conditions de travail en s'engageant résolument dans la transnationalisation de ses pratiques avec d'autres syndicats ou avec d'autres mouvements sociaux, de manière à favoriser une meilleure mise à niveau des lois et des normes appliquées dans les différents contextes nationaux. Si ce genre de préoccupation fait partie intégrante des discours et autres plans d'action adoptés par les organisations étudiées aux fins du présent dossier, il faut quand même souligner qu'il est loin d'être universellement partagé par tous les syndicats dans tous les pays. Bien au contraire, alors que la convergence normative en matière de travail devrait être une priorité dans le processus de continentalisation et d'intégration dans les Amériques, au même titre que la convergence des droits de propriété intellectuelle ou des droits commerciaux, nous assistons, dans plusieurs pays, au maintien de l'emprise des syndicats dits « officiels » ou à celui de *lideres charros*¹ qui négocient pour eux-mêmes et non pas pour leurs membres.

¹ Le *charro* est le cavalier typique mexicain qui arbore le chapeau à larges bords. L'expression revêt ici un sens ironique, bien sûr.

2.2 Choix méthodologiques et remarques

La coordination entre les centrales syndicales dans les Amériques s'opère essentiellement à travers deux grandes organisations : l'Organisation régionale interaméricaine du travail (ORIT) et la Confédération latino-américaine du travail (CLAT), ainsi qu'à travers plusieurs regroupements régionaux² comme la Coordination des Centrales Syndicales du Cône Sud (CCSCS). L'ORIT et la CLAT appartiennent respectivement aux deux plus grandes centrales mondiales, la Confédération mondiale des syndicats libres (CISL) et la Confédération mondiale du travail (CMT). Cela étant, nous avons par la suite établi une distinction entre le niveau supra-national de fonctionnement et le niveau national. Notre choix a été de retenir les centrales nationales les plus significatives dans chaque pays.

Les sites Internet fournissent en général une panoplie de documents liés aux activités de l'organisation. À part le McDonald's Workers Resistance (MWR), toutes les organisations recensées possèdent un site web.

2.3 Présentation des principales organisations

Notre classification suit l'échelle géographique. Viennent d'abord les organisations qui rassemblent les syndicats à la grandeur des Amériques, comme l'ORIT et la CLAT, puis celles qui opèrent sur le plan régional, comme la CCSCS. Enfin, quant au niveau national, il nous est apparu important de relever autant les principales centrales syndicales qui incluent plusieurs secteurs d'activité, que certains groupes syndicaux plus spécifiques, s'attachant à un seul secteur d'activité, mais dont l'ampleur est significative, tel le mouvement des usines récupérées en Argentine.

ORIT Organización Regional Interamericana de Trabajadores

L'ORIT est la branche hémisphérique de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) ou Confederacion internacional de organizaciones sindicales libres (CIOSL). Elle regroupe 33 confédérations et centrales syndicales de 29 pays des Amériques. Cette organisation cherche à promouvoir au niveau continental l'intégration politique, sociale et économique des travailleurs et travailleuses.

CLAT Central latino-americana de trabajadores

La CMT comprend trois organisations régionales : la *Brotherhood of Asian Trade Unions* (BATU), l'*Organisation démocratique syndicale des travailleurs africains* (ODSTA), ainsi que la CLAT. À l'intérieur de la famille de la CMT, la CLAT est une organisation passablement autonome quant à son budget, ses orientations et ses décisions..

CCSCS Coordinadora de Centrales Sindicales del Cono Sur

Cette coordination des centrales syndicales du Cône Sud fut créée sous l'égide de l'ORIT dans le but de suivre le processus d'intégration du MERCOSUR. Elle regroupe les centrales des quatre pays membres à part entière, c'est-à-dire l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, ainsi que celles des deux pays membres associés, la Bolivie et le Chili.

² Pour un tour d'horizon de la situation des organisations syndicales dans les Amériques pays par pays au lendemain du dix-huitième Congrès de la CISL de décembre 2004, voir Vincent Dagenais, « Les retombées de la création d'une nouvelle organisation syndicale internationale sur le mouvement syndical dans les Amériques », Observatoire des Amériques, *Chronique des Amériques*, no 8, mars 2005. En ligne : www.ameriques.uqam.ca

MWR MacDonal'd's Workers Resistance

Un exemple de regroupement transfrontalier de travailleurs de l'entreprise McDonald's pour la défense de leurs droits.

CLC Canadian Labour Congress

Le Congrès du Travail du Canada qui regroupe 12 fédérations provinciales et territoriales et 137 conseils du travail, se donne pour mandat de défendre les droits des travailleurs canadiens et des travailleuses canadiennes tant au Canada qu'à l'étranger. Il intervient dans la promotion des programmes sociaux, sur les enjeux liés à l'éducation, la sécurité, la santé, l'environnement ou encore l'égalité entre les sexes.

CSN Confédération des Syndicats Nationaux

La CSN regroupe les syndicats, fédérations et conseils centraux du territoire du Québec et vise le bien-être des citoyens et citoyennes du Québec. Il est membre du RQIC, le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC).

CSQ Centrale des syndicats du Québec

La CSQ regroupe les fédérations de syndicats liées surtout au monde de l'enseignement. Elle fait partie également du RQIC.

FAT Frente autentico del Trabajo- Mexique

Cette organisation syndicale, créée en 1960 dans la lignée des principes de la théologie de la libération, prône l'autogestion et l'indépendance syndicale.

CPT Central puertorriqueña de Trabajadores - Puerto Rico

La CPT revendique la protection du peuple portoricain jointe à des avancées démocratiques. Elle s'oppose à l'interventionnisme des États-Unis, lutte pour la libéralisation des syndicalistes prisonniers et pour un modèle économique différent et plus soucieux des droits humains.

CMTC Central del Movimiento de Trabajadores Costarricenses

La CMTC naît d'une insatisfaction face aux structures syndicales classiques légales et régies par l'État. Face à de nouvelles réalités économiques, la CMTC tente de défendre les droits de tous les travailleurs costaricains, sans se limiter aux salariés à plein temps.

CUT Central Única de Trabajadores de Colombia

La CUT lie la défense des travailleurs citoyens au combat pour la paix, les droits humains et le droit à la contestation sociale.

CMS Coordinadora de Movimientos Sociales- Équateur

Cette coordination regroupe les salariés comme les travailleurs issus du secteur informel, et cherche à lier les enjeux du travail aux dynamiques d'intégration sociale, politique et culturelle. Dans cette perspective, elle élabore des stratégies communes avec les autres mouvements sociaux, tels que le mouvement indigène.

CEOSL Confederación Ecuatoriana de Organizaciones Sindicales Libres

La CEOSL regroupe tous les travailleurs syndiqués et pousse ses efforts vers la constitution d'alliances avec les autres mouvements sociaux de l'Équateur.

CSUTCB Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia

Cette organisation se définit à la fois comme syndicale et indigène et s'attache à défendre les droits des travailleurs en milieu rural. Elle est membre de la CLOC (*Coordinadora Latinoamericana de Organizaciones del Campo*), intégrée à *Via Campesina*.

CUT Central Única dos Trabalhadores-Brazil

La CUT a pour objectif le rassemblement des travailleurs de la ville et de la campagne, du secteur privé et public, des actifs comme des inactifs. Elle est la principale centrale syndicale au Brésil et membre de la CCSCS.

CTA - Central de los Trabajadores Argentinos

Organisation syndicale qui se distingue de la structure traditionnelle imputée aux syndicats argentins, pour s'adapter aux répercussions de la crise et à la montée du travail informel et non salarié. Elle est membre de la CCSCS.

MNER - Movimiento Nacional de Empresas Recuperadas - Argentine

Ce mouvement des usines récupérées vise à occuper les usines fermées à la suite de la crise de 2001, pour obtenir leur légalisation en tant que coopératives autogérées afin de recréer les emplois perdus.

S.I.Me.Ca Sindicato Independiente de Mensajeros y Cadetes - Argentine

Ce syndicat regroupe tous les facteurs et livreurs confrontés à la précarisation de leurs conditions de travail. Il se bat encore pour être reconnu comme syndicat légal.

PIT-CNT Plenario Intersindical de los Trabajadores - Convención Nacional de Trabajadores Uruguay

Cette centrale syndicale lutte pour la mise en place de mécanismes d'action collective et se prononce sur des enjeux comme la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), ainsi que pour le renforcement du MERCOSUR. Elle s'attache à favoriser l'articulation avec les autres mouvements sociaux du pays.

2.4 Fiches des organisations syndicales dans les Amériques

<i>Les regroupements supra-nationaux :</i>	
ORIT	Organización Regional Interamericana de Trabajadores de la CIOSL
CCSCS	Coordinadora de Centrales Sindicales del Cono Sur
MWR	MacDonald's Workers Resistance
<i>Les regroupements nationaux :</i>	
CLC	Canadian Labour Congress
CSN	Confédération des Syndicats Nationaux
CSQ	Centrale des syndicats du Québec
FAT	Frente autentico del Trabajo- Mexique
CPT	Central puertorriqueña de Trabajadores Puerto Rico
CMTC	Central del Movimiento de Trabajadores Costarricenses
CUT	Central Única de Trabajadores de Colombia
CMS	Coordinadora de Movimientos Sociales Équateur
CEOSL	Confederación Ecuatoriana de Organizaciones Sindicales Libres
CSUTCB	Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia
CUT	Central Única dos Trabalhadores Brazil
CTA	Central de los Trabajadores Argentinos
MNER	Movimiento Nacional de Empresas Recuperadas Argentine
S.I.Me.Ca.	Sindicato Independiente de Mensajeros y Cadetes
PIT-CNT	Plenario Intersindical de los Trabajadores - Convención Nacional de Trabajadores Uruguay

3. Les organisations autochtones dans les Amériques

À l'heure de la montée croissante du mouvement autochtone comme acteur politique, et des enjeux économiques d'envergure qui se jouent sur les territoires autochtones comme en terre amazonienne, dresser un tableau des différentes organisations autochtones dans les Amériques est d'emblée pertinent pour évaluer l'ampleur de la représentation du mouvement sur le continent. Mettre en évidence le degré de visibilité du mouvement sur Internet, par le biais de ses organisations, peut fournir un indicateur précieux sur son évolution, sa présence, ses défis. Certaines organisations n'existent plus et leur disparition est souvent présentée comme le fruit de conflits internes. Il serait intéressant de pousser plus loin l'origine de ces dissolutions répétées pour repérer les causes réelles qui se cachent derrière l'enjeu de la montée des groupes autochtones.

3.1 Choix méthodologiques et remarques

Notre parti pris a été de conserver l'information pertinente telle quelle, sans altération, pour ainsi mettre en valeur la façon dont se présente chaque organisation. Dans le mouvement autochtone, la revendication culturelle et identitaire est essentielle. La cosmogonie particulière que les autochtones développent dans et par leur discours se reflète également sur leur site Internet. Cette volonté de transparence devrait permettre à tout chercheur intéressé par l'analyse du discours de se servir de ces fiches comme support de travail.

Malgré l'ampleur des groupes autochtones dans les Amériques et leur présence grandissante sur la scène politique de leur pays comme en Équateur ou en Bolivie, il s'est avéré difficile d'élaborer une vision d'ensemble cohérente du mouvement autochtone sur le continent. Certaines organisations comme la COIP (Caribbean Organization of Indigenous People) ou le World Council of Indigenous People n'existent plus, d'autres comme la CIMA (Consejo Indígena Mesoamericano), dont l'information disponible s'arrête en 2003, ont interrompu leur activité sur Internet et restent silencieuses quant à leur sort. D'autres organisations peuvent être très inégales dans leur présentation et l'information est souvent éparse et difficile à trouver.

3.2 Présentation des principales organisations

Nous avons retenu essentiellement les organisations supra-nationales, internationales, continentales ou régionales, qui sont liés directement aux problèmes rencontrés par les communautés autochtones. Néanmoins, il nous est apparu important de mentionner les organisations ou fédérations nationales telles que l'Assemblée des Premières Nations au Canada ou la CONAIE en Équateur, dont l'impact sur la scène internationale est significatif. En Annexe 1 sont répertoriées de manière exhaustive toutes les organisations locales avec leurs coordonnées.

World Council of Indigenous People (Conseil mondial des peuples indigènes)

555 King Edward, Ottawa, Ontario K1N 6N5, Canada. Téléphone: 230-9030

Le Conseil mondial a été créé en 1975 pour assurer le progrès social, culturel et politique des <http://terresacree.org/peuplind.htm> - Mais%20encore%20: peuples indigènes. Il conduit des recherches sur des formes alternatives de développement et sur l'impact des projets nationaux et internationaux sur la vie des peuples indigènes. Dissout en 1996 pour des raisons de conflits internes.

International Working Group for Indigenous Affairs (Groupe de travail international sur les affaires indigènes)

Fiolstraede 10, DK- 1 171 Copenhagen K, Danemark. Téléphone: 45-33-124-724

L'IWGIA fait connaître l'oppression des peuples indigènes au travers de recherches et grâce à la publication de documents, de bulletins, de recueils annuels, qui fournissent une excellente information et <http://terresacree.org/peuplind.htm> - [Mais%20encore%20](#): des analyses pertinentes sur les problèmes indigènes dans le monde. Il existe depuis 1968. www.iwgia.org/

Alianza mundial de los pueblos indigenas-tribales de los bosques tropicales- IAITPTF

International Alliance of Indigenous and tribal peoples of tropical forests

Ce réseau mondial d'organisations représentant les Peuples indigènes des forêts tropicales existe depuis 1992. Il cherche à défendre et promouvoir les droits autochtones auprès des organisations politiques internationales. De structure flexible, sur le continent américain, cette alliance se divise en deux régions autonomes: Amérique Centrale et Amérique du Sud. <http://www.international-alliance.org/>

Consejo Internacional de Tratados Indios- International Indian Treaty Council

Existe depuis 1974 et vise à promouvoir la participation effective des autochtones dans les instances internationales. <http://www.treatycouncil.org/>

Parlamento indigena de America (siège Nicaragua)

Ce rassemblement des parlementaires nationaux existe depuis 1988 et vise à élaborer des lois au bénéfice des populations autochtones des Amériques.

<http://www.asamblea.gob.ni/frameenlaceparindigena.htm#arriba>

CAPAJ- Comision juridica para el Autodesarrollo de los pueblos originarios andinos (siège Pérou)- pays concernés : Pérou, Chili, Bolivie, Argentine (bases d'appui en France et au Canada).

Ce regroupement de juristes indigènes existe depuis 1993. Il défend les droits des peuples indigènes des Andes et promeut le respect de leurs droits fondamentaux.

<http://capaj.galeon.com/CAPAJ.htm>

Instituto indigenista interamericano

Organe spécialisé de l'OEA- 16 pays

<http://www.cdi.gob.mx/conadepi/iii/> ou www.indigenista.org

Comision Internacional de Derechos de Pueblos Indigenas de Sud America- CIDSA (siège- Bolivie)

Très peu d'information sur cette organisation qui oeuvre dans le champ des droits autochtones.

<http://www.puebloindio.org/CIDSA/cidsa.htm>

Consejo indio de sudamerica- CISA (siège- Pérou)

Cette organisation existe depuis 1980 et représente les populations autochtones auprès des instances internationales. <http://www.puebloindio.org/CISA/cisa.htm>

COICA- Coordinadora de la Organizaciones Indigenas de la Cuenca Amazonica (siège- Equateur)

9 organisations :AIDSESEP (Pérou), CIDOB (Bolivie), CONFENAE (Équateur), FOAG (Guyane Française), APA (Guyane), COIAB (Brésil), CONIVE (Venezuala), OIS (Surinam), OPIAC (Colombie).

Cette fédération d'organisations existe depuis 1984, et défend les territoires des peuples autochtones de l'Amazonie. Organisation d'envergure, elle connaît actuellement des difficultés internes et son sort est menacée. <http://www.coica.org>

Centro por los derechos de los Indigenas de Meso y SudAmerica- SAIIC (Californie)

Cet organisme existe depuis 1983, luttant pour la reconnaissance des droits autochtones, il est un centre d'information international sur la situation des peuples autochtones et facilite par ses actions l'organisation inter-continentale du mouvement autochtone.

<http://saiic.nativeweb.org/indexspan.html>

Enlace continental de mujeres indigenas de America

Initiative des autochtones canadiennes datant de 1993 dans le but de s'allier avec leurs compatriotes d'Amérique du Nord, du Centre et du Sud pour échanger leurs expériences et élaborer en commun des alternatives au niveau continental, par le biais d'ateliers.

<http://www.enlace.nativeweb.org/Introduccion.htm>

Fundacion Abya-Yala (FAY) por el autodesarrollo indigena del Sur y Meso América

Fondée en 1994, cette fondation vise à promouvoir les valeurs et le développement autonome des communautés autochtones de l'Amérique Centrale, du Sud, et du Mexique. Elle sert principalement de financier aux projets autochtones. <http://ayf.nativeweb.org/>

Assembly of First Nations (Assemblée des premières nations) Territory of Akwesasne

Hamiltons Island, Summerstown, Ontario, Canada. Téléphone: 931-1012

En tant que représentant national des nations indigènes au Canada, l'AFN<http://terresacree.org/peuplind.htm> - [Mais%20encore%20](http://terresacree.org/peuplind.htm): milite pour un vaste éventail de réformes sociales, économiques, territoriales et politiques. www.afn.ca/

Association on American Indian Affairs (Association des affaires des Indiens d'Amérique) 245

Fifth Avenue, Suite 1801 New York, New York 10016, États-Unis. Téléphone: 689-8720

Cette organisation est à la tête de la Religious Freedom Coalition (Coalition pour la liberté religieuse), qui tente de faire amender l'American Indian Religious Freedom Act. Elle aide<http://terresacree.org/peuplind.htm> - [Mais%20encore%20](http://terresacree.org/peuplind.htm): également les tribus à défendre leurs sites sacrés. www.indian-affairs.org

3.4 Liste des organisations autochtones dans les Amériques.

<u>Entités supra-nationales</u>	
IWGIA	International Working Group for Indigenous Affairs
IAITPT	Alliance Internationale des Peuples Indigènes et Tribaux des Fôrets Tropicales
IITC	The International Indian Treaty Council
<i>CIDSA</i>	Comisión Internacional de Derechos de Pueblos Indígenas de Sud América
<i>PIA</i>	Parlamento indígena de America
<i>CISA</i>	Consejo Indio de Sudamérica
<i>CAPAJ</i>	Comisión Jurídica Para el Autodesarrollo de los Pueblos Originarios Andinos
<i>SAIIC</i>	The South and Meso American Indian Rights Center
	Enlace continental de mujeres indígenas de America
<i>COICA</i>	Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica
<i>FAY</i>	Fundación Abya Yala Por el Auto Desarrollo Indígena del Sur y Meso América
<u>Entités nationales</u>	
CNI Mexique	Congreso Nacional Indígena - Mexico
ONIC Colombie	Organización Nacional Indígena de Colombia
COPINH Honduras	Consejo Cívico de Organizaciones Populares e Indígenas de Honduras
CAM Chili	Coordinadora Arauco Malleco Chili
CSCB Bolivie	Confederación Sindical de Colonizadores de Bolivia
CONAIE Équateur	Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador
CONFENIAE Équateur	Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonía Ecuatoriana
ECUARUNARI Équateur	Confederación de los Pueblos de la Nacionalidad Kichwa del Ecuador
FCUNAE Équateur	Federación de Comunas de Nativos de la Amazonía Ecuatoriana

ANNEXE 1

FICHES SUR LES ORGANISATIONS SYNDICALES

ORIT

Organización Regional Interamericana de Trabajadores de la CIOSL

Coordonnées

Sede CIOSL/ORIT :

AV. ANDRÉS ELOY BLANCO EDIFICIO JOSÉ VARGAS PISO 15, LOS CAOBS,
CARACAS, VENEZUELA

TELÉFONOS: (+582-12) 578.10.92 / 578.27.80 578.35.38 / 578.12.25

FAXES: (+582-12) 578.17.02 / 578.33.49

E-MAIL: info@cioslorit.org y sedeorit@cioslorit.org

INTERNET: <http://www.cioslorit.org>

Correspondancia :

APARTADO POSTAL 14264 LA CANDELARIA 1011 CARACAS - VENEZUELA

Secretario de Administración y Finanzas:

Angel Zerpa Mirabal

Email: finanorit@cioslorit.org azerpa@cioslorit.org

Teléfono: (+582-12) 578.35.38 / 578.10.92

Fax: (582-12) 578.17.02 / 33.49

Création

12 janvier 1951

Présentation

La Organización Regional Interamericana de Trabajadores (ORIT) es una Organización Sindical que tiene entre sus objetivos promover en el Continente Americano el fortalecimiento de las centrales sindicales independientes, autónomas, democráticas y éticas que luchen por una democracia política, social y económica, y constantemente pongan en la práctica los conceptos del internacionalismo obrero.

La ORIT fue fundada en México el 12 de enero de 1951 y actualmente agrupa a 33 confederaciones y centrales de trabajadores y trabajadoras de 29 países de la Región Americana. La ORIT es la rama hemisférica de la Confederación Internacional de Organizaciones sindicales Libres (CIOSL), y agrupa en el continente a más de cuarenta y cinco (45) millones de trabajadores y trabajadoras.

Vea nuestros organigramas

www.cioslorit.org/nosotros/ORGANIGRAMAS_archivos/frame.htm

Vision

Propiciar, en unión de todas las organizaciones sindicales, el establecimiento de programas dirigidos a defender y promover los derechos, conquistas y bienestar de los/las trabajadores/as, dentro de un clima justo, democrático y libre a fin de lograr la integración económica, política y social de todos los pueblos.

Mission

Procurar, mantener y desarrollar, en un clima armonioso, la defensa de los derechos e intereses de los/las trabajadores/as de las Américas, así como sus esfuerzos por lograr sociedades fundamentadas en una democracia política, social y económica y el pleno respeto de los derechos humanos, sindicales y ciudadanos.

Organisations membres

33 confédérations et centrales syndicales de 29 pays

ARGENTINA

- CGT-RA: Confederación General del Trabajo
www.cgtra.org.ar

BARBADOS

- BWU: Barbados Workers Union Solidarity House
www.bwu-bb.org

BRASIL

- CUT-BR: Central Unica de Trabajadores
www.cut.org.br
- CGT- BR: Confederación General de Trabajadores
www.cgt.org.br
- F.S: Fuerza Sindical
www.fsindical.org.br

CANADA

- CLC: Canada Labour Congress
www.clc-ctc.ca
- CSN: Confederación de Sindicatos Nacionales

CHILE

- CUT-CH: Central Unitaria de Trabajadores
www.cutchile.cl

COLOMBIA

- CTC: Confederación de Trabajadores de Colombia
www.ctc.org.co

COSTA RICA

- CTRN: Confederación de Trabajadores Rerum Novarum
www.rerumnovarum.or.cr

DOMINICA

- WAWU: Waterfront Allied Workers Union

ECUADOR

- CEOSL: Confederación Ecuatoriana de Organizaciones
www.ceoslecuador.org

EL SALVADOR

- CTD: Central de Trabajadores Democráticos

ESTADOS UNIDOS

- AFL-CIO: American Federation of Labour and Congress
www.aflcio.org

GUATEMALA

- CUSG: Confederación de Unidad Sindical de Guatem

GUYANA

- GTUC: Guyana Trades Union Congress

HONDURAS

- CTH: Confederación de Trabajadores de Honduras
- CUTH: Confederación Unica de Trabajadores de Ho

JAMAICA

- JCTU: Jamaican Confederation of Trade Unions

MEXICO

- CTM: Confederación de Trabajadores de México
- CROC: Confederación Revolucionaria de Obreros Camp
www.croc.org.mx
- UNT: Unión Nacional de Trabajadores

MONTserrat

- MAWU: Monserrat Allied Worker'Union

NICARAGUA

- CUS: Confederación de Unificación Sindical
- CST: Central Sandinista de Trabajadores

PANAMA

- CTRP: Confederación de Trabajadores de la Rep-Pa
- CS: Convergencia Sindical

PARAGUAY

- CUT-PARAGUAY: Central Unica de Trabajadores

PERU

- CGTP: Confederación Gral de Trabajadores del Perú
www.cgtp.org.pe
- CUT-P: Confederación Unitaria de Trabajadores
www.cut.org.pe

REPUBLICA DOMINICANA

- CNTD:Confed. Nacional de Trabajadores Dominicana
- CTU: Confederación de Trabajadores Unitarios

TRINIDAD Y TOBAGO

- NATUC:National Trade Union Centre of Trinidad

VENEZUELA

- CTV: Confederación Trabajadores de Venezuela
www.ctv.org.ve

ORGANIZACIONES FRATERNALES

BELIZE, NTUBC: National Trade Union Congress of Belize

COLOMBIA, CUT-COL: Central Unitaria de Trabajadores, www.cut.org.co

EL SALVADOR,UNOC: Unión Nacional de Trabajadores Campesinos

GUATEMALA, UNSITRAGUA: Unidad Sindical de Trabajadores de G

CTC: Central de Trabajadores del Campo

SURINAME, Algemeen Verbond van Vakverenigen de Moederbond

URUGUAY, PIT-CNT: Plenario Intersindical de Trabajadores Co , www.aebu.org.uy

Objectifs généraux

1. Impulsar acciones en los países de las Américas para establecer y fortalecer organizaciones sindicales independientes, autónomas, democráticas y éticas que luchen por la democracia política, social y económica y que de manera permanente mantengan los conceptos del internacionalismo obrero.
2. Rechazar y luchar en contra de todo intento de establecer políticas colonialistas y declarar que el modelo Neoliberal constituye una nueva forma de dominación económica, política y cultural que atenta contra el bienestar y los intereses de los pueblos y los/las trabajadores/as y amenaza la democracia en nuestros países.
3. Establecer programas y realizar campañas articuladas, dirigidas a defender y promover los derechos, conquista y bienestar de los/las trabajadores/as y sus familias, especialmente ante los intentos de introducir nuevos modelos de desarrollo y nuevas prácticas comerciales que ignoran las repercusiones sociales y humanas de dichas innovaciones.
4. Realizar acciones por la vigencia, cumplimiento y aplicación de las normas laborales básicas, especialmente las referentes a la libertad de asociación, el derecho a la negociación colectiva, la prohibición del trabajo infantil, la prohibición del trabajo forzoso y la no discriminación en el empleo. En todos los ámbitos, incluyendo los acuerdos comerciales.
5. Impulsar y promover en las Américas la unidad de acción de todas las organizaciones sindicales, reconociéndola como la forma de lucha más efectiva para lograr los objetivos de la clase trabajadora.
6. Desarrollar una activa política y programa de alianzas y el establecimiento de coaliciones con otros sectores progresistas de la sociedad civil, para ampliar nuestro campo de trabajo e influencia en la sociedad y para hacer más efectiva la labor en el área socio-política.
7. Fortalecer la acción y la organización sindical y promover la efectiva participación del movimiento sindical en programas de educación formal y formación profesional.
8. Contribuir al establecimiento, estabilidad y permanencia en las naciones del continente de sistemas democráticos, surgidos de la voluntad popular expresada en sufragios libres y que en sus lineamientos exprese y practique una proyección social y económica dirigida a la realización y emancipación de hombres y mujeres.
9. Llevar a cabo una acción permanente y sin tregua en contra de dictaduras, de cualquier signo que ellas sean, para manifestar así nuestra militante y activa solidaridad con los /las trabajadores/as y los pueblos que las sufren en el continente.
10. Luchar por la paz continental y mundial y porque los pueblos o naciones que en la región tengan diferendos por solventar, lo lleven a cabo por medios pacíficos y en un espíritu de convivencia fraternal y solidaria.
11. Propiciar el establecimiento de una América integrada en lo económico, político y sustentada en la existencia e sociedades justas, democráticas y libres.

Philosophie

1. Defender los derechos e intereses de los/las trabajadores/as de las Américas.
2. Defender la soberanía y autodeterminación de los pueblos y el derecho de rebelión que le corresponde.
3. Defender la paz y la libertad como premisas fundamentales.
4. Lograr la integración política, social y económica de los países de la Región mediante acuerdos regionales, capaces de establecer la cooperación entre los pueblos y la defensa de sus intereses.
5. Impulsar la participación de los/las jóvenes y las mujeres en las organizaciones sindicales, a fin de desarrollar un liderazgo igualitario.

Principes d'action et domaines d'intervention

Los principios de acción que rigen la ORIT se pueden expresar en los siguientes puntos:

- **Triple Democracia:** Lograr una democracia política, económica y social en cada país. La democracia debe proporcionar a su ciudadanía bienestar y desarrollo autosustentable; construir una sociedad digna del ser humano, opuesta a la explotación social y toda discriminación, basada en el pluralismo político, y la solidaridad entre pueblos, estados y naciones.

- **Del lugar de trabajo a la dimensión internacional:** Enfrentamos el reto de cambiar y fortalecer vínculos entre la organización sindical en el lugar de trabajo, los sindicatos por oficio, categoría profesional y otros, las federaciones y centrales sindicales nacionales, y las organizaciones internacionales.

- **Agenda Sindical Prioritaria:** La CIOSL/ORIT, respetando diferencias nacionales, articula propuestas político sindicales nacionales y subregionales en una plataforma de lucha continental. Así definimos la Agenda Sindical Prioritaria, producto de las Agendas Sindicales Prioritarias de las Subregiones, a su vez derivadas de las nacionales.

- **Solidaridad Internacional:** La solidaridad y fraternidad entre personas y organizaciones son nuestra mejor bandera ante la xenofobia, discriminación racial, de sexo, religión e incertidumbre frente al futuro. Los (as) trabajadores (as) podemos construir una corriente de solidaridad efectiva, como forma de defensa y de protección, y manera de vivir con ciudadanía.

- **Unidad del movimiento sindical:** La unidad sindical puede ser sobre temas específicos en el tiempo y el espacio; o bien, estructural, de acción permanente. Se emprende con organizaciones de la misma o diferente filiación político-sindical, pero que comparten la visión de una sociedad justa, respetuosa de los derechos fundamentales del ser humano.

- **Democracia sindical:** Exigimos instituciones y regímenes democráticos, éticos, pluralistas, que nos respeten como ciudadanos (as) con participación activa en la toma de decisiones y seguimiento de las mismas. Dichos valores deben estar presentes en la conducción de nuestras organizaciones.

· **Política de alianzas:** Nos interesa vincularnos con otros actores sociales: organizaciones no gubernamentales de mujeres, jóvenes, indígenas, negritud, medio ambiente, derechos humanos, derechos de infancia, consumidores, salud, comunicación popular; organismos gubernamentales que respondan a demandas sociales; partidos políticos, iglesias, militares, instituciones económicas, Estado y grupos financieros.

· **Política educativa:** El mayor desafío de la Educación, Organización y Práctica Social es propiciar que los (as) trabajadores (as) puedan reconocer críticamente la realidad a la cual se enfrenten y generar alternativas desde su perspectiva. Llevada a la acción y la organización, la Educación sindical es la manifestación de una fuerza organizada.

· **Sindicalización y autonomía financiera:** Se necesitan propuestas político-sindicales propias de los (as) trabajadores (as) que expresen sus reales aspiraciones, sin subordinación a partidos políticos, gobiernos, iglesias u otros, pero decidir con libertad y autonomía sobre estrategias y programas no es posible sin capacidad para financiar con recursos propios las acciones sindicales.

· **Derechos Humanos v Sindicales:** La defensa de los Derechos Humanos y sindicales no es negociable. Crear conciencia de su significado y asumir la acción directa para preservarlos, en niveles macro y micro de las sociedades, es una de las grandes tareas del movimiento sindical. Son parte de la plataforma estratégica de la CIOSL/ORIT la construcción de redes de derechos humanos y sindicales en el ámbito nacional, subregional y continental.

· **Mujeres trabajadoras:** Impulsamos la presencia activa de la mujer en las organizaciones sindicales y en todas las instancias de la sociedad, promoviendo la participación en igualdad de condiciones entre hombres y mujeres, como base para construcción de sociedades realmente democráticas. Exigimos respeto a los derechos elementales de la mujer. Rechazamos las formas de discriminación y los obstáculos para el desarrollo de un liderazgo igualitario entre hombres y mujeres.

· **Juventud Trabajadora:** La organización y participación de la Juventud trabajadora es decisiva para el fortalecimiento sindical, y el futuro social, económico y cultural de las Américas y el Caribe. Generamos intercambio de experiencias y metodologías para enfrentar su problemática específica, promoviendo la comprensión, costumbres y valores de las distintas culturas entre los (as) jóvenes.

Champs d'action

Acción Sindical Contra el Sida

ALCA

Ambiente

Artículos de Actualidad

Derechos Humanos

Discriminación

Economía

Educación

El Sindicalismo y los ODM

Empleo

Empresas Multinacionales y Responsabilidad Social

Fechas internacionales

Fortalecer la Democracia

Fortalecimiento Sindical
Fundación Luís Anderson (FLA-LAF)
Género
Ingresos Familiares
Inmigrante
Integración
Juventud
Lucha contra la Pobreza
Misiones
Notas informativas del Secretariado
Política
Protección Socio- Laboral
Red Sindical Asia Pacífico de la CIOSL
Seguridad Social
Sindicalismo ante la Ronda del Milenio de la OMC
Trabajo Infantil
Trabajo Informal

Fonctionnement

Secrétariat :

Presidenta

Linda Chavez-Thompson

Secretario General

Víctor Báez Mosqueira

Secretario de Administración y Finanzas

Ángel Zerpa Mirabal

Secretario de Política Social y Económica

Rafael Freire

Secretaria de Política Sindical y Educación

Amanda Villatoro

Lista de Miembros(as) del Consejo Ejecutivo :

Secretariado

Presidenta

Linda Chávez-Thompson

Estados Unidos - Secretario General

Víctor Báez Mosqueira

Paraguay - Secretaria de Política Sindical y Educación

Amanda C. Villatoro

El Salvador - Secretario de Administración y Finanzas

Ángel Zerpa Mirabal

Venezuela - Secretario de Política Económica y Social

Rafael Freire

Brasil - Director de Gabinete

Rubén Cortina

Argentina

Autoridades del Consejo Ejecutivo

CONSEJO EJECUTIVO

Norteamérica

Gerry Fernández, AFL-CIO, USA

Barbara Shailor, AFL-CIO, USA

Hassan Yussuff, CLC, Canadá

Centroamérica, México y las Antillas

Leonardo Rodríguez A., CTM, México

Luis González, Convergencia Sindica Panamá

Liliana Díaz, CTRN, Costa Rica

Países andinos

Julio Cesar Bazán, CUT, Perú

Apecides Alvis, CTC, Colombia

Por Designar, CTV, Venezuela

Cono sur

Jorge Lovais, CGT, Argentina

Antonio Cortizo, CGT, Brasil

Ana Bell Jaras, CUT, Chile

Nilton Soyza Da Silva, FS, Brasil

Indias Occidentales y Guyana

George Fyffe, JTUC Jamaica,

Lincoln Lewis, GTUC, Guyana

Comité de Mujer Trabajadora CIOSL/ORIT (COMUT)

Presidenta del COMUT : Mariana Guambo, CEOSL-Ecuador

Remarques : pour de plus amples informations sur l'agenda politique en cours, consulter le site www.cioslorit.org/agenda/agenda.php

AGENDA SINDICAL PRIORITARIA 2001-2005

CIOSL/ORIT

Plan Estratégico

- * Programa DDHH y Laborales
- * Programa de Educación
- * Programa Desarrollo Institucional
- * Programa Empleo
- * Programa Fortalecimiento Sindical
- * Programa Integración
- * Programa Mujer
- * Programa Política de Alianzas
- * Programa Protección Sociolaboral
- * Resoluciones

CCSCS

Coordinadora de Centrales Sindicales del Cono Sur

Contact

email: informacao@sindicatomercosul.com.br

web: www.ccscs.org

Création

1986

Document clé

Declaración de Foz de Iguazu, 1991

Pays membres

Argentina, Bolivia, Brasil, Chile, Paraguay y Uruguay

Présentation

La Coordinadora de Centrales Sindicales del Cono Sur, es un ámbito de coordinación y articulación de centrales sindicales de Argentina, Bolivia, Brasil, Chile, Paraguay y Uruguay, que fue creado, con apoyo de ORIT, en 1986 en Buenos Aires, Argentina.

Petit historique

En sus inicios, la preocupación principal de las centrales que la integran, era la de apoyar los procesos de reinstauración de la democracia que se estaba dando en algunos países del cono sur. También, apoyar a los movimientos sociales que surgían buscando recuperar la democracia en Chile y Paraguay que hacia mediados de la década del 80 aún se hallaban bajo regímenes dictatoriales.

Pero hacia finales de 1990, entendiendo que la recuperación de la democracia no se reducía a la reinstalación de las instituciones formales del estado, la CCSCS aprobó como una de sus prioridades de trabajo actuar frente al incipiente proceso de integración económico y social del cono sur. En ese entonces, habían comenzado a gestarse los acuerdos bilaterales entre Brasil, Argentina y Uruguay que fueron el inicio del proceso de gestación del MERCOSUR.

Frente a este proceso, la Coordinadora consideró que una de sus tareas fundamentales debía ser la de trabajar para plantear lo que los trabajadores entienden como un verdadero proceso de integración y para evitar la imposición de acuerdos bilaterales y el ALCA.

Con este objetivo, la CCSCS lanzó la *Declaración de Foz de Iguazú* en 1991 demandando un verdadero proceso de integración, por que ha sido el anhelo en la historia de América Latina, y por que en esta coyuntura de globalización resulta absolutamente necesario.

CCSCS Chronologie

Diciembre de 1991: la CCSCS realiza un encuentro en Foz de Iguacu, en donde aprueba un documento haciendo públicas sus primeras consideraciones sobre el proceso de integración y proponiendo la constitución de un Subgrupo de Empleo y Relaciones Laborales. Este documento fue entregado a los ministros de Trabajo de los 4 países involucrados reunidos en aquella ciudad, quienes aprobaron la propuesta que en mayo de 1992, da origen a la creación del SGT de Relaciones del Trabajo, el cual funciona hasta la actualidad.

Diciembre de 1992: la CCSCS realiza un encuentro en Montevideo, en donde se aprueba un documento reafirmando la relevancia de la integración para el desenvolvimiento de la región, alertando sobre los impactos económicos y sociales de este proceso y denunciando la poca importancia que los principales organismos de negociación dispensaban a los temas laborales. El documento, entregado a los presidentes de los cuatro países, reivindicaba además la adopción de una carta de Derechos Fundamentales para el MERCOSUR.

Diciembre de 1994: la CCSCS elabora y aprueba un nuevo documento, con una serie de propuestas sobre cuestiones laborales, sociales, económicas y productivas y también sobre la estructura Institucional del MERCOSUR. En el mismo, se defiende la creación de un foro de representación de la sociedad civil, con el objeto de reforzar la participación de la misma en el proceso de negociación y construcción del MERCOSUR. Este documento fue entregado el día 14 de diciembre a los presidentes reunidos en la ciudad de Ouro Preto. En esta ocasión, se presenta el Protocolo de Ouro Preto el cual encierra las bases de un proceso de transición e integración, definiendo los pasos y medidas para la consumación de la Zona de Libre Comercio e Implantación de la Unión Aduanera, creando además el Foro Consultivo Económico Social del MERCOSUR – (FCES).

En junio de 1996: el FCES fue creado oficialmente en Buenos Aires, con la activa participación de la CCSCS. Entre las muchas contribuciones de Coordinadora al régimen de funcionamiento del FCES, se destaca la inclusión al derecho de iniciativa. Es decir que el Foro puede emitir su opinión al Grupo Mercado Común, (GMC – el organismo rector del MERCOSUR) no sólo cuando es consultado sino también por propia iniciativa. También fue una propuesta sindical la igualdad de representación entre organizaciones de representación sindical y empresarial en la plenaria de los organismos de coordinación del Foro.

En 1996, cuando fueron retomadas las discusiones del Subgrupo 10 la CCSCS presentó el proyecto de un instrumento de protección a los derechos laborales, el cual fue discutido en forma tripartita y aprobado en **1998**, con la denominación de [Declaración Socialboral del MERCOSUR](#).

En 1997, la CCSCS propone la creación de un Observatorio sobre el Mercado de Trabajo, organismo técnico de gestión tripartita el cual fue aprobado en ese mismo año y tiene como principal objetivo el acompañamiento de los indicadores macroeconómicos y sectoriales, contituyendose en un espacio de negociación de soluciones y medidas para problemas emergentes de desempleo y/o bregando porla generación de empleos. La Coordinación de la Secretaría Técnica Ejecutiva del Observatorio, después de dos años en Argentina, está en manos de representantes de Brasil, desde noviembre de 1999.

1999, se realiza la primer Cumbre Sindical del MERCOSUR en el mes de diciembre, en la ciudad de Montevideo, que se repetiría los años siguientes en las ciudades de Florianópolis, Buenos Aires y Brasilia. Para la Cumbre de Montevideo se reunieron más de 30 sectores o ramas de actividad que fijaron los planes de trabajo para los años siguientes.

Para los años 2002/2003 la CCSCS redefinió el trabajo sectorial orientando el mismo en dos planos:

- Coordinación estrictamente sectorial. En esta línea de trabajo se establece la prioridad del seguimiento y operación política sobre empresas multinacionales con alto poder de incidencia en la economía regional con el objetivo de alcanzar convenios colectivos supranacionales.

- Coordinación intersectorial. En este plano la CCSCS crea la Comisión de Desarrollo Productivo integrada por los sectores sindicales de industria, agroindustria e infraestructura y que tiene como su objetivo central la elaboración de propuestas concretas de desarrollo productivo para la región a presentar ya sea a la sociedad en su conjunto, ya sea en los ámbitos formales del MERCOSUR.

Asimismo, en la Cumbre Sindical realizada en Brasilia en 2002 la CCSCS fue recibida por los presidentes del MERCOSUR, oportunidad en la cual se entregó una Carta con las propuestas del movimiento sindical organizado.

Fonctionnement

La CCSCS dispone de una sola instancia de deliberación, que es su plenaria de miembros, en la cual cada entidad tendrá derecho a 1 titular y 1 suplente.

La CCSCS dispone de dos Secretarías: la Secretaría General y la Secretaría Técnica Supranacional

Objectifs principaux

- promover la integración y solidaridad entre los trabajadores del Cono sur y de ellos con las clases trabajadoras de otras regiones, con base en los principios de la solidaridad, la democracia y el respeto de la autonomía y soberanía.

- promover la coordinación y unidad de acción entre las centrales sindicales de los países del cono sur que tengan como parámetros de acción política la consolidación de la democracia, del desarrollo social y la defensa de la clase trabajadora

- coordinar la actuación de las centrales sindicales frente a los procesos de negociación de los acuerdos de integración sub-regional, bilaterales, hemisférico e intercontinental contribuyendo de forma concreta a la defensa de los intereses de la clase trabajadora en el MERCOSUR.

- fortalecimiento de las organizaciones sindicales nacionales que actúan en la región.

Remarques

Nombreux documents disponibles sur le site Internet.

MWR - MacDonald's Workers Resistance

Contact

web: www.geocities.com/mwrposse3/home.htm

Présentation

McDonalds Workers Resistance is an international network that has only been going for a few years but has already, impressed, inspired and been involved in activities such as co-ordinating the first ever international mobilisation by the McDonalds workforce. Just being involved makes you feel better than a million bogus employee consultations. The network exists to advance the interests of ordinary McDonalds workers against the company that exploits us for their own profits.

CTC
Congrès du travail du Canada
CLC
Canadian Labour Congress

Coordonnées

Siège national
2841, prom. Riverside, Ottawa (Ontario) K1V 8X7
613.521.3400 - tél
613.521.4655 - téléc.

Engagement

Charte des droits syndicaux

Membres

La majorité des syndicats nationaux et internationaux au Canada sont affiliés au Congrès, qui compte 12 fédérations provinciales et territoriales et 137 conseils du travail. Nous représentons 3 millions de travailleuses et travailleurs syndiqués.

Présentation

Le Congrès est la voix nationale du mouvement syndical, mais il se prononce aussi au nom de tous les travailleurs, les travailleuses et leurs familles, tant au Canada qu'à l'étranger.

Histoire syndicale

Le Canada, tel que nous le connaissons, a été bâti non pas par les hommes et femmes politiques, les soldats et les gens d'affaires qui peuplent nos livres d'histoire mais bien par le travail pénible de toutes les personnes qui ont défriché et labouré la terre, construit des canaux, des chemins de fer et des villes et peiné dans nos usines et nos industries d'extraction. À l'examen de la vie et de l'expérience de ces personnes, nous redécouvrons nos propres racines.

Si la publicité pouvait présenter le Canada comme « le meilleur pays pour l'homme pauvre », c'était parce que le dur travail était souvent le principal facteur de l'exploitation de ses ressources. La pêche, le commerce des fourrures, l'agriculture et la coupe du bois comportaient des tâches éreintantes et souvent dangereuses, que seuls les colons et leurs familles accomplissaient. Relativement parlant, la main d'oeuvre manuelle était rare et appelait une prime. Elle ne jouissait ni sous le régime français, ni sous le régime anglais, de la respectabilité sociale de la sécurité économique. Dans une société d'immigrants et d'immigrantes, l'offre de main-d'oeuvre qualifiée était incertaine et presque laissée au hasard, ce qui faisait grimper les salaires des ouvriers qualifiés et incitait en même temps à les remplacer par quelque innovation technologique.

Les premiers syndicats, créés sur les quais d'Halifax, de Saint John et de Québec pendant la guerre de 1812, cherchaient à tirer parti de la rareté de la main-d'oeuvre. D'autres, comme ceux des ouvriers de la chaussure à Montréal et des typographes à Toronto, créés au cours des

années 1830, témoignaient du désir des travailleurs et travailleuses qualifiés de protéger leur métier et leur condition. Dans à peu près tous les cas, on voyait se créer une fraternité charitable qui intervenait lorsque le chômage ou la maladie frappait ou que des indigents décédaient. Pourtant, ainsi que beaucoup d'historiens des débuts du syndicalisme le soulignent, les avantages de la syndicalisation étaient réservés à quelques chanceux.

Il semble que les syndicats d'avant 1859 étaient tous purement locaux, à l'exception de l'Amalgamated Society of Engineers (ASE), syndicat britannique qui a établi une première section canadienne à Montréal en 1853, une seconde à Hamilton en 1857 et deux autres (Toronto et Brantford) en 1858. Mais à partir de 1859, le syndicalisme canadien commença à s'internationaliser, c'est-à-dire qu'un nombre croissant de ses adhérents et adhérentes appartenaient à des syndicats dont le siège social et le gros des membres se trouvaient dans un autre pays. L'ASE fut suivie pendant les années 1860 de plusieurs organisations ayant leur siège aux États-Unis : Mouleurs (1859), Mécaniciens de locomotive (1864), Typographes (1865), Chevaliers de Saint-Crispin [ouvriers de la chaussure] (1868), Cigariers (1872), Tonneliers (peut-être avant 1871), Briqueteurs et maçons (1872), Chauffeurs de locomotive (1876), Chevaliers du Travail (1879), Chefs de train (1881), Charpentiers (1882), Agents de train (1885) et Peintres et décorateurs (1887). Certains syndicats furent emmenés par des immigrants britanniques ou américains tandis que d'autres furent invités au Canada par des syndicats locaux qui voulaient faire partie d'un groupe plus grand et plus fort et dont les membres souhaitaient pouvoir travailler librement aux États-Unis quand la situation devenait difficile au Canada. Néanmoins, pendant les années 1860, 1870 et 1880, les travailleuses et travailleurs canadiens continuèrent de former des syndicats purement locaux ou provinciaux.

Pendant de nombreuses années, les différents syndicats n'avaient guère de rapports entre eux, même à l'intérieur d'une même ville. Cependant, en décembre 1863, plusieurs syndicats de Hamilton créèrent une « union des métiers » ou « assemblée des métiers » centrale, qui réunissait les délégués et déléguées de syndicats constitutifs et qui dura au moins jusqu'à 1875. En 1871, cinq syndicats de métier fondèrent l'Assemblée des métiers de Toronto (1871 à 1878), le Conseil des métiers d'Ottawa (1872 à 1876) et l'Assemblée des métiers de St-Catharines (1871 à 1875). De plus, en 1873, l'Assemblée de Toronto organisa un congrès national. Quoiqu'il y eût probablement plus d'une centaine de syndicats au pays à ce moment-là, seulement trente-et-une sections locales de quatorze syndicats envoyèrent des délégués et déléguées au congrès. Presque tous étaient de l'Ontario, mais les syndicats des typographes de Montréal et de Québec avaient signifié leur approbation. Ce congrès mit sur pied la première centrale nationale, l'Union ouvrière canadienne, qui tint par la suite des assises en 1874, 1875, 1876 et 1877. Mais la dépression des années 1870 porta un coup mortel aux centrales tant locales que nationales, bien qu'un grand nombre de syndicats locaux, surtout des sections de syndicats internationaux, survécurent.

Personnel

Président

Ken Georgetti president@clc-ctc.ca

Secrétaire-trésorier

Hassan Yussuff sectreas@clc-ctc.ca

Vice-présidente exécutive

Barbara Byers executivevp@clc-ctc.ca

Vice-présidente exécutive

Marie Clarke Walker execvp@clc-ctc.ca

Président et présidente émérites
Bob White, Shirley G.E. Carr

Objectifs généraux

Nous favorisons des salaires et des conditions de travail convenables et cherchons à améliorer les lois régissant la santé et la sécurité. Nous faisons pression pour obtenir un régime fiscal équitable et des programmes sociaux puissants, incluant les services de garde, l'assurance maladie et les pensions. Nous faisons pression pour obtenir des programmes de formation et de création d'emplois et nous participons à l'élaboration de ceux-ci. Nous travaillons pour l'égalité sociale et pour enrayer le racisme et la discrimination. Nous tentons d'accroître la solidarité entre les travailleuses et travailleurs canadiens et ceux des autres pays. Les services individuels au siège national du CTC à Ottawa, et ses bureaux régionaux à travers le Canada, travaillent constamment pour atteindre ces objectifs.

Domaines d'intervention

- **Éducation**

Le but du Projet d'alphabétisation en milieu de travail du Congrès du travail du Canada est d'aider les syndicats :

- * à intégrer l'alphabétisation et les pratiques de langage clair dans toutes les facettes des communications et de la programmation, de manière à favoriser une plus grande participation des membres à la vie syndicale;
- * à créer les conditions propices à l'épanouissement individuel et collectif des travailleurs et des travailleuses en tant que membres de syndicats, citoyennes et citoyens conscientisés, informés et actifs.

Plan d'action du Congrès du travail du Canada pour l'alphabétisation: de mai 2004 à mai 2006
Points saillants du plan d'action:

- * Coordonner les activités du Groupe de travail du CTC sur l'alphabétisation comme lieu d'échange de renseignements, de planification stratégique et de promotion de la vision syndicale de l'alphabétisation au sein des syndicats et des fédérations du travail.
- * Transmettre un point de vue sur l'alphabétisation axé sur les travailleuses et les travailleurs, que ce soit au sein du mouvement syndical ou à l'extérieur.
- * Guider les organismes affiliés du CTC et leur offrir un soutien technique pour accroître les compétences leur permettant de mener à bien l'alphabétisation en milieu syndical et les initiatives pour un langage clair.
- * Produire et promouvoir des moyens de communication et des outils pratiques en matière de langage clair et d'alphabétisation, tels que le bulletin d'information du CTC sur l'alphabétisation, Apprendre ensemble, et le matériel de la série Apprendre dans la solidarité.
- * Former des adeptes de l'alphabétisation et du langage clair par des cours et des ateliers dans les régions sur l'alphabétisation en milieu syndical, le langage clair et l'élaboration de matériel de formation axé sur les travailleuses et les travailleurs.
- * Convier le CTC et ses organismes affiliés à une réflexion et une planification stratégiques en vue d'intégrer l'alphabétisation et le langage clair dans les activités courantes; mettre au point un module de sensibilisation au langage clair à l'intention de l'équipe dirigeante et du personnel.
- * Réaliser un film d'animation sur le langage clair, en collaboration avec les organismes affiliés participants et l'Office national du film.

- ***Santé, sécurité et environnement***

Le Service de la santé, de la sécurité et de l'environnement du CTC est au service de deux comités permanents du CTC :

Le comité de l'environnement et le comité sur la santé et la sécurité au travail. Ces comités sont formés de membres de la direction, de membres du personnel et de membres syndiqués des différents organismes affiliés du CTC ainsi que des fédérations du travail.

Leur mandat consiste à coordonner les activités du mouvement syndical en matière de santé et sécurité au travail, de protection de l'environnement et d'indemnisation des accidents de travail. Les deux comités peuvent accueillir sur invitation nos partenaires des différentes coalitions sur l'environnement, la santé et sécurité au travail et les travailleuses et travailleurs accidentés.

Le service est également en lien direct avec le gouvernement fédéral sur les questions de santé et sécurité, d'indemnisation des accidents de travail et de protection de l'environnement. Sa mission principale est de garantir des normes nationales élevées en matière de santé et sécurité au travail et de protection environnementale, tout en veillant aux droits des travailleuses et travailleurs dans ces différents domaines

Types d'actions en cours :

- Campagne pour des aliments sains
- Conférences et activités
- La transition équitable pour les travailleurs et les travailleuses
- La création d'emplois verts
- La loi canadienne sur la protection de l'environnement - mai 1999
- La prévention du cancer au travail
- Mondialisation
- Stratégie nationale de prévention de la pollution du Congrès du travail du Canada

- ***Égalité***

On aborde ici des questions touchant les droits de la personne sous différents angles :

- * Lutte au racisme
- * Autochtones
- * Femmes
- * Jeunes
- * Fierté (lesbiennes, gais, bis, trans)
- * Personnes ayant un handicap
- * Personnes de couleur

- ***International***

Si le service international existe, c'est que les événements du monde nous affectent ici et qu'inversement, ce qui se passe ici affecte le reste du monde.

Types d'actions menées :

- * Lettres et prises de position: lettres de solidarité à l'intention du gouvernement du Canada et d'organismes gouvernementaux étrangers.
- * Projets et programmes: pour en savoir davantage sur l'action du CTC sur le terrain et les projets auxquels nous travaillons en vertu du PSDI et d'autres programmes.
- * À travers le monde: articles et photos sur ce que font nos représentants et représentantes sur le terrain.

- ***Action politique***

La travailleuse ou le travailleur syndiqué est membre d'un mouvement; un mouvement local, national et international. La personne syndiquée exerce ainsi sa citoyenneté active. Cette thèse est celle d'un document sur l'action politique adoptée lors de l'assemblée du Congrès du travail du Canada tenue en juin 2002 à Vancouver. La force de notre démocratie se mesure par la qualité de l'engagement citoyen de la majorité travailleuse dans l'exercice de sa vigilance, dans son action politique et dans ses efforts pour l'adoption de mesures législatives.

Comme salariés, nous savons bien que les décisions prises à l'Hôtel de Ville, à l'Assemblée législative ou au Parlement affectent la table de négociation et notre travail. Nous savons qu'au-delà des acquis de toutes nos conventions collectives, des décisions politiques peuvent améliorer notre qualité de vie, ainsi que le niveau de vie de nos familles et de nos communautés.

Améliorer les lois qui régissent les conditions de travail, c'est élever notre niveau de vie et rehausser la qualité de vie de tout le monde, que ce soit en touchant les horaires de travail, les heures supplémentaires, le salaire minimum, le harcèlement, les congés de maternité et parentaux, les transports en commun, la qualité de l'air, la santé-sécurité au travail, l'accès aux soins de santé et l'acquisition de nouvelles compétences par la formation. Tous ces progrès dépendent de décisions prises au plan politique.

L'action politique des syndicats prend différentes formes : exercer des pressions lors de rencontres avec les responsables gouvernementaux et les élus, appuyer des candidatures, organiser des rassemblements et des manifestations, faire campagne avec des groupes réunis en coalitions partageant des intérêts communs, voire se présenter aux élections et soutenir des partis politiques qui partagent nos valeurs et nos positions.

Si nos succès ont pris diverses formes, nos objectifs sont demeurés les mêmes : garder le cap sur l'espoir, que ce soit comme simples travailleuses et travailleurs, dans nos familles ou dans notre quartier; reconquérir la foi dans nos institutions gouvernementales et ce qu'elles peuvent, sous notre gouverne, réaliser pour nous.

- **Politiques sociales et économiques**

Le mandat du Service des politiques sociales et économiques consiste à faire progresser les travaux du Congrès du travail du Canada en matière de politiques sociales et économiques en: apportant un soutien aux dirigeants et dirigeantes du CTC dans les dossiers des politiques sociales et économiques; établissant des avis consensuels entre les Services du CTC, ses syndicats affiliés et les groupes sociaux constituant leurs alliés sur des questions ayant trait aux politiques sociales et économiques (et tenant compte de ces avis dans les travaux d'établissement de politiques) étant le porte-parole du CTC au sein de forums populaires, gouvernementaux et techniques.

Voici les comités du CTC que soutient le Service :

- * Comité spécial sur les pensions
- * Comité spécial sur les transports
- * Comité spécial sur l'a.-c.
- * Comité permanent de la formation et de la technologie
- * Sous-comité (du Comité de la formation et de la technologie) sur l'apprentissage

Campagnes en cours :

Cette section est une liste des campagnes en cours et des « dossiers chauds » au Congrès du travail du Canada. Pour en savoir plus, cliquer sur le lien ci-dessous.

Emplois et développement économique : Aussi, voir la section politiques sociales et économiques pour des rapports.

Équité de l'assurance-emploi : Aussi, voir la section politiques sociales et économiques pour des rapports et les rapports de Kevin Hayes.

Les ateliers de misère - « Combattons l'exploitation » et « Approvisionnement en milieu de travail »

Sécurité de la retraite : Aussi, voir la section politiques sociales et économiques pour des rapports et les rapports de Bob Baldwin.

Soins de santé

Wal-Mart

Mode de fonctionnement

Un mouvement démocratique

Tous les trois ans, plus de 2 500 déléguées et délégués participent à l'Assemblée statutaire du CTC. Au cours de cette période de cinq jours, les militants et militantes des syndicats locaux discutent et décident des politiques et des activités du CTC. Lors de l'Assemblée, on élit aussi quatre dirigeants salariés à temps plein, notamment un président, un secrétaire trésorier et deux vice présidents. Entre les assemblées, le Conseil exécutif est l'organe directeur. Il est composé de 42 représentantes et représentants non rémunérés venant des syndicats affiliés au Congrès. Au sein du Conseil exécutif, six postes de vice présidence sont réservés à des femmes, deux postes de vice présidence sont attribués à des personnes de couleur et un poste à une travailleuse ou à un travailleur autochtone.

Le Congrès collabore activement avec d'autres groupes qui favorisent la justice sociale. Nous avons tissé des liens étroits avec le mouvement des femmes, les aînés, les militants et militantes contre la pauvreté, les églises, les environnementalistes, les militantes et militants pour la paix et les groupes à la recherche de l'égalité sociale et économique aux paliers national, régional et communautaire.

Le CTC est également lié à des organisations de travailleurs et travailleuses et à des syndicats étrangers. Il travaille aussi étroitement avec l'Organisation internationale du travail (Nations Unies) et la Confédération internationale des syndicats libres.

Autres informations

Bureaux régionaux

- **Atlantique**

Linda Gallant, Directrice
2282 chemin Mountain, Moncton,
(Nouveau-Brunswick) E1G 1B4
Téléphone : 506.858.9350
Télécopieur : 506.858.9571
atlantic@clc-ctc.ca

- **Québec**

FTQ Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
565, boulevard Crémazie Est, bureau 12100
Montréal (Québec) H2M 2W3
Téléphone : (514) 383-8000
Télécopieur : (514) 383-8001
ftq@ftq.qc.ca

- **Ontario**

Winnie Ng, Directrice
15 promenade Gervais, Suite 305,
Don Mills, ON M3C 1Y8
Téléphone : 416.441.3710
Télécopieur : 416.441.4073
ontario@clc-ctc.ca

- **Prairies**

David Winter, Directeur
1888 Angus Street Regina,
SK S4T 1Z4
Téléphone : 306.525.6137
Télécopieur : 306.525.9514
prairie@clc-ctc.ca

- **Pacifique**

David Rice, Directeur
#201 - 5118 rue Joyce
Vancouver, (Colombie-Britannique) V5R 4H1
Téléphone : 604.430.6766
Télécopieur : 604.430.6762
pacific@clc-ctc.ca
<http://pacific.clc-ctc.ca>

CSN

La Confédération des syndicats nationaux, mouvement et organisation

Coordonnées

Siège social :
1601, avenue De Lorimier
Montréal (Québec)
H2K 4M5
CANADA
Telephone:(514) 598-2121
web: www.csn.qc.ca

Création

1960

Présentation

La Confédération des syndicats nationaux est une organisation syndicale nationale, démocratique et libre. Elle est formée de syndicats, de fédérations et de conseils centraux couvrant tout le territoire du Québec, et elle entend lutter pour la création de structures sociales, économiques, politiques et culturelles qui garantissent l'épanouissement de l'ensemble des citoyennes et citoyens du Québec.

La Confédération des syndicats nationaux compte plus de 2 600 syndicats locaux répartis sur l'ensemble du territoire québécois représentant environ 275 000 travailleuses et travailleurs appartenant à divers secteurs d'activité.

→ La proportion de femmes oscille autour de 53 pour cent, ce qui avoisine le taux de la société en général; à l'image du marché du travail, les femmes à la CSN sont davantage concentrées dans le secteur public, soit environ 67 pour cent. Elles se retrouvent particulièrement dans les secteurs suivants : santé et services sociaux, éducation, organismes gouvernementaux ; elles demeurent majoritaires dans les services privés comme les commerces, les bureaux et les communications ;

→ Les hommes syndiqués quant à eux se retrouvent majoritairement dans le secteur privé : construction, métallurgie, pâtes et papier, forêt ; dans le secteur public, on les retrouve, entre autres, dans le domaine de l'enseignement collégial et universitaire, dans les emplois d'entretien ainsi que dans les transports publics.

Le principe, à la base du processus de décision à la CSN, est l'autonomie des syndicats. Ce qui garantit cette autonomie, c'est le fait que chaque syndicat détient sa propre accréditation, c'est-à-dire son certificat de reconnaissance syndicale. Cette appropriation par le syndicat de son accréditation lui confère donc un caractère national qui lui est propre. Il peut en disposer comme il veut, il peut s'affilier ou se désaffilier sans perdre ses prérogatives de personne morale.

Petite histoire :

En 1921, à Hull, 220 travailleuses et travailleurs, représentant 80 syndicats formés dans divers secteurs d'activité se réunissaient en congrès pour fonder la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC).

En 1960, la CTC se déconfessionnalisait pour devenir la Confédération des syndicats nationaux (CSN), telle que nous la connaissons aujourd'hui.

La CTCC d'hier luttait, entre autres, contre l'exploitation des ouvrières et des ouvriers dans des usines insalubres, elle combattait la corruption et la complaisance des dirigeants politiques devant des situations révoltantes, de même qu'elle s'opposait fortement à la domination syndicale et économique américaine.

La CSN d'aujourd'hui soutient avec autant de conviction la nécessité de transformations politiques, économiques, sociales et syndicales pour l'amélioration de la qualité de vie et du bien-être de ses membres et de l'ensemble de la population.

En 1990, la CSN a opté officiellement pour la souveraineté politique du Québec. Elle a toujours été partie prenante des débats et des luttes populaires pour une société plus juste, plus égalitaire et démocratique. Que ce soit le droit à la syndicalisation, pour l'égalité des femmes sur le marché du travail ou encore, pour combattre la discrimination sous toutes ses formes, la CSN a toujours pris le parti de combattre l'injustice.

Les fédérations :

La fédération rassemble les syndicats d'un même secteur d'activité ou de secteurs d'activité connexes. Elle constitue un lieu de solidarité et regroupe un ensemble de moyens et d'expertises considérables pour les syndicats quant à l'élaboration de politiques de négociation et à l'application des conventions collectives. La CSN est actuellement composée des neuf fédérations suivantes :

- Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS)
- Fédération du commerce (FC)
- Fédération CSN – Construction
- Fédération nationale des communications (FNC)
- Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ)
- Fédération de la métallurgie (FM)
- Fédération des travailleuses et des travailleurs du papier et de la forêt (FTPF)
- Fédération des professionnelles (FP)
- Fédération des employées et employés de services publics (FEESP)

Les conseils centraux :

La vie syndicale en région s'articule autour des conseils centraux. Il y en a en treize sur le territoire québécois. Lieu privilégié pour développer la solidarité entre les syndicats dans la région, les conseils centraux sont appelés à intervenir publiquement sur des questions touchant leur région ou des thèmes reliés aux campagnes nationales de la CSN. Les conseils centraux sont donc appelés à traiter publiquement de questions tels le chômage, les fermetures d'entreprises, la création d'entreprises et d'emplois, le logement, le transport, la santé, l'éducation, l'environnement, la violence faite aux femmes et toutes les formes de discrimination, la pauvreté, le racisme, l'intégration des immigrantes et immigrants, la réintégration et le maintien en emploi des handicapé-es, les impacts de certaines mesures gouvernementales (municipales), le français langue de travail, etc.

Chaque région possède ses particularités culturelles, économiques et sociales de même que des préoccupations qui lui sont propres. Ce qui a donné lieu dans certains conseils centraux, à la tenue d'événements publics particuliers concernant, par exemple, la relance de l'emploi ou des actions contestant les décisions des régies régionales de la santé et des services sociaux.

Par ailleurs, les conseils centraux assument une responsabilité de représentation politique des intérêts des travailleuses et des travailleurs membres de syndicats CSN de la région en siégeant au sein de divers lieux de décisions régionaux ou locaux sur plusieurs sujets à incidence économique ou sociale tels les conseils régionaux de développement.

Dans le cadre des mandats qui leur sont confiés par le congrès ou en exécution de ceux votés par celui de la CSN, les conseils centraux ont pour fonction d'organiser des campagnes régionales d'appui et de promotion ainsi que des événements visant à susciter la solidarité régionale. Par exemple, chaque conseil central organise annuellement des activités régionales pour la Journée internationale des femmes, le 1er mai, la semaine de la santé sécurité au travail. S'ajoutent à cela d'autres campagnes d'information et d'appui propres à chacun des conseils centraux. Le conseil central dispense de la formation à ses syndicats sur des questions relatives à l'organisation de la vie syndicale, au rôle des membres des comités exécutifs et autres responsabilités syndicales, à la santé et sécurité, à l'information syndicale, à la condition féminine, à l'intégration des communautés culturelles et des immigrantes et immigrants, etc.

Fonctionnement interne

LES INSTANCES CONFÉDÉRALES, STRUCTURES DÉCISIONNELLES DE LA CSN

Le congrès confédéral :

Le congrès confédéral de la CSN constitue le cœur de la structure décisionnelle du mouvement. La CSN est d'abord une confédération de syndicats. C'est pour cela que les délégué-es officiels qui forment son congrès proviennent en presque totalité des syndicats locaux ; le congrès de la CSN compte également des délégations provenant des fédérations et des conseils centraux. C'est la plus large instance et l'autorité suprême de la CSN.

Le congrès confédéral a pleine autorité sur les orientations politiques et syndicales de la CSN, sur la détermination de plans d'action, les modifications de structures, le personnel, les dirigeantes et dirigeants de la centrale, l'adoption des budgets ainsi que sur toute question touchant la bonne marche de la centrale.

Depuis sa fondation en 1921, la Confédération des syndicats nationaux a tenu 59 congrès réguliers et huit congrès spéciaux.

Le comité exécutif :

Entre les congrès, c'est le comité exécutif qui assume la direction quotidienne de la centrale, voit au suivi des activités, à l'application des mandats votés en congrès confédéral et dans les autres instances de la CSN, notamment auprès des organisations. Il comprend six membres directement élus par le congrès confédéral. Le comité exécutif est également redevable devant le bureau confédéral et devant le conseil confédéral.

Le bureau confédéral :

Le bureau confédéral, où siègent des membres des directions politiques des organisations affiliées, les coordinations et directions de ces organisations, les coordinations des services confédéraux de la CSN et une personne représentant les travailleuses et travailleurs de la CSN (STTCSN), est le principal lieu de gestion administrative et de coordination de la mise en œuvre des orientations et des priorités du mouvement, de l'ensemble de l'action de la CSN.

Il a également la responsabilité de définir les champs de compétence des fédérations, des conseils centraux et des territoires de service. Il débat d'autres questions soumises par le comité exécutif et le conseil confédéral de la CSN.

Le conseil confédéral :

Le conseil confédéral de la CSN est l'autorité suprême dans la centrale entre les congrès. Il est ainsi le principal lieu d'orientation de la CSN et, à ce titre, ses pouvoirs sont étendus et importants.

Il est composé des membres du bureau confédéral, de délégué-es représentant les fédérations et les conseils centraux. Le conseil confédéral peut modifier toute recommandation émanant du comité exécutif ou du bureau confédéral ou toute autre recommandation dont il est saisi, adopter toute proposition qu'il juge appropriée s'adressant notamment à l'une ou l'autre de ces instances. De plus, le conseil confédéral a tous les pouvoirs pour créer les comités, commissions ou groupes d'études qu'il juge à propos pour exécuter les mandats qui lui sont confiés par le congrès. En cas de vacance au comité exécutif, c'est le conseil confédéral qui élit le nouveau membre.

Affiliation

Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)

CSQ - Centrale des syndicats du Québec

Coordonnées

Adresse:

Siège social – Montréal
9405, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec)
H1L 6P3 CANADA

Bureau de Québec
320, rue Saint-Joseph Est, bureau 100
Québec (Québec)
G1K 9E7 CANADA
Telephone:(514) 356-8888
Fax:(514) 356-9999
web: www.csq.qc.net

Création

CSQ fondée en 2000, mais ses origines remontent à 1936.

Membres

La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) représente environ 169 970 membres dont plus de 100 000 font partie du personnel de l'éducation.

La CSQ compte 13 fédérations qui regroupent environ 250 syndicats affiliés en fonction des secteurs d'activité de leurs membres; s'ajoute également l'Association des retraitées et retraités de l'enseignement du Québec (A.R.E.Q.).

Les membres de la CSQ occupent plus de 350 titres d'emploi. Ils sont présents à tous les ordres d'enseignement (personnel enseignant, professionnel et de soutien) de même que dans les domaines de la garde éducative, de la santé et des services sociaux (personnel infirmier, professionnel et de soutien, éducatrices et éducateurs), du loisir, de la culture, du communautaire et des communications.

La CSQ compte en ses rangs 69 % de femmes et 25 % de jeunes âgés de moins de 35 ans.

Présentation

La CSQ regroupe principalement des travailleuses et travailleurs du secteur public. Elle est le lieu privilégié pour développer la nécessaire coopération entre les services sociaux et de santé, et les services d'éducation. La Centrale poursuit aussi son développement dans d'autres secteurs d'activité, notamment dans le secteur du loisir et de la culture ainsi que dans les communications.

Un peu d'histoire

Parti d'un rassemblement d'institutrices rurales, notre mouvement syndical a pris de l'essor et est rapidement devenu une force incontournable dans le débat social et politique pour faire valoir les droits des travailleuses et travailleurs.

Laure Gaudreault, grâce à son audace, à sa perspicacité et sa ténacité, est la véritable pionnière du syndicalisme enseignant au Québec. Elle fonde, en 1936 dans Charlevoix, le

premier syndicat d'institutrices rurales au Québec. Elle est, en 1946, cofondatrice et longtemps vice-présidente de la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec, devenue en 1974 la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) et, aujourd'hui depuis l'an 2000, la Centrale des syndicats du Québec (CSQ).

Mission

La mission principale de la Centrale consiste à promouvoir et défendre les intérêts économiques, professionnels et sociaux des membres qu'elle représente et s'exerce dans le respect des valeurs fondamentales d'égalité, de solidarité, de justice sociale, de liberté, de démocratie et de coopération.

Objectifs généraux

En vue de l'établissement d'une société plus équitable et plus démocratique, la mission de la CSQ vise aussi à :

- œuvrer à l'amélioration des conditions de vie des travailleuses et travailleurs du Québec aux points de vue social, culturel et économique;
- œuvrer à la défense et à l'élargissement des droits démocratiques et agir particulièrement en faveur de la généralisation des droits à la syndicalisation, à la négociation et à la liberté d'action syndicale;
- œuvrer à la promotion et à la défense des droits sociaux, en particulier le droit à l'éducation, à la santé, au travail et à des conditions de vie décentes;
- œuvrer à la promotion et à la défense des droits des femmes.

Fonctionnement

Aspect organisationnel

La CSQ peut regrouper les associations et syndicats québécois représentant des personnes salariées ou des travailleuses et travailleurs autonomes qui œuvrent dans les secteurs de l'enseignement, de l'éducation, du loisir, de la culture, du communautaire, des communications, de la santé et des services sociaux, des services de garde et de la fonction publique.

Modes d'organisation

À la CSQ, il y a différents modes d'organisation selon les groupes, soit la formule de syndicat directement affilié ou d'unité syndicale intégrée à un syndicat existant. La CSQ favorise le regroupement des syndicats en fédérations sur la base des intérêts professionnels des membres qu'elle représente. Par exemple, elle a été la première à regrouper des infirmières et infirmiers dans une fédération exclusive, l'UQII.

Les syndicats affiliés à la Centrale jouissent d'une grande autonomie : ils détiennent leur accréditation, contrôlent leur vie interne, possèdent et administrent leurs propres biens.

Tous les syndicats ont le droit d'être représentés directement au sein des grandes instances décisionnelles de leur fédération et de la Centrale. En outre, les membres sont fréquemment appelés à donner leur avis et à prendre des décisions sur les politiques majeures et sur le fonctionnement de leur organisation syndicale.

Fédérations, regroupements et syndicats

À la CSQ, les syndicats représentant une ou plusieurs catégories de personnel, se retrouvent au sein de treize fédérations et regroupements professionnels. Cette organisation favorise l'union des différentes catégories de salariés sur la base de leurs intérêts communs.

Cette approche permet aussi aux fédérations et aux regroupements de bénéficier de l'indépendance nécessaire à l'établissement de leurs priorités syndicales et professionnelles. Les syndicats, réunis en fédérations ou en regroupements, peuvent ainsi se réaliser pleinement tout en participant, au sein des instances de la CSQ, à l'évolution de tous les grands dossiers sociaux et politiques.

Toutes les fédérations et tous les regroupements sont autonomes et aucun ne peut interférer dans l'action syndicale d'un autre.

Les fédérations de la CSQ:

- * Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE)
- * Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC)
- * Fédération du personnel de l'enseignement privé (FPEP)
- * Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE)
- * Fédération du personnel professionnel des collèges (FPPC)
- * Fédération du personnel de soutien de l'enseignement supérieur (FPSES)
- * Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS)
- * Fédération du personnel de la santé et des services sociaux (FPSSS)
- * Union québécoise des infirmières et infirmiers (UQII)
- * Fédération des syndicats de professionnelles et professionnels de la santé et des services sociaux (FSPPSSS)

Structures politiques

Chaque syndicat est membre de la CSQ et représenté à toutes les instances où sont prises les décisions sur les orientations et les actions de la Centrale. Cette participation directe des syndicats à tous les niveaux de l'organisation assure une vie démocratique intense et enrichissante.

Structure organisationnelle

Congrès

Le Congrès général est l'autorité suprême de la Centrale. Il détermine les politiques générales, les objectifs majeurs, les grandes lignes d'action et les grandes priorités. Il peut aussi, exceptionnellement, établir des politiques particulières, des objectifs spéciaux ou des programmes d'action plus immédiats.

Tous les syndicats sont représentés (au prorata de leurs effectifs) à cette instance triennale qui regroupe près de 1000 congressistes. Si des circonstances l'exigent, des congrès extraordinaires peuvent aussi être convoqués.

Conseil général

La Centrale est gouvernée entre ses congrès par un Conseil général responsable au Congrès. Le Conseil général précise les orientations de la Centrale et prend toute mesure nécessaire à la réalisation des décisions du Congrès général; il adopte le plan d'action et le budget et peut établir des politiques nouvelles sujettes à révision par le Congrès général.

Le Conseil général se réunit quatre ou cinq fois par année. La délégation de chaque syndicat affilié est établie au prorata du nombre de membres qu'il représente. Environ 300 personnes participent au Conseil général.

Conseil exécutif

Le Conseil exécutif est l'instance exécutive de la Centrale; il est composé de cinq personnes libérées à temps plein. L'élection des membres du Conseil exécutif se fait lors des congrès réguliers; leur mandat est de trois ans.

Le mandat du Conseil exécutif consiste à :

- expédier les affaires courantes;
- établir les programmes d'action;
- en contrôler l'exécution;
- voir à l'organisation et au fonctionnement des services;
- assurer la représentation de la Centrale.

Depuis juin 2003, le Conseil exécutif est composé de :

Réjean Parent, Président

Louise Chabot, 1^{ère} vice-présidente

Pierre Séguin, 2^{ème} vice-président

Jacinthe Côté, 3^{ème} vice-présidente

Alain Pélissier, Secrétaire-trésorier

Conseil intersectoriel

Le Conseil intersectoriel, instance de coordination et de décision, est composé d'une vingtaine de personnes qui représentent les fédérations, les regroupements, l'Association des retraitées et retraités de l'enseignement du Québec (A.R.E.Q.) et le Conseil exécutif de la CSQ.

Le Conseil intersectoriel a pour fonctions notamment :

- de contribuer à la préparation du plan d'action et du budget;
- d'adopter le plan d'opération;
- d'attribuer les allocations de péréquation;
- d'adopter la politique d'intégration des nouveaux affiliés.

Les structures de négociation

Dans les secteurs public et parapublic, la négociation des conditions de travail est de la responsabilité du regroupement sectoriel qui voit à négocier le contenu national.

À cause du caractère public et politique de cette négociation, d'une part, et à cause du rôle central que joue le gouvernement, d'autre part, la négociation des secteurs public et parapublic nécessite une action concertée, une stratégie bien articulée et des interventions publiques claires. L'action des composantes de la CSQ se doit d'être coordonnée; cette coordination implique la négociation de certaines matières à une table commune ou en alliance avec d'autres.

La négociation des secteurs public et parapublic est coordonnée par deux instances : le Conseil intersectoriel des négociations et le Conseil général des négociations.

Conseil intersectoriel des négociations

Cette instance est composée des représentantes et représentants des regroupements sectoriels des secteurs public et parapublic. Le CIN a pour mission de coordonner l'ensemble des négociations aux points de vue :

- de la stratégie;
- des contenus;
- de l'information;
- de l'action.

Conseil général des négociations

Cette instance se compose des représentantes et représentants des syndicats des secteurs public et parapublic; le CGN a pour mission :

- de se prononcer sur toute question que lui soumet le CIN;
- de se prononcer sur la stratégie globale et les questions relatives à l'action et à la mobilisation;
- d'adopter la demande et le règlement sur les matières intersectorielles;
- d'établir ses règles de fonctionnement;
- de définir les objets de table commune.

Comités et réseaux

À la CSQ, la vie syndicale ne s'exprime pas uniquement à l'intérieur des structures. De nombreuses personnes militent aussi dans des comités pour défendre différentes causes syndicales, sociales et environnementales. Leur action s'étend à des réseaux de membres qui défendent les mêmes causes et qui se réunissent quelques fois par année.

Comité d'action sociopolitique

Le Comité d'action sociopolitique a comme premier mandat de conseiller le Conseil général dans les décisions à prendre concernant les actions à caractère sociopolitique de la CSQ. Il doit plus particulièrement veiller à ce que les orientations politiques établies par les Congrès soient respectées au Conseil général.

Comité en éducation pour un avenir viable (EAV)

Le rôle en éducation pour un avenir viable en est un de réflexion, d'analyse, d'animation, de formation et un rôle conseil auprès des instances afin que les préoccupations liées à l'EAV et que les réalisations du mouvement EVB (exemples : la protection de l'environnement, la conservation des ressources, la promotion de la paix, de la non-violence, de la solidarité, des droits de la personne, de la démocratie, de la coopération, du développement durable, etc.) soient le plus possible intégrées aux orientations et pratiques de la CSQ et de ses organismes affiliés.

Comité en santé et sécurité

Le comité santé et sécurité de la Centrale est composé de cinq membres dont trois proviennent du secteur de l'éducation et deux du secteur de la santé. Dans le secteur de l'éducation, deux membres représentent les enseignantes et enseignants et une provient du personnel de soutien. Dans le secteur de la santé, un membre provient des professionnels et un membre provient des infirmières et infirmiers. Le comité a le mandat général de préparer le plan d'action et les orientations du secteur de la santé et sécurité du travail. À cet effet, le comité a, entre autres, à choisir les sessions de formation auprès des membres à prévoir à chaque année et à préparer les réseaux politiques en santé et sécurité du travail.

Comité de la condition des femmes

Actuellement, le Comité de la condition des femmes est composé de cinq femmes choisies par le Réseau de la condition des femmes et élues par le Conseil général. La responsable du Comité est libérée à temps plein. Elle doit, notamment, assurer la mise en oeuvre du plan d'action du Comité, assurer les liens avec l'appareil ainsi que le mouvement des femmes et représenter le Comité dans certaines instances politiques. Les autres membres du Comité sont libérés ad hoc en fonction des dossiers particuliers qui leur sont confiés.

Comité des jeunes

Le Comité des jeunes est composé de cinq membres âgés de 35 ans et moins, dont au moins trois femmes. Ces personnes sont élues par le Conseil général pour un mandat de trois ans. Le Comité joue un rôle de conscientisation auprès des jeunes et des instances de la CSQ. Analyse, information, formation, organisation, action et recommandations font partie de son mandat.

Comité des droits des gais et lesbiennes

Le Comité des droits des gais et lesbiennes est composé de cinq personnes. Trois sièges sont réservés à des femmes. À défaut d'être comblés, ces postes sont ouverts à toutes et à tous, sans détermination de sexe. Ces personnes sont élues par le Conseil général pour un mandat de trois ans. Le Comité exerce un rôle de réflexion, d'analyse, d'intervention et de représentation pour favoriser la prise en compte de la situation et des préoccupations des membres gais et lesbiennes de la CSQ.

Réseaux

Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)

FAT- Frente autentico del Trabajo Mexique

"POR LA AUTOGESTIÓN DE LA CLASE TRABAJADORA"

Coordonnées

www.fatmexico.org

Création

1960

El Frente Auténtico del Trabajo fue fundado en la Ciudad de México en 1960, como parte de un proyecto denominado Movimiento Nacional de Promoción Obrera, asesorado por el Secretariado Social Mexicano, y vinculado a la Confederación Latinoamericana de Sindicatos Cristianos (CLASC).

Statuts

ARTÍCULO 2.- Es una Organización Nacional de Trabajadores unitaria, pluralista, democrática, independiente y autónoma, que fue constituida el 18 de Octubre de 1960 como una Organización propia de la clase trabajadora, que fija sus posiciones de clase frente al Estado, la patronal y los partidos políticos, y se considera una Organización socio-política de carácter nacional.

ARTÍCULO 3.- El FAT es una Organización amplia, pluralista, compuesta por diferentes sectores con organizaciones de: sindicalistas, cooperativistas, campesinos, colonos, profesionistas y de todas aquellas formas de organización de que se dote la clase trabajadora y la sociedad civil en general, cuyo único requisito es que sus miembros vivan del producto del trabajo sea manual o intelectual y no de explotar a su semejantes.

Mission

ARTÍCULO 4.- Fundamentada en el proyecto de organización política, militante y de clase cuyas características principales son las de actuar en el lugar de trabajo y en la sociedad civil y política, luchando por la justicia, la libertad y la democracia; busca la unidad con el resto de las organizaciones y grupos que en México luchan por la democracia y la justicia social; propone en lo inmediato la lucha por el mejoramiento de las condiciones de trabajo y de vida del pueblo trabajador en general y como Objetivo Histórico: TRANSFORMAR LA SOCIEDAD Y EL SISTEMA CAPITALISTA, POR UNA SOCIEDAD SOCIALISTA Y AUTOGESTIONARIA.

Présentation

Contexte historique et genèse...

El Frente Auténtico del Trabajo nace en 1960; este año muere Anton Panekoek, teórico marxista holandés y sale de prisión Ramón Mercader, asesino de León Trotsky; Viruta y Capulína son las estrellas infantiles del momento, Paul Anka atiborra el auditoria nacional y la Sonora Santanera el Blanquita ; la Jardín Balbuena se fracciona y se pone a la venta ; los grandes almacenes venden incineradores de basura caseros y se anuncia con optimismo desmedido, el pago total de la deuda externa...

Son años de euforia económica; nadie sueña con que sus hijos serán obreros toda la vida, la movilidad social es una esperanza. Los más pobres se sueñan arriba del barco del desarrollo, aunque las circunstancias muestren lo contrario.

Fidel Velázquez es la figura fuerte del sistema corporativo sindical. Dicen que ya pasaron los días de las metralletas y la represión directa para apaciguar los ánimos de libertad y democracia sindical : ¿El charrazo del 48 ? solo una anécdota; ¿ferrocarrileros y maestros ? parte de la campaña roja para desestabilizar al país vecino de los Estados Unidos... la guerra fría...

El año que comienza el bloqueo a la isla, es el año dos de la revolución cubana, una esperanza para la izquierda y una amenaza para la derecha; se inicia la leyenda guevarista, la opción maoísta escinde al espacio del socialismo real, los trotskistas en México forman la Liga Obrera Marxista y los anarcosindicalistas mantienen su presencia en algunos sindicatos como el de trabajadores del Hipódromo de las Américas y el sindicato de músicos, en Piedras Negras, Sonora, mejor conocidos en el medio como los *Mariachis anarquistas*.

Los curas obreros del Secretariado Social Mexicano, -formados a la manera de los sacerdotes franceses, belgas y españoles que se integran como trabajadores a las fábricas y desde ahí, ejercen su ministerio asesorando a los trabajadores sobre sus derechos terrenales, entre ellos, el derecho a la libre asociación-, forman la Juventud Obrera Católica (JOC), quienes serán los militantes del movimiento obrero cristiano, al menos, hasta 1968 ; se inician los años de reforma en la iglesia católica que darán por fruto las Comunidades Eclesiales de Base, el CELAM de Medellín, la Teología de la Liberación y el regreso al compromiso social de los sacerdotes para con el pueblo ; Camilo Torres y los curas guerrilleros ; los años sesenta visten a la iglesia de pueblo : Es hasta 1964 cuando los jesuitas viran hacia la izquierda ; vienen de ser fundadores de la organización clandestina de ultra derecha, conocida como la Legión y después la Unión Nacional Sinarquista (UNS), militantes activos del franquismo en España y saboteadores permanentes a las propuestas obreristas del Secretariado Social Mexicano ; fundan también la Asociación Guadalupana de Trabajadores Mexicanos, cuyo principal motivo de existencia es la de promover la celebración del 12 de diciembre en las fábricas y de abandonar la conmemoración del primero de mayo, en memoria de los obreros anarquistas ejecutados en Chicago, para transformarlo en el festejo de San José Carpintero y por supuesto, en lugar de manifestarse el primero de mayo, realizar una peregrinación cada 19 de marzo...

El FAT nace al principio de una década optimista para el sistema; la CTM recupera la dirección del sindicato de telefonistas, se añade el apartado B al 123 constitucional; lo que queda del movimiento magisterial, principalmente de la sección IX del SNTE, es reprimida.

El mismo año en que los electricistas se reagrupan en el Sindicato de Trabajadores Electricistas de la República Mexicana, el glorioso STERM de Galván y la Tendencia Democrática de los setenta. También el sindicato de la Industria de la Construcción Liga de Soldadores, verdaderos guerreros de la libertad sindical; este es el año de las huelgas cañeras y la formación de Partido Obrero Agrario de Morelos, del zapatista Rubén Jaramillo, quien será asesinado pocos años después.

Sur le FAT et sa création...

El FAT nace promovido por el Secretariado Social Mexicano y la Confederación Latino Americana de Sindicalistas Cristianos (CLASC), como una opción de sindicalismo independiente, cuyo principal objetivo es la libertad y la democracia sindical, participan en la reunión formal del 18 de octubre ; la Asociación Nacional de Trabajadores Guadalupanos, sin pretensión alguna de organizar sindicatos ; Cajas Populares, centrados en fortalecer su estructura a nivel nacional, ajena a las difíciles tareas del quehacer sindical; el Centro Laboral Mexicano, brazo obrero del SSM, con alguna influencia entre panaderos de la colonia Santa Julia, donde Pedro Velázquez ejercía su ministerio sacerdotal; algunos sobrevivientes de la Confederación Nacional Católica del Trabajo disuelta en 1926, que después de 34 años, estaban alejados de las fábricas; la Federación de Organizaciones Católicas, que lo mismo agrupaba a las congregaciones marianas, que a los eternos vigilantes de la flama encendida de la vela perpetua; el Instituto Mexicano de Estudios Sociales (IMES), una escuela sindical, que además de derecho laboral, se impartían cursos de moral; el Movimiento Obrero de Acción Católica Mexicana, quien no representa realmente a nadie; la Juventud Obrera Católica, verdadero semillero de jóvenes trabajadores y trabajadoras, que disciplinadamente se encargaron de establecer el contacto con la vida fabril del país y el Movimiento Nacional de Promoción Obrera (MNPO), el verdadero núcleo fundador del FAT, quien estableció, desde un año atrás, un convenio con la CLASC para promover la organización sindical. La central latinoamericana contribuye con la formación y el financiamiento; Promoción Obrera con la militancia.

En la reunión formal del 18 de octubre participan organizaciones tan disímbolas como la Asociación Nacional de Trabajadores Guadalupanos, sin pretensión alguna de organizar sindicatos; las Cajas Populares, concentradas entonces en fortalecer su estructura nacional y ajena a las difíciles tareas del quehacer sindical; el Centro Laboral Mexicano, brazo obrero del SSM, con alguna influencia entre panaderos de la colonia Santa Julia, donde Pedro Velázquez ejercía su ministerio sacerdotal; algunos sobrevivientes de la Confederación Nacional Católica del Trabajo disuelta en 1926, que después de 34 años, estaban alejados de las fábricas; la Federación de Organizaciones Católicas, que lo mismo agrupaba a las congregaciones marianas, que a los eternos vigilantes de la flama encendida de la vela perpetua; el Instituto Mexicano de Estudios Sociales (IMES), una escuela sindical, que además de derecho laboral, se impartían cursos de moral; el Movimiento Obrero de Acción Católica Mexicana, quien no representaban a nadie; la Juventud Obrera Católica, verdadero semillero de jóvenes trabajadores y trabajadoras, que disciplinadamente se encargaron de establecer el contacto con la vida fabril del país; por último el Movimiento Nacional de Promoción Obrera (MNPO), verdadero núcleo organizador del FAT.

El MNPO había establecido, un año atrás, un convenio con la CLASC para promover la organización sindical donde la central latinoamericana se compromete a proporcionar la formación sindical y Promoción Obrera se encarga organizar de promover la libertad y democracia sindical.

Entre los más de setenta asistentes al local del IMES, ubicado en 16 de septiembre número 71 despacho 403, casi esquina con Palma, apenas a cien metros del zócalo capitalino, están presentes Pedro Velázquez, director del Secretariado y uno de los promotores más importantes de la teología de la liberación, Rodolfo Escamilla, sacerdote, promotor del sindicalismo independiente desde 1948, cuando organizó el sindicato en Celanese Mexicana, cuates entonces, de Samuel Ruiz; Horacio Guajardo, abogado laboral, asesor de trabajadores y director del IMES; Nicolás Medina, ex-seminarista y trabajador de la industria del calzado,

representando al MNPO, de origen leones y asentado en un Tepito con olor a cuero, donde a cada diez metros había una tenería, un taller de zapatos, o una tienda de chamarras estilo James Dean en Rebelde sin causa, o Marlon Brando en *El Salvaje*... un Tepito sin fayuca; JOCistas como Cirilo Ortiz y Filiberto Sánchez ; Emilio Maspero, ex-militante de la juventud peronista y representante de la entonces CLASC ; los hermanos Eguía Villaseñor de las exitosas cajas populares, formadas por el secretariado a principios de los años 50 y que para entonces contaban con más de 314 cajas a lo largo del país³; personajes que harán historia, como Antonio Velasco Piña, Manuel Rodríguez Lapuente, Luis López Llera, Víctor Durán, Luis Leñero y José Trueba, hijo del famoso militante sinarquista.⁴

Sinarquistas, panistas, guadalupanos y sus contrapartes, los curas obreros del SSM, la JOC y algunos trabajadores independientes convivieron esa noche. Dos meses después, todos habían regresado a sus actividades cotidianas, pues el FAT para ellos, era algo más que ajeno y solo quedaron integrados al proyecto la JOC y Promoción Obrera.⁵

A pesar de que desde su nacimiento se define independiente del Estado, los partidos políticos, la patronal y la iglesia, la asesoría del SSM y el origen de sus fundadores marcará un estigma, que se empezará a romper a temprana edad, en 1966, cuando, en abierta confrontación con el obispo de León, monseñor Zarza, un empresario es detenido por la policía al violar las banderas de huelga y el embargo precautorio sobre la maquinaria de su empresa; el obispo recrimina a los curas asesores, los retira de la entidad y forma su propio centro social obrero. El FAT se fortalece pues al quedar sin asesores religiosos completa su autonomía e independencia.

Valeurs

Cinco principios de su declaración de principios en su nacimiento son hoy en día, pilar fundamental del FAT:

- 1.- Libertad sindical
- 2.- Democracia sindical
- 3.- Independencia de los partidos políticos
- 4.- Autonomía del gobierno y los patrones
- 5.- Constante lucha por elevar los niveles de vida material y espiritual de la clase trabajadora.

Si esos principios fueran escritos hoy día por una visión más secular dentro del FAT, el tema de la elevación espiritual del nivel de vida sería quizá reemplazado por algo relacionado con los derechos humanos. El resto se redacta igual.

Le FAT et ses premiers pas difficiles...

Aún cuando los activistas de la Juventud Obrera Católica (JOC) proporcionaron una buena base inicial para la organización obrera, se tuvo poco éxito en la organización de los trabajadores en la Ciudad de México.

En 1962 los fundadores, trabajadores de la industria del calzado en León, con arraigo en la comunidad, instalan en esta ciudad la sede nacional del incipiente movimiento; la semilla cayó en suelo fértil y de inmediato empezó a crecer.

³ *Revista Contacto* México DF, febrero de 1964, pg. 8

⁴ Guajardo, Horacio, entrevista con Macedonio Mendieta, México, DF, 1980

⁵ Sanchez, Filiberto,... op. cit.

Partiendo de los barrios, las parroquias y apoyado en la militancia de la (JOC), Nicolás Medina comenzó a impartir talleres sobre legislación laboral y organización sindical.

A fines de ese año, estaban listos para obtener reconocimiento legal de un sindicato de la industria del calzado; fue necesario realizar presiones las cuales incluyeron marchas y manifestaciones en León, y Guanajuato, la capital del Estado.

La resistencia por parte de los patrones fue muy fuerte. La prensa local no dudó en llamarlos “agitadores cristianos” acusándolos de recibir dinero del Vaticano para promover una revolución al estilo cubano. Los patrones locales intentaron ofrecer dinero a los líderes juveniles y boleto de ida a donde él quisiera a Nicolás Medina si detenía la creación de sindicatos independientes. Los jóvenes trabajadores no cedieron ante ello. En 1964, la organización logró su primer contrato colectivo de trabajo con una empresa de calzado en León y otro en de la industria textil obtuvieron su primer contrato colectivo.

Los éxitos logrados en León generaron un primer conflicto con la iglesia. Los patrones eran los principales contribuyentes de la iglesia y ellos preferían la doctrina cristiana que enfatizaba conservadoramente humildad y respeto ante los superiores. Esto aceleró el rompimiento del FAT con la iglesia.

Un movimiento de organización paralela tuvo lugar en Chihuahua, que consiguió la formación de sindicatos en 13 fábricas, incluyendo a Pepsi-Cola.

À partir de 1968 et après...

El año de 1968 fue decisivo no sólo para México sino para muchos otros lugares en el mundo. En el frente religioso este fue el año de la Conferencia de Obispos de Medellín, Colombia, en la cual la iglesia católica hizo un llamado a la “opción preferencial por los pobres”. La teología de la liberación se extendió y se comenzó a fortalecer la organización de las comunidades de base, en medio de la clase trabajadora, Porfirio Miranda inspiró a muchos por medio de su libro *Marx y la Biblia*.

En el frente político, el evento más importante ocurrió en octubre de este año que terminó con la masacre de estudiantes en Tlatelolco, hecho que apenas en 2003 se están abriendo las investigaciones judiciales.

En el movimiento obrero, hay que resaltar la lucha de los maestros, ferrocarrileros y electricistas. El gobierno trató de presentar todos estos movimientos de disconformidad como parte de un complot de desestabilización nacional.

Los años siguientes fueron cruciales en cuanto a definir las características esenciales del FAT. Los grupos de estudiantes radicalizados ante los acontecimientos de octubre fueron ahora una fuente de fortalecimiento para el FAT tal y como lo había sido en su momento la JOC. Algunos de los nuevos afiliados al FAT veían en el ilimitado deseo de más y más ganancias de los empresarios, la contradicción fundamental con respecto a las aspiraciones obreras relacionadas con la obtención de mejores y más dignas condiciones de vida, en las cuales los trabajadores por sí mismos pudieran tomar decisiones que los afectaran.

Fue en los setentas que el FAT rompió con las relaciones con la CLAT -la Confederación Latinoamericana de Trabajadores. Durante los sesentas el FAT tuvo que hacer frente a presiones desde la izquierda cuando un movimiento maoísta trató de tomar el control de la

organización de trabajadores de las industrias metálicas, el SNTIHA. Para fines de los setentas y principios de los ochentas, el FAT observó la represión del movimiento solidaridad en Polonia, y viajes personales a Europa del Este pusieron en primer plano serias dudas acerca de las condiciones de vida que se tenían bajo el mando del llamado socialismo real.

El FAT tenía que definirse por sí mismo, no sólo con relación a sus raíces, a los movimientos sociales, y el gobierno; A principios de los setentas Muñoz Ledo, Secretario del Trabajo del presidente Luis Echeverría, invitó al FAT a integrarse al Congreso del Trabajo (CT), la organización sindical del gobierno.

Para ese entonces el FAT había tratado de incursionar en la organización de trabajadores de la industria automotriz, y ya se les había indicado por parte del gobierno que ellos no podrían organizar la fuerza de trabajo en ese sector, y que en cambio podrían tener facilidades de organización en la industria del calzado y otros sectores complementarios de la economía, si se decidían a mantener una acción de mayor cooperación con el estado. El FAT rechazó la oferta y continuó su lucha por un movimiento obrero independiente.

Una huelga clave en 1975, en la fábrica de la industria automotriz Spicer, ayudó a que el FAT refinara su posición en términos ideológicos y estratégicos con relación a la organización laboral. Un punto central en esa definición fue la autogestión.

*Les alliances... vers un processus récent de regroupement
Une coalition tripartite... vers l'internationalisation du FAT*

In March of 1997, building on ties established through REMALC and UE, the FAT took part in the creation of a new alliance uniting seven unions from the three countries of North America that all have or seek contracts with one (here unnamed) autoparts manufacturer. At the end of a two-day conference in Chicago participants agreed to exchange information on their contracts, their working conditions, and flow of materials from one plant to another. They agreed to work towards common negotiating language and to support each other during negotiations. The workers were tremendously encouraged by the establishment of communication between them and by their determination to overcome divide-and-conquer tactics.

Since this was the first meeting of the coalition there is not much action to report. Yet the mere existence of this coalition is a historic breakthrough in inter-union and international labor cooperation. It suggests the possibility of many such coalitions in the future. Since the FAT has always sought to build coalitions and since the FAT is uniquely available for international labor organizing, we should expect to see them in other such efforts in the future.

The FORO au niveau national

Officially known as "the Forum (*Foro*) of Unionism Facing the Nation and the Crisis," the Foro came into existence in 1995 in response to two issues: the economic collapse of the nation, and the government's policy of privatization. The initial impulse for the Foro came from the electrical workers union (SME) that provides power to Mexico City. They were opposed to having their government-owned company privatized. In coordination with the Esther Gordilla of the teachers union (SNTE) and the small but broad based Revolutionary Confederation of Workers (COR), SME called the first Forum into being. Eventually other FSEBES unions joined as did FAT's metal workers union, STIMAHCS, and other independents, primarily university unions. Currently the Foro consists of 10 unions that belong to the official Labor Congress and 15 independents. All are united in their criticism of the government's neo-liberal policies that have hurt workers in a number of ways. They are united in seeking to prevent further damage.

An analysis of the FORO would be very complex, worthy of its own paper. Here let us only remark two conflicting tendencies. On the one hand both Professor Gordilla, and Hernandez Juarez of STRM, the telephone union, have a history involving very close ties to former President Salinas and apparent ambitions to climb higher within the power structure of the PRI. Gordilla from the beginning has been a key voice shaping new directions for the FORO. Hernandez Juarez has encouraged the media to portray him as spokesperson for the Foro despite the Foro's general commitment to avoid concentrating power in any official leaders and their specific and repeated efforts to chastise him for his tendencies towards *liderazgo*. On the other hand, there has been a concerted effort to redefine the structure of labor relations in Mexico by breaking the corporatist structures which the state, through the PRI, has used to control labor.

The FAT's role within the FORO has all been within the latter tendency. Interesting work has been done developing documents explaining the purpose, the goals and the methods of the FORO. Representatives of the CT member unions spoke of the need to recover the role they had had as spokesperson of the working class in negotiating labor policies with the government. They saw the Foro as a way of gaining power within the tri-partite, Pri-dominated process. They were upset because they were not being consulted in the neo-liberal era. The response of the FAT to such statements was a rejection of their role of bargaining on behalf of workers with the state. Rather, they asserted the need of workers to gain the power to meet their needs directly in their workplaces and their communities without the interference of the state. They advocated change towards *autogestion proletaria*.

At least on paper, the FAT has won many ideological struggles within the Foro. Position documents have changed dramatically. Additionally, early in 1997 Benedicto Martinez, Secretary General of STIMHACS and one of the three national coordinators for the FAT, was chosen to be one of the four members of the executive committee of the Foro as it approaches momentous decisions. While it is clearly too early to say which of the competing tendencies will win out, it is clear that at this stage neither has been eliminated.

Structure organisationnelle

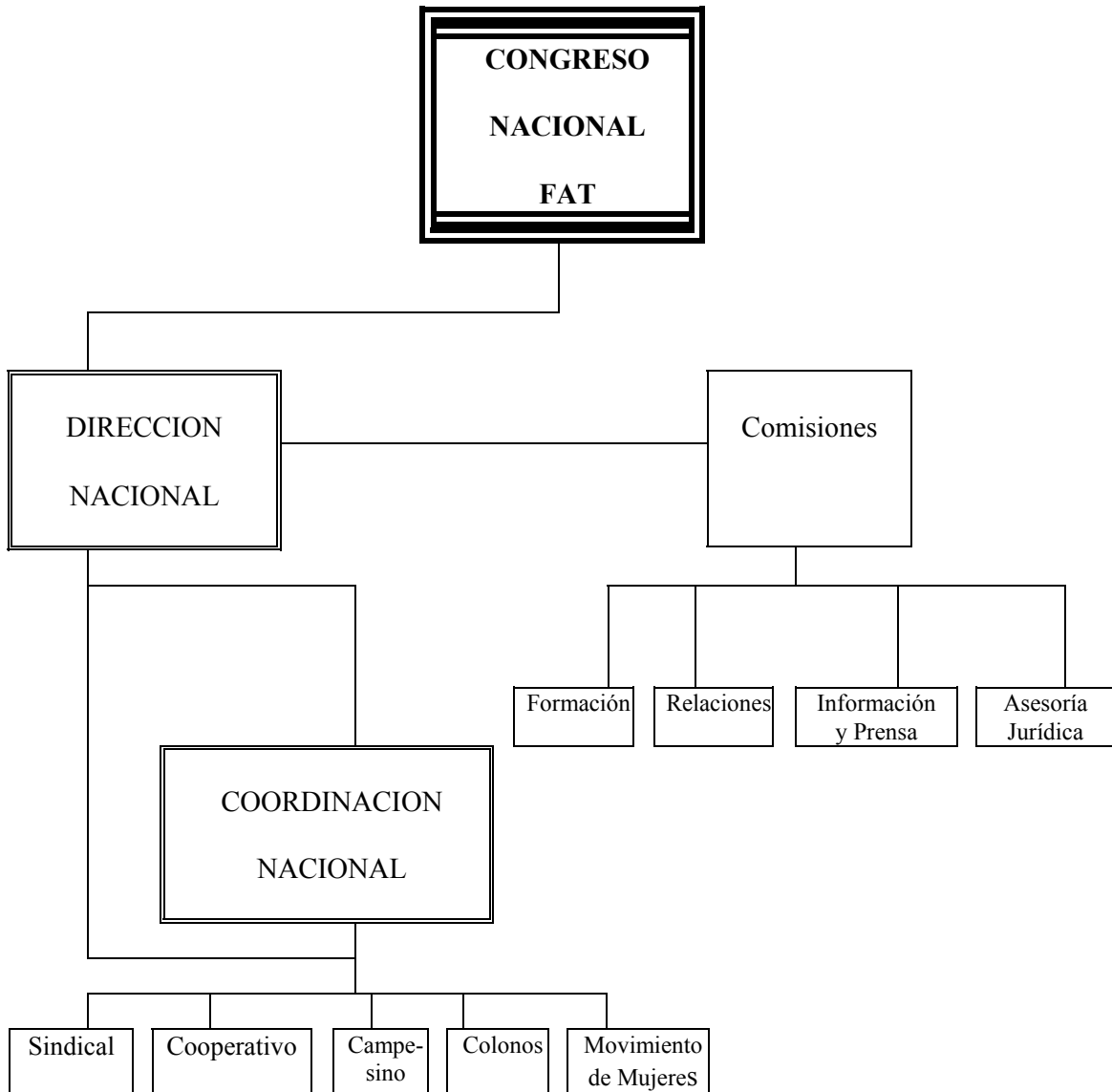
Definir al FAT es siempre difícil, porque es algo que va mucho más lejos de lo marcado en sus estatutos y estructura. El FAT agrupa a trabajadores en sindicatos, cooperativas, grupos productores autogestivos, colonos y campesinos ; es también movimiento de trabajadores, genera y promueve tendencia hacia la democracia, la libertad, la autonomía e independencia sindical ; interviene en el desarrollo del movimiento de los trabajadores, fomentando organización, asesorando a trabajadores, a sindicatos ya constituidos y desarrollando talleres de formación sindical y cooperativa.

La máxima instancia de autoridad es el **Congreso Nacional**, que si las circunstancias lo permiten, se reúne cada tres años y lo conforman delegados de las organizaciones de base ; los acuerdos emanados se convierten en sus lineamientos estratégicos ; determina la política general del FAT, las alianzas, los procesos de unidad y solidaridad con otras organizaciones.

El Congreso además, nombra a la **Coordinación Nacional** y a los responsables de los cuatro sectores del FAT : Cooperativo, Sindical, Campesino y Pobladores, quienes pasan a formar parte de una instancia llamada **Dirección Nacional**, compuesta también por los responsables de zona, región y comisiones nacionales. La dirección se reúne por lo menos cada tres meses y desde aquí se implementa de manera concreta los acuerdos del Congreso. De hecho, esta instancia es la más importante en cuestiones de dirección concreta de la estrategia de la organización, pues funciona como una verdadera Dirección Nacional Ampliada, pues generalmente participan militantes y organizadores a nivel nacional, que sin tener una representación formal, mantienen vivas la experiencia y la memoria concreta, sin la cual no existiría la coherencia práctica y estratégica que lo caracteriza.

En la estructura del FAT, la Coordinación Nacional esta sujeta a la dirección del Congreso y de la Dirección Nacional, de la cual forma parte ; su responsabilidad es la coordinación concreta del trabajo en cada sector, en cada región, los planes de trabajo ; representa al FAT a nivel nacional e internacional, elabora el presupuesto anual y ejecuta los acuerdos emanados de las instancias nacionales.

Existe un importante movimiento de mujeres, que en su asamblea nacional del 27 de noviembre de 1997, 153 delegadas de todo el país, acordaron definirse a sí mismas, no como un sector específico del FAT, sino como un movimiento al interior de la organización, con la intención de generar un equipo de mujeres en cada sector, región, zona y organización ; transformar las organizaciones de base del FAT, fundamentalmente los sindicatos, para que en su funcionamiento y en su estructura sea evidente la participación de las mujeres ; la lucha contra el hostigamiento sexual en las fabricas, por un salario equitativo y por la integración de un equipo interdisciplinario para atacar los problemas desde una perspectiva de genero.



CPT – Central puertorriqueña de Trabajadores Puerto Rico

Coordonnées

Calle Cádiz N° 1214 Puerto Nuevo, PUERTO RICO 00920. Postal: P.O. Box 4084 San Juan (00936) PUERTO RICO

Telephone:(1.787) 781-6649/781-8640

Fax:(1.787) 277-9290

email:cpt@cpt-pr.org

web: www.cpt-pr.org

Création

Novembre 1992

Mission

La Central Puertorriqueña de Trabajadores (CPT) tiene como misión principal la de promover la participación libre, democrática, creativa y protagónica del pueblo puertorriqueño.

El Sexto Congreso de CPT constató:

-Que los trabajadores puertorriqueños y el pueblo en general están enfrentando situaciones difíciles y críticas debido al crecimiento agigantado de la corrupción gubernamental que se suma a los proyectos neoliberales que actúan contra el porvenir del pueblo de Puerto Rico.

- Que el impacto de la globalización atenta contra la economía nacional, imponiendo la economía fragmentaria y el comercio transnacional, en detrimento del pequeño comerciante y los pueblos.

-Que ha habido en los últimos años un dramático aumento del desempleo y una sociedad marginada que se traduce en graves problemas de criminalidad.

-Que el movimiento obrero se ve seriamente amenazado por el anuncio de políticas económicas dirigidas exclusivamente a la acumulación de capitales y que menosprecian la atención de las necesidades sociales a las que considera un costo inútil para la economía

-Que el actual proceso de transformaciones económicas, científicas y tecnológicas que se producen en el mundo impactan a todos los países, sin ser Puerto Rico la excepción.

-Que para enfrentar esta nueva realidad, los delegados a este Sexto Congreso de la CPT declaran y se comprometen, en representación de las organizaciones de base, a promover la creación y organizar un nuevo tipo de movimiento:

- a) de trabajadores agrícolas,
- b) los obreros en su nueva expresión post-industrial,
- c) los empleados de los sectores comerciales y de servicio,
- d) los empleados públicos en sus diferentes clasificaciones (de oficina, profesionales, técnicos o gerenciales) etc.
- e) los trabajadores autónomos de la economía subterránea o informal,
- f) los jubilados y pensionados,
- g) las cooperativas, mutualidades,
- h) y las comunidades marginadas en el plano institucional.

i) incorporación de la sociedad civil

Objectifs et programme politique

Y a partir de esta lectura, la CPT, entre muchos otros, los siguientes objetivos de lucha:

- Luchar contra las privatizaciones

- Condenar la política norteamericana de continuar bombardeando la Isla Nena de Vieques. De igual forma, condenan el embargo sobre Cuba

- Ante la incertidumbre y crisis económico-social se comprometen a elaborar y proponer, junto con otros sectores de la sociedad, un modelo económico alternativo para el desarrollo del pueblo y de los trabajadores

- Demandar la libertad de todos los sindicalistas presos, presos políticos y la vigencia de los derechos humanos y la democracia en todos los pueblos de América Latina y el Mundo.

- Elaborar y establecer un proyecto de Sistema de Retiro, justo y razonable para los empleados públicos.

- Crear un Banco Mutualista de los trabajadores dirigidos por los obreros.

Affiliation

Nets:

Central Latinoamericana de Trabajadores (CLAT)

Confederación Mundial del Trabajo (CMT)

CMTC - Central del Movimiento de Trabajadores Costarricenses

Coordonnées

San José, Costa Rica 200 Norte, 75 Este del Hospital de Niños

email: cmtccr@racsa.co.cr

web: <http://cmtcr.org/>

Création

Novembre 1994

Présentation

La Central del Movimiento de Trabajadores Costarricenses (CMTC) organización constituida en noviembre de 1994, nació como producto de un proceso de análisis, diálogo, consenso y concertación de un grupo de organizaciones sindicales, campesinas, y otras expresiones del movimiento de los trabajadores, que no cabían en el esquema legal de la estructura sindical regulada por el Estado hasta la constitución de esta central que rompe con el citado esquema, abriendo así paso a la concepción integral del Movimiento de Trabajadores.

La CMTC se constituye, por lo tanto, como un imperativo de las nuevas formas de organización que ha provocado el nuevo modelo socio económico imperante.

La composición de la CMTC mantiene coherencia con el marco conceptual de Movimiento de Trabajadores, al mismo tiempo que da espacio a los integrantes tradicionales (sindicatos de trabajadores con empleo pleno), se expande necesaria y solidariamente para recibir en su seno a trabajadores del sector informal, campesinos, aborígenes, migrantes, discapacitados, jubilados y pensionados, cooperativos, mujeres, jóvenes y todo trabajador organizado que luche por la justicia social, el bienestar y la dignificación de la clase trabajadora.

Objectifs

Entre los objetivos centrales de la CMTC, se encuentran:

- a) Contribuir al desarrollo organizativo del Movimiento de Trabajadores como base de poder capaz de aportar eficazmente al perfeccionamiento de nuestra democracia y al avance económico, social y cultural del pueblo de Costa Rica
- b) Defender los derechos y promover los intereses legítimos de la clase trabajadora.
- c) Promover la unidad de acción, la unidad programática y la unidad orgánica de los trabajadores, dentro del más pleno respeto a los mecanismos democráticos de participación y decisión sindical.
- d) Coordinar los esfuerzos y aportes de las organizaciones afiliadas, para la creación de servicios comunes que faciliten el logro de sus objetivos.
- e) Fomentar, en el Movimiento de Trabajadores, el desarrollo de una conciencia crítica y política que viabilice su acción y acelere el acceso de los trabajadores a una participación realmente protagónica, en todas las decisiones que afecten el destino de la sociedad costarricense.
- f) Fomentar, conducir política e ideológicamente en el Movimiento de Trabajadores, el desarrollo de actividades económicas y empresariales a partir de su propia gestión, bajo el concepto de economía solidaria.

Affiliation

Nets:

Central Latinoamericana de Trabajadores (CLAT)

CUT- Central Única de Trabajadores de Colombia

Coordonnées

calle 35 N° 7-25, 9° piso. Bogota D.C, Colombia

Telephone:(057-1) 3237550/60

Fax:(057-1) 3237550

email:cut@cut.org.co

web: www.cut.org.co

Création

Avril 1987

Présentation

La CUT, nacida oficialmente en Abril de 1987, es la central sindical de mayor dimensión de Colombia, integra todos los sectores de la producción del país, incluido el sector agrario, y extiende su área de influencia por todo el territorio nacional.

Objectif général

La Central Unitaria de Trabajadores -CUT-, es una organización sindical unitaria, clasista, democrática y progresista, cuyo propósito principal es el de conducir las luchas de los trabajadores y el pueblo colombiano, combinando la defensa de los derechos actuales y la conquista de mejores condiciones de vida y de trabajo, con el combate por alcanzar cambios de trascendencia en las estructuras económicas, sociales y políticas del país, que sea la base para instaurar una auténtica democracia en la cual se garantice la paz con justicia social, los derechos humanos, el ejercicio pleno de las libertades políticas y sindicales y la defensa de los recursos naturales.

Réalisations

Impulsó la creación de un ámbito de articulación y alianza estratégica junto a otras centrales sindicales de Colombia: el Comando Nacional Unitario, espacio que ha permitido la organización y convocatoria conjunta de recientes paros y movilizaciones en el país. A este espacio también lo integran otros sectores no sindicales, como el movimiento campesino, las juntas de acción comunal, el movimiento estudiantil y el sector del los transportadores individuales, intentando ser el espacio que convoque y articule a todos los sectores que tienen contradicción con el régimen.

Champs d'intérêt prioritaires

Según plantea la Central Unitaria de Trabajadores (CUT), la coyuntura actual de Colombia los ha obligado a redefinir las tareas prioritarias, poniendo en el centro ciertos ejes como los de los derechos humanos, la paz y la despenalización de la protesta social.

Según este movimiento, para los trabajadores el proceso de paz debe contribuir a la búsqueda de la verdad, la justicia y la reparación de los daños causados y no a la consolidación de la impunidad. Y por eso demandan que especial mención en ese tema debe merecer la reivindicación del retorno a su tierra de los desplazados de manera forzada existentes en Colombia. La cuestión de los desplazados es, para la CUT, uno de los retos más complejos en su agenda de derechos humanos en la actualidad.

En el mismo sentido, la CUT decidió impulsar una campaña de denuncia para lograr la despenalización de la protesta social en Colombia, en tanto plantean que la legislación actual de dicho país la mayor parte de las prácticas de movilización sindical y social se encuentran tipificadas como delitos y son objeto de sanciones punitivas. Asimismo, plantean que se debe propender por la prohibición del tratamiento coercitivo y de orden público que contempla la política del Estado frente a los conflictos sociales.

CMS - Coordinadora de Movimientos Sociales Équateur

Coordonnées

Carrion 172, Quito Ecuador
Telephone:(593-2) 223-8993
Fax:(593-2) 2221080
email:cmspipm@yahoo.com , neptam@yahoo.com

Création

1995

Présentation

La Coordinadora de Movimientos Sociales CMS es una coordinadora de Movimientos del sector de los trabajadores organizados ya sea asalariado como de la economía informal.

Esta Coordinadora se compuso orgánicamente en 1995, al calor del conflicto protagonizado por los petroleros que se llamó “Los encadenados del oleoducto”.

Membres

Esta formada por veintidós organizaciones nacionales. Podemos reconocer en ella tres sectores. Un sector sindical-laboral, (trabajadores petroleros, cementeros, profesionales y eléctricos) que constituyen una de las cuatro grandes centrales sindicales del ecuatorianas, la CTE (Central de Trabajadores del Ecuador) y la CONASEP, organización de los servidores públicos.

Luego hay un segundo sector de la economía informal. Los comerciantes minoristas, los sin techo, etc. Y tienen otro tipo de funcionamiento.

Y un tercer componente vinculada a las comunidades eclesiales de base.

Objectif principal

Uno de los objetivos del movimiento consiste en confluir en objetivos de carácter político, nacional e internacional para transformar la lucha laboral, en una lucha laboral, social, cultural, política.

Réalisations et champs d'intervention

Participan y han participado de coordinaciones estratégicas con el movimiento indígena. Un ejemplo en este sentido es la consulta que realizan conjuntamente en el año 1995.

En cuanto a los procesos electorales realizaron a partir de 1996 la experiencia que se llamó Pachakutik- Nuevo País, donde en alianza con la CONAIE, y ciertos sectores ciudadanos participaron de los comicios obteniendo el tercer lugar. Este partido político conformado ha sido más un movimiento que un proceso partidario que logró constituir un bloque parlamentario.

El proceso electoral tiene que estar atravesado por estas luchas básicas centralmente la lucha contra el ALCA partiendo de su importancia en el contexto latinoamericano.

La problemática del ALCA requiere la construcción de una alianza programática con ciertas fuerzas. Con este objetivo entre otros participan del el Foro Social Mundial y se reconocen en ese proceso.

CEOSL - Confederación Ecuatoriana de Organizaciones Sindicales Libres

Coordonnées

Edificio CEOSL, 6to piso, Tarqui 785 y Estrada, Quito-Ecuador
Telephone: 593 2 522511
Fax: 593 2 500836
email: v_montufar@hotmail.com
web: www.uocra.org/itcilo/vero.htm

Présentation

La Confederación Ecuatoriana de Organizaciones Sindicales Libres, CEOSL, es una confederación de alcance nacional que agrupa a los trabajadores/as organizados/as de la industria, de la Banca, de la agricultura, del comercio, de los servicios, de la artesanía, de la cultura. Es decir, en general, a todos los trabajadores y trabajadoras con relación de dependencia o en calidad de trabajadores autónomos que consumen su fuerza de trabajo para crear la riqueza social.

Objectifs principaux

La CEOSL lucha, entre otras cosas:

- por la defensa de la soberanía y por el derecho a la autodeterminación de su pueblo;
- por la defensa de los recursos naturales;
- por el ejercicio de una auténtica democracia;
- por la plena vigencia de las garantías constitucionales, especialmente aquellas referentes al trabajo, así como de los convenios internacionales;
- por la preservación y el desarrollo de los valores culturales históricos del pueblo de Ecuador en general y de los grupos étnicos en particular;
- por el establecimiento de un nuevo orden económico internacional que permita el equilibrio de intereses entre todos los países;
- por la defensa de la vida, la salud y contra toda forma de enajenación;
- por la eficiencia y honradez en la conducción y administración de las instituciones públicas, semipúblicas y privadas;
- por la erradicación del desempleo, subempleo y toda actividad que denigre la condición humana;
- por la defensa de los derechos de la mujer y su plena incorporación a las actividades económicas, políticas, culturales y sociales, sin discriminación alguna.

Activités prioritaires en cours

Les alliances avec d'autres mouvements sociaux sur des revendications communes

Actualmente, la CEOSL se planteó la necesidad de impulsar una política de alianzas con los principales sectores de las organizaciones populares del Ecuador, como ser, jubilados, organizaciones de mujeres de sectores populares, maestros, sectores barriales, campesinos, indígenas, jóvenes organizados de los sectores populares, trabajadores informales, entre otros, para sumar fuerzas que posibilite impulsar una lucha sobre la base de una serie de intereses comunes, de los cuales la propone:

- Contra los sistemas de exclusión y las privatizaciones;
- La reducción del tamaño del estado y la disminución del presupuesto para áreas sociales, (educación, salud, vivienda, seguridad social);

- La elevación de las tarifas de los servicios públicos;
- La flexibilización laboral;
- Las reformas constitucionales encaminadas a adecuar el sistema jurídico-constitucional a las necesidades del modelo neoliberal;
- La pobreza y la desigualdad;
- La corrupción.

CSUTCB - Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia

Coordonnées

CSUTCB, Casilla 11589, LA PAZ, Bolivia

Telephone: 591-2-364975

Fax: 591-2-364975

web: www.puebloindio.org/CSUTCB3.html

email: csutcb@ceibo.entelnet.bo - csutcb@hotmail.com

Création

26 juin 1979

Présentation

La Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia (CSUTCB) es una organización indígena que agrupa a todos los Pueblos y Naciones Indígenas Originarias de Bolivia. Fue fundada el 26 de junio de 1979 en el marco de un “Congreso de Unidad Campesina” convocado por la Central Obrera Boliviana (COB). Organizado a través de regionales, la CSUTCB cubre todo el espectro rural del país.

Objectifs généraux

A pesar de haber asumido una óptica clasista y campesinista que se traduce en reivindicaciones tales como la demanda de tierra, o la gestión participativa en los recursos naturales, no cesan en sus demandas ancestrales, como el de reivindicar su derecho –en tanto pueblos originarios- de gobernarse a sí mismos. Todo esto significa, que si bien han asumido la organización de tipo sindical, a la que ellos definen como “de tipo europeo”, dentro de esta estructura hicieron prevalecer la forma de organización comunitaria o AYLLU que ha sido su mecánica de organización ancestral y autóctona. Por que, según plantean desde la CSUTCB, es preciso entender que la lucha sindical ha nacido de la lucha obrera en Europa, en los países capitalistas y coloniales donde han abandonado hace tiempo la vida comunitaria. Por eso, en la práctica, el sindicato obrero es diferente al sindicato campesino, y más aún a las autoridades originarias y a la forma autóctona de organización en el AYLLU.

Objectifs spécifiques

Centralmente luchan por su autonomía, contra la militarización y mercantilización de sus territorios, en tanto el territorio encierra la vida misma, su cultura, su religiosidad andina, sus recursos renovables y no renovables, la educación, la economía y la medicina y la sagrada hoja de coca. Proponen la construcción de un nuevo Estado plurinacional.

Mode d'organisation

Como la lucha sindical les fue impuesta “desde arriba”, su forma de organización y lucha se enraizó en primer lugar en la Confederación, las Federaciones departamentales y regionales, y en las centrales. Pero en las comunidades y en las subcentrales sólo impuso su nombre, mientras que su propia organización comunal permaneció como siempre ha sido.

Por ello, en la organización sindical campesina no han asumido al pie de la letra la lucha sindical obrera. El sindicato campesino, es en primer lugar su propio gobierno comunal (e intercomunal).

En el sindicato organizan su vida productiva y social, manejan cuestiones de la comunidad, regulan las relaciones internas, resuelven asuntos de tierras, y se relacionan con las autoridades regionales. Llegan incluso a administrar justicia según los códigos no escritos de la tradición andina. En ese sentido, no existe un conflicto de fondo entre el sindicato campesino y la organización tradicional del ayllu.

Affiliation

Nets:

Coordinadora Latinoamericana de Organizaciones del Campo (CLOC)

CUT – Central Única dos Trabalhadores Brazil

Coordonnées

SEDE NACIONAL:

R. Caetano Pinto, 575, 03041-000 São Paulo, SP

Telephone:(011) 3272.9411

Fax:(011) 3272.9610

email:cut@cut.org.br

web: www.cut.org.br

Création

1983

Présentation

Creada en 1983, la CUT se fue gestando como organización sindical en un contexto marcado por un amplio proceso de reorganización de la sociedad civil. Después de los años de la dictadura militar, diversos sectores sociales pasaron a expresar públicamente su indignación social y a exigir ciudadanía en todas sus dimensiones.

En el campo sindical, ocurrieron diversas huelgas y movilizaciones, combinando luchas por el salario, por el derecho a la organización y a la expresión, y por encima de todo, por la democratización del país. A pesar de la fuerte represión de las movilizaciones y de la intervención gubernamental en diversos sindicatos, se organizó un movimiento de oposición a la práctica de la estructura sindical vigente (corporativa, asistencialista y fundamentada en la Carta del Lavoro de Mussolini). Este movimiento fue conocido como “nuevo sindicalismo” y se caracterizó por la búsqueda de nuevas formas de relación y participación de los trabajadores en lo cotidiano de los sindicatos.

La Fundación de la CUT, fue fruto de ese amplio movimiento de cuestionamiento al autoritarismo y de lucha por la democracia y por la ciudadanía. Su creación significó una ruptura, en la práctica, con los límites de la estructura sindical oficial corporativa.

Mission

La CUT es una entidad de representación sindical que tiene como objetivo, integrar, articular y dirigir desde una perspectiva clasista la lucha de los trabajadores de la ciudad y del campo, inactivos y activos, del sector público y privado.

Réalisations

En estos 20 años de existencia se consolidó como la principal y más grande central sindical en Brasil, participando activamente en las luchas por mejores condiciones de vida y por una sociedad más justa y democrática: convocando varias huelgas sindicales; participando activamente de la campaña por la elección directa del presidente de la República (conocida como “Directas Ya!”); participando como una de las principales entidades en la convocatoria de la “Marcha de los 100 mil” denunciando los ataques del estado y de la patronal a las conquistas de los trabajadores; negociando salario y empleo, reducción de la jornada laboral y mejores condiciones de trabajo; elaborando propuestas de políticas públicas en las áreas de educación, salud y seguridad social.

Actions en cours

Actualmente la CUT constituye una importante referencia y continúa interviniendo en los principales debates existentes en el escenario político, económico y social del país: denunciando los procesos de privatización de significativos sectores estatales y la consecuente privatización de las relaciones de trabajo. Y formulando políticas alternativas de generación de empleo y renta desde una concepción de desarrollo solidario y sustentable.

También, actuando conjuntamente con varios movimientos sociales en el combate de las diversas formas de discriminación racial y de género, así como también en varias cuestiones de interés del conjunto de la sociedad brasilera, como medio ambiente, reforma agraria, educación, salud, entre otras.

Affiliation

Nets:

Coordenadora de Centrais Sindicais do Cone Sul (CCSCS)

CTA - Central de los Trabajadores Argentinos

Coordonnées

Av. Independencia 766, C1099AAU, Buenos Aires, Argentina
email:secgeneral@cta.org.ar prensa@cta.org.ar

Création

14 novembre 1992

Présentation

La CTA es una central sindical de extensión nacional que agrupa tanto a los trabajadores activos, como a los trabajadores jubilados, sin empleo, autónomos y cuentapropistas. Reúne, de esta manera, no solamente gremios y otras organizaciones de tipo sindical, como ser movimientos sociales, entre los cuales se incluyen movimientos barriales o territoriales, campesinos, de mujeres, y jubilados, entre otros.

El 14 de Noviembre de 1992, se organizan sectores que dejan de formar parte de la CGT (Confederación General del Trabajo) y constituyen el Congreso de los Trabajadores Argentinos. En 1996 deciden dejar de funcionar como Congreso y se organizan como Central.

La CTA se plantea como un instrumento de organización político de los trabajadores, en revisión con las experiencias sindicales tradicionales de la Argentina, y sobre la base de un nuevo contexto en donde lo que pierde entidad es aquel sujeto que en algún sentido había sido la célula básica de la organización sindical que era el asalariado formal.

Objectifs généraux

A partir de una lectura que identifica la crisis que recorre actualmente a la Argentina como una crisis de hegemonía, e identificando la posibilidad de un futuro donde predomine una amenaza de autoritarismo –anunciada por el creciente proceso de criminalización de la pobreza y judicialización de los conflictos sociales– la CTA se propone centralmente tres grandes estrategias y objetivos políticos:

- Por un lado, la recuperación y profundización de la democracia como límite al avance del autoritarismo y la represión. Estrategia que se enmarca también en la interpretación de que el capitalismo a nivel mundial ha entrado en una fase represiva.

También es un objetivo central en su estrategia el reemplazo de la matriz distributiva vigente de profunda desigualdad.

- Por otro lado, se plantea como objetivo fundamental la reconstrucción de la soberanía nacional, tanto en relación –u oposición– a la injerencia de los organismos internacionales de crédito en el rumbo político, económico y social de la Argentina, como en los proyectos como el ALCA o los planes de intervención militarizada en la región de los que dan cuenta el Plan Colombia o el Plan Puebla Panamá.

Objectif spécifique

Finalmente, en miras a cumplir estos objetivos de “Democratización, Distribución y Soberanía Nacional”, se define una estrategia de acción que apunta, por un lado, a profundizar y consolidar el desarrollo de la Central y promover la construcción de un *Nuevo Movimiento Político y Social* con capacidad de interpelar y organizar al conjunto de la sociedad para garantizar y construir otro país.

Affiliation

Nets:

Coordinadora de Centrales Sindicales del Cono Sur (CCSCS)

MNER - Movimiento Nacional de Empresas Recuperadas Argentine

“Ocupar, Resistir, Producir”

Coordonnées

email: info@mner.org.ar

web: www.mner.org.ar

Présentation

El Movimiento Nacional de Empresas (MNER) está integrado por las empresas autogestionadas recuperadas por los trabajadores. Se define como parte del movimiento obrero argentino, nutriéndose de las experiencias de la clase trabajadora. Forman parte de este movimiento alrededor de 70 empresas de distintos rubros de la producción, agroindustria, metalúrgica, calzado, salud, gastronomía, petroquímicos, plásticos, entre otros.

Reivindica la ocupación de fábricas como nueva forma de lucha contra la desocupación, el hambre y la miseria.

El MNER se plantea como independiente de la filiación partidaria. Sostiene la necesidad de generar lazos de solidaridad con los reclamos de todos los sectores populares, orientándose hacia la búsqueda de la unidad de estos sectores como base para comenzar a diseñar un país independiente y soberano, con ejercicio del derecho a la autodeterminación, con políticas de estado como parte de un proyecto nacional y popular.

Al Estado Nacional. El MNER le exige políticas activas de fomento, capacitación y crédito para las empresas recuperadas, un marco legal que promueva y sostenga el conjunto de la Economía Social y Solidaria.

EL MNER sostiene –además– que es imprescindible para el desarrollo nacional enfrentar las políticas del imperialismo que libra una guerra económica en la región latinoamericana y que pretende destinarle a esta región el papel de mero productor de commodities, utilizando como armas en esta guerra la deuda externa, el ALCA como sostenes primordiales.

Mode d'organisation

En cuanto a la mecánica de organización interna del MNER, cada empresa tiene un voto, independientemente del tamaño, poder económico o antigüedad de las mismas.

Objectifs principaux

Entre sus objetivos se encuentra el de luchar por una modificación de la ley de quiebras que conduzca a que el trabajo sea considerado un bien social, para que toda unidad productiva que se cierra sea puesta en manos de sus trabajadores.

También, impulsan la creación de un Fondo Fiduciario que surja del aporte de las Empresas Recuperadas que se encuentren en mejores condiciones económicas y de aportes del Estado Nacional, para constituir capital de trabajo para las empresas recuperadas que comienzan a desarrollarse.

Valeurs prônées

Si bien cada empresa recuperada adopta distintas formas legales, como la constitución en cooperativa de trabajo –por ejemplo- existen una serie de principios que sostienen el acuerdo de este movimiento.

- 1- Asociación abierta y voluntaria;
- 2- Control democrático por los trabajadores;
- 3- Participación económica de los trabajadores;
- 4- Autonomía e Independencia;
- 5- Educación, capacitación e información;
- 6- Cooperación, integración y solidaridad entre empresas;
- 7- Preocupación e interacción por y con la comunidad;

S.I.Me.Ca. - Sindicato Independiente de Mensajeros y Cadetes

Coordonnées

(Local de HIJOS) Venezuela 821, Buenos Aires, Argentina.

Telephone:(011) 4342-5791

email:simecaenlucha@hotmail.com

web: www.simeca.org.ar

Présentation

SIMECA nació frente a la necesidad de los trabajadores mensajeros y cadetes (a pie, en bicicleta, en moto o delivery) de organizarse para defender sus derechos como trabajadores.

Desde el inicio, se plantearon la construcción de un sindicato radicalmente diferente y sostenido en una nueva forma de organización: horizontal, asamblearia, sin cargos rentados, sin dirigentes ni dirigidos, independiente, autónoma y combativa.

En estos años han tenido varias trabas legales para ser reconocidos, primero como trabajadores y luego como sindicato, y en la actualidad están luchando para conseguir la legalización del sindicato.

El crecimiento de la desocupación en la Argentina tuvo un impacto muy fuerte entre lo jóvenes. Frente a esta situación muchos se vieron obligados a buscar su sustento en diferentes áreas de la economía y el trabajo informal, entre las cuales, diversas formas de trabajo como mensajeros, cadetes y delivery fueron de las de mayor crecimiento. Esto tuvo como correlato, el desarrollo y crecimiento de las agencias de mensajería y cadetes que fueron centralizando la demanda de estos servicios.

Objectif principal

En este contexto, muchos jóvenes trabajadores cadetes/mensajeros se encuentran en una situación de precariedad laboral e injusticia fiscal. Dado que las agencias o empresas que contratan sus servicios los obligan a inscribirse en el fisco como MONOTRIBUTISTAS.

SIMECA plantea que el MONOTRIBUTO fue creado para los pequeños comerciantes o cuentapropistas. Sin embargo, los mensajeros y cadetes no corresponden, en la amplia mayoría de los casos, a ninguna de estas dos categorías ya trabajan en agencias con las cuales tienen una relación de dependencia encubierta. La obligación de cumplir horarios, usar los uniformes reglamentarios de la empresa, son sólo algunas de las pruebas de esta situación.

SIMECA denuncia que sus patrones, los agencieros, los obligan a inscribirse como MONOTRIBUTISTAS, para liberarse del pago de las cargas sociales de cada empleado (vacaciones, aguinaldo, días pagos por enfermedad o accidente, obra social, jubilación, despido, etc.).

Objectifs spécifiques

También reclaman:

- gasto de HANDY debe correr por cuenta de la agencia de mensajería o empresa.
- seguros de responsabilidad civil y de vida deben estar a cargo de las empresas.
- estacionamiento delimitado en todas las esquinas para motos y bicis
- libre pase por los peajes de rutas y autopistas , no al MONOTRIBUTO.

Actions en cours

Desde que en los acontecimientos de masivas protestas en diciembre del 2001 fue asesinado Gastón Riva, un joven trabajador cadete/mensajero, SIMECA realiza diferentes actividades de protesta en reclamo de juicio y castigo a los culpables de este asesinato que aún esta impune.

PIT-CNT - Plenario Intersindical de los Trabajadores – Convención Nacional de Trabajadores Uruguay

Coordonnées

Instituto Cuesta Duarte : Avenida 18 de Julio 2190

Telephone: 409 22 67, 409 66 80, 409 69 75

Fax: 400 41 60

email: pitcnt@adinet.uy

web: www.chasque.apc.org/icudu

Création

1964- reconstruite en 1983

Présentation

Es una central sindical única que agrupa a todos los trabajadores sindicalizados del Uruguay, englobando a todos los sindicatos nacionales, federaciones nacionales y organizaciones propias de las actividades de los Departamentos del interior del país.

La creación de esta central sindical se remonta al año 1964 cuando fue creada la Convención Nacional de Trabajadores (CNT). Ésta fue la central sindical única del Uruguay hasta que fue ilegalizada por la Junta Militar que asumió el poder tras un golpe de Estado en 1973. Tras una ley de la dictadura que conformo sindicatos por empresa, se produce un nuevo agrupamiento de trabajadores que –sin ser reconocido por la dictadura– se constituye el 1° de mayo de 1983: el Plenario Intersindical de Trabajadores (PIT). El 1° de Mayo de 1984, 300 mil trabajadores acudieron a un acto convocado bajo la consigna “PIT-CNT un solo movimiento sindical, libertad, trabajo, salario, amnistía general e irrestricta, aparición con vida de los desaparecidos, nunca más rehenes”.

Objectifs principaux

Los objetivos centrales de PIT-CNT actualmente son:

- La lucha por reimplantación de los mecanismos de negociación colectiva, que tuvieron enorme importancia para la organización sindical en las décadas del '40 y del '50 y que, si bien es el Ministerio de Trabajo y Seguridad Social el que debe impulsarlos (según prevé la legislación) éste ha apostado a su no convocatoria, lo que significa una enorme pérdida de posibilidad negociadora para los trabajadores, y que repercute inevitablemente en la disminución de sus derechos.
- Luchar contra el ALCA y los acuerdos bilaterales con los Estados Unidos.
- El fortalecimiento del MERCOSUR entendido no sólo en sus aspectos económicos sino por sobre todo desde una integración más profunda y real de los pueblos y sus identidades culturales.

Objectif spécifique

Actualmente, el PIT-CNT –que tiene una fuerte tradición de construcción de redes sociales que establecen relaciones con movimientos y organizaciones sociales de diferentes sectores– está trabajando en una estrategia que aprobara el último congreso, estrategia que tiende a aglutinar en torno a la Central de Trabajadores a todos aquellos sectores objetivamente golpeados por el sistema neoliberal.

Affiliaton

Nets:

Coordinadora de Centrales Sindicales del Cono Sur.

ANNEXE 2

FICHES SUR LES ORGANISATIONS INDIGÈNES

International Working Group for Indigenous Affairs

Coordonnées

Fiolstraede 10, DK- 1 171 Copenhagen K, Danemark.

Téléphone: 45-33-124-724

www.iwgia.org/

Création

1968

Statut

IWGIA holds consultative status with the United Nations Economic and Social Council (ECOSOC) and is an observer to the Arctic Council.

Présentation

IWGIA is an independent international **membership organisation** staffed by specialists and advisers on indigenous affairs.

Petit historique

IWGIA was founded by human rights activists and anthropologists in 1968. Since its foundation in 1968, IWGIA has followed the indigenous movement and continuously increased its activities and expanded its network with indigenous peoples worldwide. In 1968 the initiative to establish a network of researchers and human rights activists concerned about indigenous peoples' affairs came about when they became aware of the genocide of Indians in the Amazon. The first links established were with Brazilian and Paraguayan activists. Soon after, North American Indian activists and peoples from the Arctic, Oceania and Asia joined the work. Today indigenous peoples of Russia and Africa are also involved in IWGIA's global network.

Objectif général

IWGIA supports indigenous peoples' struggle for human rights, self-determination, right to territory, control of land and resources, cultural integrity, and the right to development.

Activités

IWGIA collaborates with indigenous peoples' organizations all over the world.

The basis for IWGIA's activities is an integrated approach which aims to combine the key activities documentation and publication, human rights work, political lobbying and projects. IWGIA's work is primarily funded by the Nordic Ministries of Foreign Affairs and the European Union.

IWGIA works at local, regional and international levels to further the understanding and knowledge of, and the involvement in, the cause of indigenous peoples.

Through publications, human rights work, networking, conferences, campaigns and projects, IWGIA supports indigenous peoples in their struggle to improve general life conditions, to better relationships with the nation states of which they are part, and to influence the global economic and political forces that affect their lives. IWGIA has established a network of

indigenous and non-indigenous organisations and people. These partnerships are based on thorough knowledge and equal respect. Regular networking trips are undertaken both by indigenous persons and IWGIA's project co-ordinators.

Activités principales

* Documentation about indigenous affairs is an essential part of IWGIA's work. IWGIA publishes books, periodicals and a yearbook about indigenous peoples.

Publications

Publication and dissemination of information have been the core activities of IWGIA from the very beginning. IWGIA has for more than 30 years published a substantial number of books and a quarterly journal in English and Spanish. IWGIA continues to be at the forefront of reflecting the most crucial issues of concern to indigenous peoples. IWGIA's publications are written by indigenous and non-indigenous experts on culture, society, colonial history, international law and human rights.

IWGIA's Journal and Yearbook

The quarterly journal, *Indigenous Affairs*, contains articles written by experts and activists. The journal is thematically focussed around issues of relevance to indigenous peoples. The journal offers in-depth coverage and discussion of themes such as poverty, urbanisation, sustainable development, thus providing an intimate understanding of indigenous peoples the world over.

The yearbook, *The Indigenous World*, is published in May every year. First published in 1986, this unique yearbook has updates on the state of affairs of indigenous peoples around the world. With reports on crucial issues such as territorial rights, indigenous movements and human rights from all corners of the world, the book gives an overview of developments that each year impact on indigenous peoples.

IWGIA publishes mainly in English and Spanish. However, IWGIA has also published in French, Kiswahili (East Africa), Tagalog (Philippines), Bahasa Indonesia, Thai and Danish. Read more or order IWGIA's publications.

The IWGIA Library

IWGIA's extensive collection of literature on indigenous issues is open to the public. The library and documentation centre is situated at the secretariat, Classensgade 11E, DK-2100 Copenhagen, Denmark. The library also keeps an index of all articles published in *Indigenous Affairs* from 1971 to the most recent issues of the journal.

Autres activités

Human Rights

IWGIA plays an important role in facilitating indigenous peoples' participation in meetings at the United Nations. Main activities within the human rights field are centred around the UN Working Group on Indigenous Populations and the Commission on Human Rights. IWGIA supports indigenous peoples' participation in the meetings. This is done through financial support from the Human Rights Fund. IWGIA has played a facilitating role in the Draft Declaration on the Rights of Indigenous Peoples and in the process of the establishment of a Permanent Forum for indigenous peoples. In connection with this process IWGIA has organized a number of regional conferences.

Projects

IWGIA collaborates with indigenous organisations in the planning, implementation and monitoring of projects. Generally the projects aim at empowering indigenous peoples to build and develop their own organisations and influence their future. Capacity building, education and/or legal assistance in asserting human rights, land rights and the right to sustainable development are the main components of IWGIA's projects. IWGIA is engaged in projects with indigenous groups on all of the continents. IWGIA supports a few largescale and a number of smaller projects throughout the world.

Conferences

IWGIA facilitates indigenous participation in meetings and conferences on indigenous issues both within the UN and on a more regional basis. Most regional conferences are arranged in collaboration with indigenous organisations. Conferences are an important activity in IWGIA's efforts to strengthen the global dialogue between indigenous peoples and their governments. The purpose of the conferences are to:

- establish links and dialogue between indigenous peoples cross-continentially, and between indigenous peoples and their governments;
- provide a forum for analysis and exchange of information and viewpoints on the situation of indigenous peoples;
- formulate strategies and policies that can be used by indigenous peoples in their struggle for their rights. IWGIA also attends relevant conference with the aim of promoting our publications or raising awareness about indigenous issues and human rights among scholars and experts.

Political work

IWGIA seeks to raise awareness among politicians and governments about indigenous peoples. This is done through dissemination of information, dialogue and political lobbying via conversations with government representatives, politicians and other influential persons. Political lobbyism is seen as an important way of putting indigenous issues on the political agenda and to monitor that the policies are being acted upon.

IAITPTF – Alliance internationale des peuples indigènes et tribaux des forêts tropicales

Coordonnées

International Technical Secretariat
6/1 Moo 1, Suthep Road
Suthep Sub-district
Muang District
Chiang Mai 50200
Thailand
Tel: +66 (0) 53 904037, (0) 1 885 2212
Fax: +66 (0) 53 277645
email: iait@loxinfo.co.th
website: www.international-alliance.org

Type de structure

Réseau mondial d'organisations indigènes des forêts tropicales

Création

1992

Charte

Charte de l'Alliance disponible sur Internet : http://www.international-alliance.org/charter_eng.htm

Présentation

L'Alliance Internationale des Peuples Indigènes et Tribaux des Forêts Tropicales est un réseau mondial d'organisations représentant les Peuples Indigènes et Tribaux vivants dans des régions des forêts tropicales (Afrique, l'Asie Pacifique et les Amériques).

Mission

L'Alliance internationale existe pour promouvoir les droits des peuples autochtones dans tous les domaines, le respect pour la diversité culturelle, la réforme démocratique et une relation harmonieuse et durable avec l'environnement humain.

Petit historique et évolution

L'Alliance a été fondée en 1992, pendant une conférence indigène en Malaisie, où la Charte de l'Alliance a été adoptée, et a depuis, fait campagne sans interruption pour les droits des peuples autochtones et tribaux.

Depuis la création de l'Alliance internationale, l'organisation s'est développée au fur et à mesure des étapes. À ses débuts, l'Alliance se logeait dans les bureaux du World Rainforest Movement (Mouvement mondial pour les forêts tropicales) dans le Royaume Uni, et a reçu des conseils techniques et de l'assistance de la part du Forest Peoples Programme. Au fur et à mesure de sa croissance, si bien en taille qu'en adhésion, une attention croissante a été placée sur le renforcement des bureaux régionaux, et en 2000 des secrétariats régionaux furent mises en place pour toutes les régions de l'Alliance. La structure régionale a également changé, comprenant maintenant neuf régions au total, et augmentant de manière continue en nombre de pays et de peuples représentés.

Rôle actuel

L'Alliance internationale joue un certain nombre de rôles importants relatifs à l'influence des processus de décision des instances de l'ONU et des autres institutions pertinentes pour assurer la protection des droits des peuples autochtones.

Objectifs généraux

L'objectif principal de la création de l'Alliance internationale, et de la Charte, était d'établir un forum et un mécanisme pour permettre aux peuples autochtones de participer à, et d'influencer, les négociations et politiques environnementales principales discutées à cette époque par la communauté mondiale. Cette mission s'est accrue pour inclure les mécanismes principaux relatifs aux droits de l'homme, au fur et à mesure de leur création, qui touchent les peuples autochtones.

- . Promouvoir la totale reconnaissance des droits et territoires des peuples autochtones et tribaux;
- . Promouvoir la solidarité mondiale entre les peuples autochtones et tribaux;
- . Promouvoir le développement des peuples autochtones et tribaux et de leur participation à la prise de décision et dans la politique;
- . Établir des réseaux efficaces entre les peuples autochtones aux niveaux régionaux et internationaux;
- . Échanger des informations et des expériences pour autoriser les membres de l'Alliance à défendre les droits des peuples autochtones et tribaux, en leur permettant d'agir sur les procédures défaillantes du système complexe des Nations Unies, et les politiques et les prises de décisions des agences de développement et des banques de développement multilatérales.

Champs d'action prioritaires

- 1- Balanced relationship policy
- 2- Forest policy
- 3- Globalisation policy
- 4- Development policy
- 5- Human rights policy

Moyens d'action

L'Alliance travaille pour assurer la reconnaissance et le respect des droits des peuples autochtones, par :

1. Le plaidoyer national, régional et international
2. L'intervention dans la politique
3. Le renforcement des capacités et des institutions
4. La création et le renforcement des réseaux

Les approches principales comprennent l'organisation de conférences, la participation dans les conférences internationales pour influencer les processus de prise de décision et les questions de politique, et l'émission de publications et la fourniture de soutien technique pour le renforcement des institutions.

Structure

L'Alliance a une structure flexible de **neuf régions autonomes** coordonnées et soutenues par le Secrétariat Technique International. L'Alliance se compose des organismes de peuples indigènes et tribaux dans les réseaux régionaux. Les membres se réunissent pour formuler la politique des conférences internationales de l'Alliance, qui se tiennent tous les deux à trois ans depuis l'établissement de l'Alliance en 1992. La plus récente s'est produite à Nairobi, Kenya, en novembre 2001.

Entre ces assemblées, l'Alliance est coordonnée par

- Le **Comité de Coordination Internationale** (ICC International Coordinating Committee), qui se rassemble au moins deux fois par an pour évaluer le travail de l'Alliance. Le Comité est constitué de 9 Coordinateurs Régionaux. Soutenu par des secrétariats régionaux et le Secrétariat Technique International, chaque Coordinateur Régional représente une des neuf régions faisant partie des compétences de l'Alliance.

Ces régions sont:

1- Amérique Centrale:

Panama, Costa Rica, Nicaragua, Honduras, El Salvador, Belize, Guatemala et le Mexique
The Meso-American region is coordinated from Costa Rica, with the assistance of the temporary regional secretary Ms Alicia Casas. The region is coordinated through a regional indigenous peoples' network, the Consejo Indígena Meso-América (CIMA). The region includes Mexico in the north, Guatemala, El Salvador, Belize, Honduras, Nicaragua and Panama.

2- Amérique du Sud:

Paraguay, Argentine, Equateur, Pérou, Brésil, La Guyane Française, Bolivie, Guyane, Surinam, Venezuela et Colombie

The South American region is coordinated through the autonomous regional organization COICA. Further information regarding COICA and the work it does can be found at www.coica.org

COICA has delegated Alliance liaison and coordination to the FOAG indigenous organization in French Guyana, where work is assisted by the regional secretary M. Alexis Tiouka, together with the regional coordinator, M. Jocelyn Therese. The region covers the amazonian countries of Brazil, Surinam, Guyana, French Guyana, Colombia, Venezuela, Ecuador, Paraguay, Argentina, Bolivia and Peru.

3- Centre Afrique:

Rwanda, République démocratique du Congo, Congo Brazzaville, Burundi, République centrafricaine, Gabon, Cameroun

4- Afrique de L'Ouest:

Nigeria, Togo, République Du Bénin, Niger, Gambie, Sénégal, Liberia et Sierra Leone

5- Afrique de L'Est:

Kenya, Uganda, Tanzanie et Soudan du Sud

6- Asie du sud:

Sri Lanka, Inde, Népal, Bangladesh et Bhutan

7- L'Asie du Sud-Est:

Thaïlande, Birmanie, Laos, Cambodge et Vietnam

8- Bahasa:

Malaisie, Indonésie et les Philippines

9- Pacifique:

Fiji, les Îles Salomon, Papouasie Nouvelle-Guinée, Vanuatu et La Nouvelle-Calédonie

- Les **Comités de Coordination Régionale** (RCCs Regional Coordinating Committees), constitués par les coordonnateurs nationaux dans la région, coordonnent le travail dans chacune de ces régions sous la conduite des coordonnateurs régionaux (RCs Regional Coordinators).

- **Le Secrétariat Technique International**

L'Alliance a un Secrétariat Technique International, basé à Chiang Mai, qui recueille et distribue l'information, organise les tâches administratives, facilite le contact entre organismes indigènes et autres, participe à et rend compte des réunions appropriées, des importants processus internationaux d'analyse, et gère les activités logistiques de l'Alliance. Le secrétariat est composé du personnel suivant: le secrétaire de direction de l'Alliance, un directeur du bureau et d'un agent de communication. Le secrétariat produit un bulletin trimestriel, qui dresse un compte rendu des développements récents, et fournit des informations au sujet des procédures en cours.

Activités

Le travail de l'Alliance est divisé entre le développement des capacités, des programmes de formations (incluant un programme interne pour les représentants régionaux) et la surveillance et la participation aux processus internationaux de politique ayant un impact sur les peuples autochtones et tribaux. Des travaux internationaux de politique sont menés à bien de deux manières: principalement, par un système 'de focalisation' dans lequel des membres du CCI sont nommés pour suivre des processus internationaux spécifiques; et secondairement, par la préparation de l'ITS de briefings et la soumission des applications de financement pour assurer la participation régionale à ces processus. Les processus qui actuellement sont suivis dans le monde incluent, mais ne sont pas limités seulement à ce qui suit:

- * La Convention sur la Diversité Biologique Article 8j
- * Le suivi du Plan d'Action du Sommet Mondial sur le Développement Durable (SMDD) et la Conférence Mondiale Contre le Racisme (CMCR)
- * Le Forum sur les Forêts de l'ONU
- * La Convention Cadre sur le Changement Climatique de l'ONU (SBSTA, COP)
- * Le Groupe de Travail sur le Projet de Déclaration sur les Peuples Autochtones de l'ONU
- * Le Groupe de Travail sur les Populations Autochtones de l'ONU
- * Le Forum Permanent sur les Questions Autochtones
- * La politique de la Banque Mondiale (et autre organisations multilatérales) sur les Peuples Autochtones
- * Le Congrès Mondial sur les Parques
- * L'Organisation Mondiale sur la Propriété Intellectuelle

Les programmes régionaux de développement des capacités mis en application par l'alliance se concentrent sur la conception et la mise en place de programmes de formation dans les régions sur des problèmes tels que les droits de l'homme, le droit international et autres problèmes importants pour le peuple autochtone. Un soutien est également fourni aux régions par l'ITS sous forme de diffusion et de coordination de l'information pour assurer un travail complémentaire et efficace entre les régions.

Les conférences internationales de l'Alliance

1^{ère} : Penang, Malaisie en Février 1992, au cours de laquelle l'Alliance fut créée et la Charte des peuples autochtones et tribaux des forêts tropicales fut définie.

2^{ème}: Iquitos, au Pérou, en août 1993,

3^{ème}: Nagpur en Inde en Mars 1997.

4^{ème}: Nairobi, au Kenya en novembre 2002.

The Indigenous Peoples' Network for Change project is a global indigenous peoples' initiative aimed at advancing the conservation and sustainable use of biodiversity by strengthening the capacity and knowledge of indigenous peoples to participate in processes surrounding the Convention on Biological Diversity and other relevant international instruments. The project has been developed in a collaborative manner between key indigenous leaders, indigenous peoples organizations on a national and regional level, the IAITPTF and the UNEP, and responds to the continued recognition within the CBD process of the importance and need for increased participation by indigenous peoples. These recommendations have been reflected in a range of CBD decisions, most recently in the Sixth Conference of Parties, Decision VI/17, para 10 (n) which called for "for the enhancement of national capacities for the establishment and maintenance of mechanisms to protect traditional knowledge at national and sub national levels, and for building the capacity of indigenous and local communities to develop strategies and systems for the protection of traditional knowledge"

Agrandir le réseau- devenir membre

N'importe quelle organisation gérée par des indigènes et basée dans un pays avec des forêts tropicales peut devenir membre de l'Alliance. Actuellement, l'Alliance comprend une grande diversité de membres, tels que des organismes locaux, des organismes nationaux et des organismes régionaux qui eux-mêmes représentent un grand nombre de peuples et de communautés. Cependant, l'alliance tient toujours à créer de nouveaux contacts avec d'autres organismes intéressés, les ONG et les agences particulièrement axés sur les droits de l'homme et l'environnement et, les centres tropicaux de campagne forestière, les centres de recherches et de publication, et les organismes gouvernementaux, régionaux et internationaux. Plus l'Alliance est interactive avec les différents organismes mondiaux, plus grand sera l'impact de ses membres sur les forums internationaux et la prise de décision intergouvernementale.

IITC -The International Indian Treaty Council

Coordonnées

Telephone (415)641-4482

FAX (415)641-1298

Postal address

2390 Mission St. Suite 301

San Francisco, CA 94110

(415) 641-4482 FAX (415)641-1298

Electronic mail General Information: iitc@treatycouncil.org

Statut

In 1977, the IITC became the first organization of Indigenous Peoples to be reorganized as a Non-Governmental Organization (NGO) with Consultative Status to the United Nations Economic and Social Council.

Création et engagement

1974, The Declaration of Continuing Independence, Standing Rock South Dakota, June 1974 (PDF)- disponible sur :

http://www.treatycouncil.org/PDFs/DECLARATION_OF_CONTINUING_INDEPENDENCE.pdf

The symbol of the sacred pipe uniting the hemisphere was chosen for the IITC by the elders to represent the common bonds of spirituality, ties to the land and respect for traditional cultures common to all Indigenous Peoples.

Présentation

A VOICE FOR INDIGENOUS PEOPLES

The IITC was founded in 1974 at a gathering by the American Indian Movement in Standing Rock, South Dakota attended by more than 5000 representatives of 98 Indigenous Nations.

The IITC supports grassroots Indigenous struggles through *information dissemination, networking, coalition building, technical assistance, organizing and facilitating the effective participation* of traditional Peoples in local, regional, national and international forums, events and gatherings.

The IITC focuses on *building Indigenous Peoples' participation in key U.N. forums* such as the Commission on Human Rights, the Working Group on Indigenous Populations, the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, the Conference of the Parties to the Convention on Biological Diversity, UNESCO and the Commission on Sustainable Development. In recent years, IITC has also participated in the International Labor Organization (ILO), U.N. World Conferences, the International Union for the Conservation of Nature (IUCN) and the World Archeological Congress to systematically address concerns vital to Indigenous Peoples.

The IITC submits *testimony, documentation and formal complaints* to these fora as well as to the U.N. Center for Human Rights and the Organization of American States (OAS), to redress grievances, increase awareness and impact the development of international standards protecting the rights and survival of Indigenous Peoples.

The IITC also focuses on dissemination of information regarding the U.N. and opportunities for involvement to grassroots Indigenous communities, and works to educate and build awareness about Indigenous struggles among non-Indigenous Peoples and organizations

Objectif général

The International Indian Treaty Council (IITC) is an organization of Indigenous Peoples from North, Central, South America and the Pacific working for the Sovereignty and Self-Determination of Indigenous Peoples and the recognition and protection of Indigenous Rights, Traditional Cultures and Sacred Lands.

Objectifs spécifiques

To seek, promote and build official participation of Indigenous Peoples in the United Nations and its specialized agencies, as well as other international forums.

To seek international recognition for Treaties and Agreements between Indigenous Peoples and Nation-States.

To support the human rights, self-determination and sovereignty of Indigenous Peoples; to oppose colonialism in all its forms, and its effects upon Indigenous Peoples.

To build solidarity and relationships of mutual support among Indigenous Peoples of the world.

To disseminate information about Indigenous Peoples' human rights issues, struggles, concerns and perspectives.

To establish and maintain one or more organizational offices to carry out IITC's information dissemination, networking and human rights programs.

Champs d'action

1. International Standard setting, in particular:

Implementation of an effective plan of action for the International Decade of the World's Indigenous Peoples which began on December 10th, 1994.

Adoption of the Draft Declaration for the Rights of Indigenous Peoples.

Development of a permanent forum for Indigenous Peoples within the U.N. system.

2. Addressing violations of Indigenous Peoples' rights and presenting issues of concern to the international community. Primary focus areas include:

Environment Protection and Sustainable Development. Treaty and Land Rights.

Cultural Rights, Sacred sites and Religious Freedom.

Rights and protection of Indigenous Children.

IITC also has special projects and programs focusing on current priorities. In 1999 and 2000, IITC will continue to disseminate the final report of the UN Treaty Study and develop strategies in response to its final recommendations.

IITC's Mentorship Programs will continue to *provide intensive training and leadership development to representatives of Indigenous communities*, including youth.

IITC will also continue to submit and monitor human rights complaints filed on behalf of Indigenous Peoples facing violations of their freedom of religion, forced relocations, arbitrary detentions and other crisis situations.

CIDSA - Comisión Internacional de Derechos de Pueblos Indígenas de Sud América

www.puebloindio.org/NEWCIDSA/documentos/CIDSA%20Informe%20Narrativo.htm

Contact

eMail: Julio Tumiri arsuri@ibis.cnb.net

Présentation

La Comisión Internacional de Derechos de Pueblos Indígenas de Sud América es una organización no gubernamental indígena internacional independiente de carácter técnico y académico, cuyo fin es la promoción, protección y defensa de los derechos colectivos e individuales de los pueblos indígenas, que se constituye como asociación civil sin fines de lucro.

Objectifs généraux

1. La educación, capacitación, promoción, defensa, asistencia técnica e investigación académica de los derechos indígenas y derechos humanos.

2. Difundir información en materia de Derechos indígenas y derechos humanos.

Activités

CIDSA hace posible la edición del boletín INFORMATIVO para informar y orientar a las comunidades, pueblos y organizaciones indígenas o indias y tribales de la evolución de las normas relativas a los derechos de los pueblos indígenas, sobre la promoción y protección de los derechos humanos y libertades fundamentales de los pueblos indígenas, del Decenio Internacional, Foro Permanente, Proyecto de Declaración sobre los Derechos de los Pueblos Indígenas y otros.

Dirección: INFORMATIVO DERECHO INDIGENA, Casilla 12043, La Paz, Bolivia Tel: 84 19 44

CIDSA ha participado en muchos eventos de carácter nacional e internacional. Citamos algunos:

- Consejo Indio de Sud América (CISA)

La CIDSA ha participado en los diferentes eventos que vino realizando el Consejo Indio de Sud América (CISA), como ser:

1. Asamblea extraordinaria en Lima - Perú, 1996.
2. V Asamblea General en Puno - Perú, 1997
3. Asamblea Estatutaria en isla Taquile - Perú, 1998.
4. VI Asamblea General de Julizca - Perú, 1999.
5. III Seminario Ideológico y Filosófico en Isla Taquile - Perú, enero 2000.

- Parlamento del Pueblo Aymara (PARCA)

CIDSA en su programa y cronograma inicial no había incluido la región del tripartito (Bolivia, Chile y Perú), pero y atendiendo un caso emergente que enfrentan las comunidades aymaras del tripartito, el desvío de las aguas dulces a las costas del Pacífico para el beneficio de las empresas transnacionales, que afecta el ecosistema, la biodiversidad y a los derechos del

Pueblo Aymara o a las comunidades aymaras de Bolivia, Chile y Perú, ha hecho posible 3 eventos educativos y el viaje de una delegación de 4 autoridades aymaras de Bolivia, Chile y Perú al 14° período de sesiones del Grupo de Trabajo sobre los Pueblos Indígenas (GTPI) de las Naciones Unidas.

En junio de 1996 se llevó a cabo el primer evento en el tripartito; Janq'uchullpa, sector Perú, denominado I Parlamento Aymara, en noviembre del mismo año se realizó el segundo evento en la localidad de Charaña denominado II Parlamento Aymara y en julio de 1997 en tripartito, Sikwani, sector Bolivia, el 3er. período de sesiones del III Parlamento Aymara. Los tres eventos han movilizado cientos de personas entre comunidades indígenas, municipales, político-administrativas de Argentina, Bolivia, Chile y Perú, autoridades nacionales y binacionales dedicadas a la defensa de la ecología y del medio ambiente y de la Cuenca del Lago Titicaca.

- Foro Internacional sobre Defensor del Pueblo

Foro Internacional : De la Teoría a la Práctica de El Defensor del Pueblo realizado en la ciudad de La Paz, los días 10 y 11 de septiembre de 1998, organizado por el Defensor del Pueblo de Bolivia y la Comisión Andina de Juristas con la participación de los Ombudsmen de Argentina, Bolivia, Colombia, España, Honduras, México, Perú y Suecia.

Por invitación de la Sra. Ana María Romero de Campero, Defensora del Pueblo de Bolivia, los dirigentes de la CIDSA asistimos en la inauguración de la oficina regional del Defensor del Pueblo de la ciudad de El Alto en noviembre de 1998.

- Taller sobre Defensor del Pueblo

El 1° de diciembre de 1998 en la ciudad de El Alto, docentes de la CIDSA participaron en el Taller sobre el Defensor del Pueblo organizado por la oficina del Defensor del Pueblo de Bolivia filial El Alto.

- Naciones Unidas

Los delegados de la CIDSA viene participando en las sesiones del Grupo de Trabajo sobre Pueblos Indígenas (GTPI) y en las sesiones del Grupo de Trabajo sobre el Proyecto de Declaración, en los seminarios sobre el Patrimonio de los Pueblos Indígenas, Foro Permanente para los Pueblos Indígenas en las Naciones Unidas y otros eventos que se realizan en el Palacio de las Naciones de Ginebra, Suiza.

- Curso sobre Derechos Indígenas en el Sistema Internacional

CIDSA fue invitada por el Centro Internacional de Capacitación de Pueblos Indígenas a la 1ª sesión de Verano del primer curso sobre Derechos Indígenas en el Sistema Internacional que se realizó del 27 de junio al 10 de julio de 1998 en Nuuk, Groenlandia. CIDSA no participó porque era dirigido para los anglófonos y CIDSA no cuenta con el personal de habla inglesa, sin embargo tiene la esperanza de poder estar en los próximos cursos.

Parlamento Indígena de América Indigenous Parliament of America

Coordonnées

C.C. 4659 Antiguo Banco de América, Piso 9 / Managua / Managua / Nicaragua

Tel: (505) 222-58-10, (505) 222-23-80 / Fax: (505) 222-58-10

Website: <http://www.asamblea.gob.ni/frameenlaceparindigena.htm>

<http://www.asamblea.gob.ni/frameenlaceparindigena.htm>

Siège

Siège du secrétariat permanent : Managua, Nicaragua, depuis 1988

Création

Se institucionaliza el Parlamento Indígena de América creado formalmente durante el II Encuentro de Legisladores Indígenas el 31 de agosto de 1988. Resolución # 1. Párrafo Dispositivo. Actuando sobre la base de deliberaciones de ese encuentro y del claro y formal consenso alcanzado en la ciudad de Panamá el 29 de agosto de 1987.

Membres

Canadá, Estados Unidos, México, Guatemala, Honduras, Nicaragua, El Salvador, Costa Rica, Panamá, Bolivia, Argentina, Venezuela, Colombia, Ecuador, Paraguay, Chile, Peru

Conseil exécutif

La Junta Directiva elegida en la XVI Asamblea Ordinaria Plenaria realizada en marzo 2003 en la ciudad de Bilwi, Puerto Cabezas, Nicaragua

Presidente

H.D. Ricardo Ulcuango

Congreso del Ecuador

Primer Vice Presidente

H.D. Guillermo Guevara

Asamblea Nacional de la República Bolivariana de Venezuela

Segundo Vice Presidente

Senador Félix

Cámara de Senadores de Bolivia

Secretario

H.D. Leonel Pantin Wilson

Asamblea Nacional de Nicaragua

Présentation

En agosto de 1987, en la Ciudad de Panamá a iniciativa propia de Panamá representado por los Congresos Generales GUAYMI, EMBERA Y KUNA y el copatrocinio del Instituto Indigenista Interamericano se convocó a los parlamentarios indígenas de: Argentina, Bolivia, Colombia, Ecuador, Guatemala, México, Nicaragua, Panamá.

Constituye en esencia el espacio político social donde los Parlamentarios Indígenas de América discutirán y harán conocer los problemas que afectan a los indígenas y sugirieran las medidas adecuadas para la superación de los mismos.

Los objetivos planteados en ese momento, han sido transformados en Comisiones de Trabajo que se han derivado de los convenios firmados oficialmente con organismos internacionales,

parlamentos regionales. Permitiendo a los pueblos indígenas retomar estos instrumentos institucionales para avanzar en las áreas de Salud, Educación, Medio Ambiente, Legislaciones comparadas, etc. Como de los compromisos adquiridos en el VIII encuentro de parlamentarios indígenas en la Ciudad de Panamá en el marco del Decenio Internacional de los Pueblos Indígenas.

Structure institutionnelle

Capitulo IV. Artículo 8:

- La Asamblea Plenaria
- La Junta Directiva
- La Secretaría Permanente
- Las Comisiones que se constituyen

Comisiones :

Comisión de Finanzas

Comisión Jurídica

Comisión de Salud

Comisión de Derechos Humanos

Comisión de la Mujer

Comisión de Educación

Comisión de Medio Ambiente

Comisión Política

Objectifs

- Laborar Leyes que beneficien a los pueblos indígenas de América.
- Promover y velar por el desarrollo de los pueblos indígenas, reconociendo y promoviendo su identidad y valores culturales sus formas de organización, lenguas y costumbres que las dignifiquen y enriquezcan la estructura económica, social y cultural de sus naciones.
- Propiciar la compatibilización del derecho consuetudinario indígena y las normas jurídicas nacionales.
- Apoyar todo tipo de acciones tendientes a mejorar las connotaciones de vida, así como el respeto, promoción y rescate de valores tradicionales de los pueblos indígenas.
- Propiciar la creación de una relación más justa, equitativa y democrática entre el Estado, el Gobierno, las Instituciones y los pueblos indígenas, y, propiciar la solución pacífica de los conflictos fortaleciendo el diálogo, el entendimiento y la negociación.

Financement

No existen fondos creados para la función específica del Foro Parlamentario.

Champs d'action

- *Convenio Firmados:*
- *Salud:* Organización Mundial de la Salud, /Organización Panamericana de la Salud OPS/OMS.
- Educación: Carta Intención, Organización de las Naciones Unidas para la Educación la Ciencia y la Cultura. UNESCO. Propiedad intelectual.
- *Convenio Interinstitucional:* PARLAMENTO LATINOAMERICANO /PARLAMENTO ANDINO /PARLAMENTO AMAZONICO /PARLAMENTO CENTROAMERICANO /PARLAMENTO INDÍGENA DE AMÉRICA.
- *Convenio de asistencia Reciproca de Parlamento Regional* para el Desarrollo Sostenible y Medio Ambiente entre la Comisión Latinoamericana Interparlamentaria de Medio Ambiente (CLIMA) /PARLACEN/PARLATINO/ PARLAMENTO

ANDINO/ PARLAMENTO AMAZONICO/ COMISIÓN PARLAMENTARIA
CONJUNTA DEL MERCOSUR.

- *Convenio REPLAM SIGLO XXI* con el Parlamento Latinoamericano.
- *Miembro de la Comisión de Seguimiento de la Conferencia Interparlamentaria de las Américas* celebrada en Quebec, Canadá 1997.
- *Consulta al Anteproyecto de "Ley de Medicina Tradicional y Terapias Complementarias para Nicaragua"*, la que tiene como finalidad establecer las regulaciones para la protección, promoción, y reconocimiento del ejercicio de la medicina tradicional que se realiza en las comunidades indígenas y campesinas de manera colectiva o individual en todo el país. Mai 2004.

CISA - Indian Council of South America

CISA - Consejo Indio de Sudamérica

Coordonnées

C.C. 498 Av. del Sol 1407 / Puno / Puno / Perú

Tel: (51-54) 71-11-26

Email: evocat@puebloindio.org

Website: <http://www.puebloindio.org/CISA/cisa.htm>

<http://www.puebloindio.org/ceacisa.htm>

Contact

Julio TUMIRI APAZA

Telf.: (591) 2 84 19 44

Casilla de correo: 12043

E-Mail : arsuri@ibis.cnb.net

La Paz – Bolivia

Type de structure

Esta organizacion surgió como entidad aglutinadora y representativa de los PUEBLOS, NACIONES y ORGANIZACIONES indigenas de Sud America.

Création

Fundada en 1980

Statut

Organizacion no gubernamental con status consultivo en el Consejo Economico y Social de las Naciones Unidas (ONU). Mantiene relaciones con organismos internacionales como UNESCO, FAO, OMS, así como con OIT y OEA.

Présentation

El CISA postula el respeto al derecho a la vida, la justicia, el desarrollo, la autonomia y la paz de los PUEBLOS y NACIONES INDIGENAS. Enarbola la reivindicacion, defensa, difusion, ciencia, religion, filosofia, derecho, historia, arte, medicina y lengua autochtona como expresion cultural de los pueblos indigenas. Contribuye a sensibilizar la opinion publica mundial, a los gobiernos, instituciones, organizaciones por el reconocimiento, respeto por el DERECHO A LA VIDA, JUSTICIA Y PAZ de los PUEBLOS Y NACIONES INDIGENAS en el contexto de los paises. Realiza diferentes eventos que benefician directamente a los PUEBLOS Y NACIONES INDIGENAS. Impulsa, coordina, realiza actividades para el intercambio de conocimientos, experiencias, proyectos entre los PUEBLOS Y NACIONES INDIGENAS en la perspectiva de su propio desarrollo que contribuya a lograr su bienestar.

Petit historique

El CISA.- El consejo Indios de Sudamérica se creó en el Primer congreso de Movimientos Indios, en Ollantaytambo (Cuzco-Perú), realizado de 27 de febrero de marzo 1980. En este año, varias organizaciones indias de las distintas regiones de Sudamérica, que habían retomando en sus manos su raices historicas, políticas y sociales, se reunieron para unificar sus luchas a nivel continental. Su objetivo fue de reconstruir sus naciones en base a los

principios filosóficos e ideológicos resurgentes de su propia vivencia y de su experiencia milenaria y para reivindicar sus derechos conculcados en el presente.

Los congresistas de Ollantaytambo habían llegado allí con gran experiencia política. Conocían todas las soluciones presentadas y aplicadas por los ideólogos y políticos criollos de los Estados impuestos en sus territorios y habían sido testigos de sus rotundos fracasos. Ellos sabían que la aplicación de esas políticas había diezmado a los pueblos indios y habían empeorado su empobrecimiento y su enajenación. Por ello en dicho congreso se redactaron diversas resoluciones con vista a reconstruir sus naciones avasalladas durante centenares de años, a la vez que sacaron a luz del día la servitud ideológica promovida por los partidos políticos y las diferentes iglesias que buscaban imponerse sobre los militantes indios con el fin de mantener a sus pueblos en letargía.

El congreso de Ollantaytambo correspondía a su vez, al inicio de la expresión internacional de los movimientos indios e indígenas en el mundo; porque hasta fines de los años 70 cada movimiento indio había luchado aislado en su territorio contra el colonialismo del Estado impuesto en su tierra, mientras estos se concertaban internacionalmente para dominarles uno a uno. Por ello se puso en valor los congresos indios antecesores que habían abierto el camino a la concertación. (El Manifiesto de Tiwanaku-Bolivia, 20/10/1973). El Parlamento indio Americano del cono Sur (San Bernardino-Paraguay, del 8 al 14/10/1974). El congreso Indio realizado en Port Alberni-Canada en 1975, donde se dió nacimiento al Consejo Mundial de los Pueblos Indígenas CMPI y donde se decidió la estructuración en tres consejos regionales del continente americano: América del Norte, América Central y de Sudamérica. La segunda asamblea General del Consejo Mundial de Pueblos Indígenas, en Kiruna-Suecia, de 24 a 27/8/1977. La Conferencia Internacional de las organizaciones no gubernamentales sobre discriminación contra las poblaciones indígenas en las Américas, realizado en el Palacio de las Naciones Unidas en Ginebra-Suiza de 20 a 23/9/1977; desde ese momento la voz indígena sigue siendo escuchada en la ONU. Y otros encuentros realizados con los pueblos indios en todo el continente americano y con los indígenas de otros continentes.

El congreso de Ollantaytambo denunció que los pueblos indios, durante sus luchas de liberación nacional, no fueron acallados solamente por las fuerzas armadas de los Estados que les dominaban, sino que dichas represiones se hicieron y se hacen con la asistencia de los Estados vecinos, con la colaboración de ciertas instituciones internacionales, sean estas de tipo político o financiero y también con la ayuda de las iglesias de carácter ecuménico. Por ello concluyeron que era necesario llevar la voz y la representación india ante las Naciones Unidas y a los distintos organismos internacionales, para entrar en contacto directo con los otros pueblos oprimidos del mundo y para conseguir apoyo en el exterior. E indicaron que ese era el camino que los pueblos indios estaban obligados a seguir para fortalecer su resistencia en el interior y para imponer su representatividad en el exterior. El **CEA-CISA** tomó esa tarea como una de sus actividades principales.

Évolution

El camino recorrido.- El camino que los pueblos indios de Sudamérica recorrieron desde esos años ha sido fértil en enseñanzas. Mostró que sus enemigos no se dan por vencidos y que para dominar a los pueblos indios además de la persecución y del asesinato de sus dirigentes, emplean también las armas de la dismulación, del mimetismo, del disfraz de criollos en indios y de la compra o del alquiler de indios ambicioso de riqueza y de poder. Eso ha ocurrido durante estos últimos años, porque los Estados y las iglesias después de haber creado o infiltrado un número importante de ONG les han utilizado para organizar y financiar a grupos

de criollos mezclados con algunos indios, para que con el nombre de indígenas sirvan de caución a la entrega de los territorios, de las riquezas y de las culturas indias a los potentados criollos, a los organismos religiosos y a las multinacionales para hacer desaparecer así a los pueblos indios y convertirlos en masa de pobres necesitados de caridad y de piedad cristiana obligados a emigrar a los centros urbanos de las metrópolis.

Luego de ese ataque en regla a las organizaciones indígenas, el CISA es la única organización creada en las décadas de 70-80 que se mantiene hoy en día; las otras fueron destruidas por una corriente mundial religioso-liberal, que tiene dos tentáculos, la que toma una apariencia de izquierda se apoderó de la representatividad indígena, capturó el CMPI y lo hizo desaparecer, lo mismo que la Coordinadora Regional Centro América CORPI, y les han reemplazado por otros organismos también llamados indígenas, pero formados por dirigentes que son impuesto a dedo, sea por los sacerdotes religiosos o por los responsables de los asuntos indígenas o campesinos de los Estados. Mientras la corriente mundial religiosos-liberal de derecha a sostenido todas las dictaduras que han masacrado a los pueblos indígenas. Y toda esta gente ha creado ya una burocracia de apariencia indígena a nivel internacional que está tratando de copar el derecho y la identidad india en la ONU y la OEA para que las naciones indias desaparezcan legalmente del derecho Internacional. El CEA-CISA tiene como otro objetivo impedir que dicha coalición consiga hacer realidad sus fines de destrucción definitiva.

Situation actuelle- Los pueblos indios se defienden si ninguna ayuda financiera internacional porque, los Estados no pueden ayudar a quienes reclaman su territorio y su libertad, y la mayoría de las ONG, por el hecho de ser, sea apéndices de las internacionales de partidos de carácter colonizador o de las iglesias discriminadoras llamadas ecuménicas, quienes no aceptan a los pueblos que tienen independencia política y cultura opuestas a sus fundamentos jerarquizadores y discriminadores. Al contrario todo el dinero que dice ir en ayuda de los pueblos indígenas está siendo apoderado por la corriente mundial religioso liberal en sus dos variantes: la conaparancia de izquierda, que dice liberarlos y por la variante de derecha que se dice caritativa, y que ambas utilizan ese dinero para corromper y dividir a los pueblos indígenas en su beneficio.

Estas dos figuras de la misma corriente una vez copado el poder en la comunidad india, en nombre de la unidad, persiguen a todo indio que no acepta su imposición, y destruyen todo lo que queda de tradicional. Y con ese poder desvían la movilización indígena para apoyar golpes de Estado militares, usan los indígenas como carne de urna en sus campañas de alianza política para dar el Poder a los partidos políticos liberales con tintes de izquierda o de derecha según los casos, con cargo de vicepresidencia, diputaciones, alcaldías y otras secretarías que solo benefician a los individuos indígenas que ocupan esos puestos y a sus amos, mientras la situación de la base permanece todavía. Y tratan de crear focos de guerrilla para que la guerra y las masacres hagan desaparecer a las naciones indígenas y que sus territorios queden vacíos de gente y así poderlos llenar con los feligreses de las multinacionales y diciendo siempre que luchan por las poblaciones indígenas. Y para todo opositor indígena rebelde a su imposición existe el accidente, especialmente el de tránsito para enviarle al paraíso. Por eso mientras el viento de la historia no cambie de lado (ahora favorece a las iglesias, a las multinacionales y a los Estados depredadores dominantes), el CISA y los pueblos indios no domesticados se defienden retomando la sabia costumbre de sus ancestros, de financiarse con sus propios medios, hasta el momento en que todos los pueblos oprimidos del mundo encuentren el camino de su liberación.

CEA-CISA, comité de soutien

El comité de Exterior de apoyo al Consejo Indio de Sud América CEA-CISA:

Se fundó en Europa, para acompañar y sostener la acción de los Pueblos indios de Sudamérica, tanto en la reivindicación de sus derechos, la retoma de sus raíces históricas, culturales, sociales y políticas, como en la reconstrucción de sus naciones en base a los principios ideológicos resurgentes de su propia experiencia milenaria y de su vivencia cotidiana del presente. El CEA-CISA es una organización que apoya activamente a la reconstrucción de las naciones de los pueblos indios de Sudamérica, cumpliendo las resoluciones del congreso fundador del CISA de Ollantaytambo. Y actuando en dicha perspectiva, durante todos estos años ha cumplido una función internacional, siendo su vocero principal, difundiendo sus acciones, ayudando a sus delegados en sus representaciones ante las organizaciones de Naciones Unidas ONU, y apoyándole oportunamente en sus momentos difíciles.

Nuestra planteo: El CEA-CISA apoya a sus propuesta del CISA en pugana por la libre determinación de los pueblos indígenas y por hacer reconocer a las Naciones Unidas de ser pueblos con derecho a Estado. Lucha para que las instancias internacionales hagan reconocer la inviolabilidad de los territorios indígenas a los estados que los dominan. Propugna el desarrollo de los pueblos indios basados en sus propias estructuras sociales, culturas e idiomas. Reafirma que los pueblos indígenas son pueblos como todos los otros del mundo como lo planteó el congreso de Ollantaytambo de 1980 al denunciar el convenio 107 de la Organización Internacional de Trabajo OIT que promovía la integración del indígena a su Estado dominante. Y recuerda que durante las discusiones de la OIT de los años 1986 a 1989 el CISA intervino efectivamente; y que juntamente con otras organizaciones indígenas y con la ayuda eficaz de los representantes de los trabajadores suizos hicieron cambiar el convenio 107 por el 169 que reconoce a los pueblos indígenas como pueblos. Milita para que se aplique dicho Convenio y que en la ONU se creen otros acuerdos normativos en el mismo sentido.

El CISA existe y resiste y el CEA-CISA hace que esa realidad sea duradera.

**CAPAJ - Comisión Jurídica Para el Autodesarrollo de los
Pueblos originarios Andinos -
Juridical Commission for the Autodevelopment of First Andean
People –
Commission juridique pour le développement des peuples des
premières nations andines**

Coordonnées

CAPAJ

Av. 2 de mayo 644, Tacna -

Perú

Telf: 51 54 742601 Fax:

5154 711126

E-mail: capaj@star.com.pe

Type de structure

ONG composée de juristes indigènes.

Création

8 décembre 1993

Présentation

CAPAJ agrupa a juristas de organizaciones y comunidades indígenas de Sudamérica abogados a la defensa de los Derechos de los Pueblos Originario Andinos, y a la promoción del desarrollo auto sostenido de los pueblos indígenas en el área sur andina de la Latinoamérica.

Statut

En diciembre de 1999 fue dotada de Status Consultivo Especial por el consejo Económico y Social de las Naciones Unidas. Tiene su sede en Tacna, Perú y es de ámbito regional para el área de Sur Andina de Perú, Chile, Bolivia, Argentina con bases de apoyo en Canadá y Francia.

Objectifs généraux et spécifiques

Su principal objetivo es promover el respeto de los Derechos Fundamentales de los pueblos originarios, y fomentar su desarrollo auto sostenido mediante la

- *participación de Foros regionales, nacionales y mundiales de competencia legislativa, judicial y de desarrollo.* Así como implementando
- *proyectos de apoyo al desarrollo de los pueblos indígenas* sobre la base del ejercicio de sus derechos democráticos y de su capacidad productividad.

Champs d'action

Áreas de Trabajo:

Derechos Humanos, Medio Ambiente, Desarrollo Sostenible, Microcredito, Fomento de la Agricultura ecológica, Justicia y capacitación. En la práctica difunde y brinda aportes a la evolución de las normas y derechos indígenas, basados en la Cosmovisión del Pueblos Aymara - Quechua de los Andes.

Obras:

Desde 1996 participa el Grupo de Trabajo que elabora el Proyecto de la Declaración de Derechos de los Pueblos Indígenas, en el seno de la Comisión de Derechos Humanos de la ONU. Fue miembro del Grupo de Trabajo sobre el Artículo 8"j", del Convenio sobre Diversidad Biológica.

Investigación:

A pedido de la Comisión Económica de las Naciones Unidas para Latinoamérica CEPAL ha elaborado una investigación sobre el uso consuetudinario del Agua en la cuenca del Lago Titicaca" (2000) y "Participación de las comunidades indígenas en los Programas de Acción Nacionales y subregionales de lucha contra la desertificación en la Puna americana" en coordinación con el PNUD (2001).

Remarques

Information disponible sur Internet : seulement jusqu'en 2002

SAIIC- The South and Meso American Indian Rights Center

Coordonnées

SAIIC

P.O. Box 7829

Oakland, CA 94601

(510) 534 4882 (Administration Office)

(510) 834 4263 (Abya Yala News)

(510) 834 4264 Fax

indian@jgc.org

<http://saiic.nativeweb.org/>

Création

1983, Bolivie.

Présentation

El Centro por los Derechos de los Pueblos Indígenas de Meso y Sudamérica (SAIIC) es una organización que trabaja por el reconocimiento de los derechos de los pueblos indígenas y actúa como un **centro de información internacional**.

En respuesta a la necesidad de apoyo internacional para los derechos indígenas, el Centro de Derechos por los Pueblos Indígenas de Centro y Sudamérica (SAIIC) se formó como resultado de una conferencia indígena en Tiwanaku, Bolivia, en 1983.

Membres

Directiva de SAIIC

- * Alejandro Argumedo, (Quechua-Peru)
- * Atencio Lopez, (Kuna-Panama)
- * Lucilene Lira Whitesell, (Native-Brazil)
- * Ana Stephenson
- * Carlos Maibeth (Miskitu-Nicaragua)
- * Orlando McDavis (Miskitu-Honduras)
- * Javier Zapata (Miskitu-Nicaragua)
- * Noel Patron (Sumu-Nicaragua)

Champs d'action

Derechos Humanos y Ambientalismo

Cuando los pueblos indígenas enfrentan compañías de petróleo, represas, y otros proyectos de explotación, o si enfrentan la represión estatal por defender sus formas distintas de vivir, SAIIC disemina Acciones Urgentes para mobilizar pueblos indígenas y personas interesadas en los EEUU a que tomen las medidas necesarias inmediatamente.

Recursos Informativos

SAIIC provee información sobre las luchas de los pueblos indígenas en México, Centro y Sudamérica al público interesado y a grupos de solidaridad en derechos humanos y el ambiente en los países del norte. Hacemos llegar el punto de vista indígena a instituciones políticas y de apoyo financiero, el trabajo de las cuales afecta a pueblos indígenas. SAIIC produce y distribuye materiales educativas en forma audiovisual, radio, y la prensa escrita. También trabajamos para facilitar la comunicación entre los pueblos indígenas del hemisferio sur y norte.

Noticias de Abya Yala

Nuestra revista, *Noticias de Abya Yala*, es la única revista de este tipo: Ofrece una perspectiva sobre los asuntos vitales que nos afectan a nosotros y a todo el mundo. *Noticias de Abya Yala* incluye entrevistas con líderes indígenas del continente, análisis sobre los esfuerzos organizativos del continente, e informes en áreas como la biodiversidad, derechos de la propiedad intelectual, autodeterminación, y salud. *Noticias de Abya Yala* es publicado en inglés y español. Siga este link para detalles en como a href="ayn/contribspan.html">contribuir material escrito para *Noticias de Abya Yala*.

Proyecto de Radio

Para poder informar a comunidades indígenas aisladas que tienen acceso a una radiodifusora, SAIIC produce un programa de radio con noticias sobre asuntos indígenas como de todas las Américas. El programa es grabado en cassette y llega gratis a las organizaciones indígenas que lo piden.

Proyecto de Mujeres

El proyecto de mujeres de SAIIC está comprometido en fomentar liderazgo entre las mujeres de Centro y Sudamérica. Proveemos recursos y producimos materiales para informar y animar a las mujeres indígenas de implicarse en los procesos de toma de decisiones que nos afectan.

Programa de Visitantes e Intercambios Culturales

SAIIC facilita los intercambios culturales y espirituales entre pueblos indígenas tras invitar líderes indígenas de comunidades México, Centro y Sudamérica a encontrarse con pueblos nativos en los Estados Unidos y Canadá. También ayudamos a líderes indígenas a tomar contacto con organizaciones de derechos humanos, ambientales, políticas, y fundaciones.

Biblioteca de SAIIC

En su oficina, SAIIC mantiene una biblioteca con libros, decenas de revistas de organizaciones indígenas, fotos, documentos, audio-visuales, y otros tipos de recursos informáticos e históricos sobre los movimientos sociales de los pueblos indígenas de las Américas.

Los 500 Años de Resistencia Indígena

SAIIC facilita la organización inter-continental entre los pueblos indígenas. En julio de 1990, SAIIC auspicio la histórica *Primera Conferencia Continental sobre 500 Años de Resistencia Indígena*. Delegados de Alaska hasta el Cono Sur y sus aliados atendieron a la conferencia y determinaron estrategias para el futuro.

El año siguiente, SAIIC se junto a otras organizaciones indígenas en las Américas para formar CONIC (Comisión Coordinadora Indígena Continental). Esta coalición de 26 naciones indígenas a través de las Américas hace llegar la opinion indígena a políticos y organismos gubernamentales internacionales. CONIC y organizaciones de Norteamérica diseñaron la exitosa campaña de informar al público en 1992 en memoria de los 500 años de sobrevivencia desde la invasión europea.

Remarques

Page web non actualisé depuis 1999.

Enlace Continental de Mujeres Indígenas

Coordonnées

Calle 36, Ave. Perú, Edificio Banco Nacional Tercer Piso, Local 8, Panamá

Tel: (507) 227-4138

Correo electrónico: conamuip@cableonda.net

Sitio web: www.enlace.nativeweb.org/Introduccion.htm

Membres

Québec Native Women's Association, Pauktuutit Inuit Women's Association (Canada), CONAMIM (Mexique), CONAMINH (Honduras), AMICA (Nicaragua), Coordinadora Nacional de Mujeres (Panama), Red De Mujeres Wayuu (Venezuela), ONIC (Colombie), CONAIE (Équateur), CHIRAPAQ (Pérou), CIDOB (Bolivie), Consejo de todas las tierras (Chili), CONAMI (Argentine).

Présentation

El Enlace Continental de Mujeres Indígenas es el andar de las mujeres indígenas de las Américas; es un espacio de intercambio, para poder compartir experiencias y buscar alternativas conjuntas. Este espacio nos permite enriquecer nuestro quehacer como mujeres indígenas, por medio de reuniones y talleres regionales.

Esta organización surge en 1993, de la iniciativa de las hermanas indígenas de Canadá, cuando deciden juntarse para intercambiar experiencias y ver las posibilidades de un proyecto de apoyo mutuo entre mujeres indígenas de América del Norte, Centro y Sur. En el marco de este esfuerzo nace una propuesta de organizar talleres regionales para definir prioridades de trabajo en conjunto.

Objectifs spécifiques

- Buscar estrategias de coordinación entre las mujeres indígenas de América del Norte, América Central y América del Sur
- Identificar prioridades, realidades y luchas compartidas para coordinar un trabajo en conjunto
- Fortalecer nuestra identidad cultural como hijas de la Madre Tierra
- Gestionar oportunidades de capacitación que nos permitan una mayor participación a nivel comunitaria, nacional e internacional

Structure

www.enlace.nativeweb.org/Estructura.htm

Activités et Réalisations

- * Primer Encuentro Continental de Mujeres Indígenas en Ecuador, 1995
- * Taller de la Región Norte en Canadá realizado en el mes de enero, 1996
- * Taller Continental en Guatemala, realizado en el mes de julio, 1996
- * Tercer Encuentro Continental de Mujeres Indígenas en Panamá , 2000
- * Cuarto Encuentro Continental de Mujeres Indígenas en Lima, Perú 2004

Los **talleres** realizados permitieron a las delegadas de América del Norte, Central y Sur reunirse y revisar los avances y desafíos al nivel del movimiento Indígena y por ende los programas de su propio gobierno. Juntas elaboraron una estrategia a nivel continental para

enfocar los asuntos sociales, culturales, ambientales y económicos que afectan a las mujeres indígenas, realizando esfuerzos a un nivel internacional para exigir la transformación socioeconómica y el mejoramiento de nuestras condiciones de vida.

Las recomendaciones de estos talleres han contribuido al fortalecimiento institucional de nuestra organización.

Aparte de los Encuentros y talleres, hemos realizado **seminarios de capacitación** en temas de interés para la mujer indígena, como Derechos Humanos y Propiedad Intelectual. Además, varias compañeras nos representan en los espacios internacionales de concertación sobre los derechos de las mujeres indígenas.

COICA
Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Cuenca
Amazónica
Coordination of Indigenous Organizations of the Cuenca
Amazonia

Coordonnées

Calle Luis Beethoven N47-65 y Capitán Rafael Ramos,
Boîte postale 17-21-753, Quito, Pichincha Équateur
(593-2) 2407-759 / (593-2) 2812-098
fax 2812-098

<http://www.coica.org>

info@coica.org haji@coica.org

Contact

Coordonnateur général: Jocelyn Roger Theresse
President Sebastao Ají Manchineri
Advisor, Rodrigo de la Cruz

Type de structure

Fédération regroupant des organisations indigènes nationales; ONG indépendante, à but non lucratif.

La COICA es una instancia de coordinación de nueve organizaciones nacionales y regionales de nuevos países en la cuenca amazónica (Perú, Bolivia, Venezuela, Ecuador, Colombia, Brasil, Guyana, Guayana Francesa y Surinam). Es también una instancia de convergencia de esfuerzos para la promoción, protección y seguridad de sus territorios, formas de vida, principios y valores sociales, espirituales, culturales, políticos y económicos, así como también la defensa de la vida y de la amazonía como espacio libre y de paz.

Statut

La COICA tiene status consultivo en la Mesa de Trabajo sobre los Derechos de los Pueblos Indígenas de la CAN y ante la ECOSC-ONU

Création

14 mars 1984

Siège

Lima jusqu'en 1992 : Quito depuis 1993.

Présentation

- *création : 14 mars 1984*, Premier Congrès des organisations autochtones du Bassin amazonien, à Lima, Pérou ; création de la COICA, Coordinatrice des Organisations Indigènes du Bassin Amazonien, processus de rencontre et d'échange d'information pour nous organiser dans la défense de nos droits en tant que peuples.

I Congreso de la Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica, en las que participaron: AIDSESP, Perú; CONFENIAE, Ecuador; CIDOB, Bolivia; ONIC, Colombia; y UNI, Brasil.

En réaction au Traité de Coopération Amazonienne (TCA) signé en 1978 par les États sans consultation des peuples indigènes = menace

La *COICA* représente plus de 386 peuples autochtones de l'Amazonie, dont environ 1.750.700 autochtones à travers ces neuf zones régionales.

- *présidents* :
- Presidente el Sr. Evaristo Nungkuag Ikanan, del Pueblo Aguaruna, en representación de AIDSESP, y actuó en el período de 1984 a 1992, peruvién.
- Sr. Valerio Greña Uquiña como Coordinador General, sustituyendo a la figura del Presidente, en 1992; équatorien
1996-2001: Antonio Jacanamijoy, colombien
- *chronologie rencontres* :
- II et III congrès : consolidation- projet politique
- IV congrès : novembre 1992, à Manaus, Brésil
- Nouveaux membres : CONIVE, Venezuela; OIS, Surinam; APA, Guyana; FOAG, Guyana Française; y COIAB, Brasil en substitución a UNI. Posteriormente OPIAC, Colombia reemplaza a ONIC.
- VI congrès- 11-15 juin 2001, Leticia, Colombie
- VII congreso del 20 al 25 de junio de 2005 en Awala Yalimapo - Guyana Française
- *conseil exécutif* :

Jocelyn Roger Therese

Coordinador General

Pueblo: Kaliña, en representación de la **FOAG**

Luis Vargas Canelos

Vice-Coordinador General

Pueblo: Achuar, en representación de la **CONFENIAE**

Kid James

Coord. Derechos Humanos, Socioculturales y Educativos

Pueblo: Kaliña, en representación de la **APA**

Gustavo de Jesus Lopez Furia

Coordinador de Área Territorial, Ambiente, Recursos Naturales y Biodiversidad

Pueblo: Huitoto en representación de la **OPIAC**

Luis Enrique Gonzales

Coordinador de Área de Cooperación Económica
en representación de **CONIVE**

Membres

- **9 organisations membres** qui proviennent des neufs pays qui partagent l'Amazonie
Asociación Interétnica de Desarrollo de la Selva Peruana (AIDSESP), du Pérou,
Amerindian Peoples Association, of Guyana (APA), du Guyana;
Confederación de los Pueblos Indígenas de Bolivia (CIDOB), de la Bolivie;
Coordenação das Organizações Indígenas da Amazônia Brasileira (COIAB), du Brésil;
Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonía Ecuatoriana (CONFENIAE), de l'Équateur;
Consejo Nacional Indio de Venezuela (CONIVE), du Venezuela;
Fédération des Organisations Américaines de Guyane (FOAG), de la Guyane française;
Organisatie van Inheemsen in Suriname (OIS), du Suriname;
Organización de los Pueblos Indígenas de la Amazonía Colombiana (OPIAC), de la Colombie.

Objectifs généraux

La COICA a pour objectifs principaux la défense et la préservation des traditions autochtones, la protection de la culture et des styles de vie, ainsi que la sécurité des territoires des peuples autochtones de l'Amazonie. Ses champs d'action sont les suivants :

- Promouvoir l'autodétermination des peuples autochtones et le respect des droits humains de ceux qui les constituent.
- Œuvrer conjointement avec les gouvernements et les organisations multilatérales de coopération dans le cadre de la conception de politiques et d'initiatives en Amazonie, qui répondent aux intérêts des peuples autochtones.
- Encourager la coopération et l'unité dans les différentes communautés autochtones de la région des Amériques.
- Promouvoir la revalorisation et la revendication culturelle de ses membres.
- Souscrire des accords de durabilité environnementale avec les gouvernements du Bassin amazonien pour assurer l'avenir de la région.
- Défendre les revendications territoriales, et le respect des droits humains des peuples autochtones du Bassin amazonien.

Réalisations

Les travaux de la COICA sont régis par l'Agenda autochtone de l'Amazonie (AIA) qui a pour objectif de mettre en place des stratégies communes qui soient respectées par les États et par les organisations internationales pour que leurs politiques et leurs actions répondent ainsi aux intérêts des peuples autochtones.

La *COICA* a collaboré avec plusieurs organisations internationales telles que l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'Union européenne : la Communauté andine des nations, et l'Organisation des États Américains (OEA). À l'OEA, elle a participé aux travaux du Groupe de travail chargé d'élaborer la Déclaration américaine des droits des peuples autochtones, et elle a collaboré aux activités de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH).

Document de demande de participation aux activités de l'OEA en tant qu'organisation de la société civile.

http://scm.oas.org/doc_public/FRENCH/HIST_04/CP13285F07.doc à consulter

FAY
Fundación Abya Yala Por el Auto Desarrollo Indígena del Sur y
Meso América
Fondation Abya Yala pour l'auto-développement indigène
d'Amérique Centrale et du Sud
« tierra en plena madurez »

Coordonnées

P.O. Box 28386
Oakland, CA 94604 USA
Teléfono (510) 763-6553
Fax (510) 763-6588
Correo electrónico:
abyayala@earthlink.net
<http://ayf.nativeweb.org>

Création

1994

Présentation

La Fundación Abya Yala (FAY) fue creada por y para los Pueblos Indígenas de Centro, Sur América y México. Abya Yala es el nombre con el que el pueblo Kuna de Panamá nombró al continente que ahora llaman América. Hoy día esta palabra se ha convertido en un concepto universal para los Pueblos Indígenas del subcontinente llamado Latinoamérica y otorga sentido de unidad y de pertenencia.

La Fundación Abya Yala emerge y existe para fortalecer los principios indígenas de una cosmovisión integral, de armonía, reciprocidad, igualdad, solidaridad, e integridad moral. Nuestra meta es avanzar hacia la autodeterminación y hacia un mundo en el cual las culturas indígenas y los valores indígenas sean protegidas, compartidas y celebradas.

El autodesarrollo indígena esta basado en miles de años de la relación integral entre el conocimiento científico y la espiritualidad indígena. Estos principios emergen de raíces culturales y de la vida cotidiana de las comunidades indígenas, las cuales enfrentan intereses políticos y económicos de invasores externos.

La Fundación Abya Yala responde a la demanda de los Pueblos Indígenas de participar directamente en el desarrollo de nuestras comunidades y regiones en todos los pasos del proceso - desde las decisiones de prioridades de la comunidad y asegurar los fondos necesarios para llevar a cabo nuestras iniciativas hasta la evaluación de la ejecución y el impacto de los proyectos una vez finalizados. Esto representa un importante paso en la evolución de nuestras comunidades y organizaciones, y es un requisito para nuestra supervivencia y nuestro bienestar. También, el único punto de vista indígena para el desarrollo provee al mundo con herramientas valiosas y con una visión para afrontar la amenaza de la supervivencia humana.

Objectifs généraux

La misión de la Fundación Abya Yala es apoyar y consolidar desde un espacio indígena las prioridades, iniciativas y procesos para fortalecer la autogestión en el marco de modelos de desarrollo propios de las naciones originarias del Abya Yala.

Abya Yala Fund seeks to:

- 1) bridge the gap between Indigenous Peoples and prospective funders; and
- 2) promote the indigenous vision of development as a holistic process which integrates the human, natural and spiritual worlds.

Objectifs spécifiques

La FAY provee con programas de capacitación, becas, y asistencia técnica para proyectos de autodesarrollo que emergen y están controlados por comunidades y organizaciones indígenas.

Champs d'action

La FAY apoya proyectos de auto desarrollo que enfocan diferentes problemas y aspectos. Temas de enfoque durante 1997-1998 incluyen:

- *El Medio Ambiente: biodiversidad*; manejo de los recursos naturales; supervivencia cultural, espiritual y ecológica.
- *Desarrollo Organizativo*: educación y capacitación para la autonomía, tecnología de comunicaciones; manejo de proyectos.
- *Modelos Alternativos Indígenas de Desarrollo*: educación sobre y apoyo de modelos de desarrollo que son sustentables, igualitarios, y tradicionales, y que sean aplicables a realidades económicas, sociales y políticas de hoy día.

Membres

Alicia Canaviri - President Aymara from Bolivia. Social worker and community organizer, instrumental in formation of the National Coalition of Indigenous Women of Bolivia which unites women from the highlands and the rainforest.

Amalia Dixon Miskitu from Nicaragua. Active for over 20 years in the Indigenous movement working on education, health, and women's organizing. Played an important role in the negotiations during the conflict between Miskitus and the Sandinista government.

Rufino Dominguez - Treasurer Mixteco from Oaxaca, Mexico. Coordinator of the Binational Oaxacan Indigenous Alliance. Active in indigenous development in Oaxaca and creating unity between indigenous peoples in Oaxaca and populations of Indigenous Peoples from Oaxaca in the United States. rufino@igc.apc.org

Abraham García Hernández Maya-Quiche from Quetzaltenango, Guatemala. Member of the Council of Mayan Organizations of Guatemala and Director of FUMEDI. Works with Mayan communities to develop and implement alternative economic models. fumedi@c.net.gt

Margarita Gutiérrez Nñañhu from Hidalgo, Mexico. Coordinator of Women's Commission of the National Autonomous Indigenous Assembly (ANIPA) and Advisor to the Indigenous Culture and Rights Commission for the peace negotiations between the Zapatista National Liberation Front and the Mexican Government.

Luis Macas - Secretary Quichua from the highlands of Ecuador. Congressman. Past president Secretary of CONAIE and winner of the 1994 Goldman Environmental Award. Has become one of the most prominent leaders of the Western Hemisphere. One of the leaders of the uprising of Indigenous Peoples in Ecuador in 1990 and 1994, and world-renown for his work to protect the environment.

Marcela Machaca Quechua from Peru. Coordinator of the Bartolome Aripaya Association, working in Andean biodiversity issues.

Aurelio Ramos Allen Miskitu from Honduras. Technical consultant for MASTA in Honduras.

Staff

Nilo Cayuqueo Mapuche from Argentina. Founding member of the South & Meso American Indian Rights Center (SAIIC). Co-Director of Abya Yala Fund. abyayala@earthlink.net

Victoria Garcia Ajucum Maya-Quiché from Guatemala. Co-Director of Abya Yala Fund. abyayala@earthlink.net

Andrew Kang Bartlett Central America activist with specialty in community development planning and evaluation; development coordinator. abyayala@earthlink.net

Mariana Bustamante Activist for Latino and international issues with specialty in communication; communications coordinator. abyayala@earthlink.net

Projets et activités

Indigenous Women's Rights Training Project, Chiapas, Mexico

\$32,000 to organize eight conferences to train indigenous women as advocates for their rights at every level of society, including national politics.

Women's Community Gardening and Nutrition Project, Canete, Chile

\$15,000 to train 57 mothers in greenhouse and garden construction, to build a communal greenhouse and family gardens, and to educate the women about family nutrition

Construction of Community Solar-Powered Well, Bella Vista, Bolivia

\$20,000 to purchase materials and construct a well to provide potable water for the community, llama breeding, a nursery of traditional medicinal plants and communal gardens.

Strengthening of Indigenous Community Organization, Mosquitia Region of Honduras

\$7,000 to construct small local offices in each of the seven Mosquitia zones to coordinate Moskitu efforts to legally demarcate their traditional homeland and protect it from external logging, ranching and military interests.

Ecological Nursery Project, San José Poaquil and San Martín Jilotepeque, Guatemala

\$15,000 to train Maya-Kaqchikel women in tree and traditional plant cultivation, and to set up community nurseries for local marketing and reforestation.

Human Rights Awareness Raising and Training for Mayan Women, Chimaltenango, Guatemala

\$20,000 to hold local and national training workshops and seminars to raise awareness of human rights—from a gender perspective—and analyze the meaning and effects of recent peace accords on the indigenous Mayan women

Micro-Enterprise Training for Vegetable Leather, Acre, Brazil

\$5,000 for a ten-day intensive training seminar on producing from local materials and marketing waterproof fabric, for 40 Yawanáwa community members and 34 local rubber tappers.

Indigenous Women's Rights Training Project, Chiapas, Mexico

\$32,000 to organize eight conferences to train indigenous women as advocates for their rights at every level of society, including national politics.

Women's Community Gardening and Nutrition Project, Canete, Chile

\$15,000 to train 57 mothers in greenhouse and garden construction, to build a communal greenhouse and family gardens, and to educate the women about family nutrition.

Réalisations

Amazanga Institute of Indigenous Science and Technology, Pastaza, Ecuador

Abya Yala Fund requested and received a \$30,000 grant from Public Welfare Foundation in Washington D.C.; half for AYF general support and half for Amazanga Institute. A grant from Share our Strength, will enable us to provide an additional \$14,500 to Amazanga Institute. This scientific research center, initiated by the Organization of the Indigenous Peoples of Pastaza, resists oil companies' attempts to gain access to indigenous resources and land by documenting the importance of protecting these ecosystems and indigenous livelihoods. The Amazanga Institute catalogues and researches the biodiversity of the Ecuadorian rainforest and develops sustainable development practices using traditional indigenous methods and knowledge.

Binational Oaxacan Indigenous Alliance - Fresno, CA

Abya Yala Fund provided technical support in proposal writing and resource development in preparation for FIOB's all-day forum (5/11/96) for primarily Oaxacan Indigenous women on domestic violence, alcoholism, AIDS and community-building. The forum was held near Fresno, CA, where there are dense settlements of Mixteco, Zapotec and Tr'qui people from Oaxaca. In March 1996, Abya Yala Fund obtained a grant of \$960 from the Resist Foundation for this project. Abya Yala Fund made an additional grant of \$600 which ensured the success of the project.

Examples of Projects Funded by AYF in 1997 :

1- Rural Sustainable Development Project, Solar-Powered Well

Center for the Advancement and Development of Women (CEPRODEM)

Comunidad de Bella Vista, Bolivia

The altiplano of Bolivia is one of the highest regions in the world where human settlements exist. The indigenous Aymara community of Bella Vista has survived in the region for centuries by breeding llamas and cultivating quinoa and potatoes. Yet, the harsh climate, severe droughts and poverty have meant malnutrition and poor health for the population. The community of Bella Vista has responded by organizing the Community Development Committee to promote sustainable development. They have concluded that one of their

priority needs is water, and the community plans to construct a well powered by a solar pump. The well will provide potable water for the entire community and their llamas, and irrigation water for communal gardens, pasture and a nursery where native plants will be cultivated. A one-time grant of \$20,000 will allow the community to construct the necessary infrastructure and, through collecting small monthly payments from community members for water use, enable them to sustain the project as a self-reliant endeavor within five years.

CEPRODEM, a non-profit organization based in Oruro, Bolivia, is sponsoring the Bella Vista Community Development Committee and will provide the community with technical assistance for the project.

Abya Yala Fund granted \$7,000 to the community in 1997.

2- Strengthening of Indigenous Community Organization in the Mosquitia Region of Honduras

Moskitia Asla Takanda (MASTA)

Puerto Lempira, Gracias a Dios, Honduras

Loggers, ranchers and army officers are encroaching on the territories of the Mosquitia region in Honduras where approximately 40,000 indigenous Miskito and their ancestors have lived for centuries. The Miskito are attempting to protect their culture, environment and livelihoods through the legal demarcation of their land. Workshops to exchange strategies, methods and success stories between the seven zones are designed to strengthen the initiatives. Critical information about the communities, their environments and cultural biodiversity will be generated during these workshops and throughout the organizing process. Training workshops will also be implemented to enable community leaders and residents to gain more understanding and control over their natural and cultural resources. The permanent presence of MASTA is required to organize this program and provide an integrated approach to organizing, training and institutional strengthening. \$1,000 for each of the seven zones in the Mosquitia region (a total of \$7,000) will allow for the construction of small MASTA offices built with voluntary help from the communities.

MASTA is an umbrella organization for the seven Miskito federations of the Mosquitia. MASTA works to bring indigenous leaders and communities of the region together to respond to threats to their land, language and culture, and to promote the sustainable use of resources.

Abya Yala Fund granted \$4,000 in 1997.

3- Women's Economic and Social Development Program

Kichin Konojel

Chimaltenango, Guatemala

Thirty-five years of civil war in Guatemala has left 150,000 people dead and resulted in the displacement of many of the country's majority Indigenous Peoples. Crushing poverty forces thousands of men to migrate in search of labor, leaving women alone to care and provide for their families. Moreover, deforestation, erosion and unproductive, marginal farmland increase the difficulties which Guatemalan women face in their day-to-day struggles to survive.

In an effort to address these issues within their communities, indigenous Maya-Kaqchikel and Maya-Quiché women are planning various projects, including a two-year human rights training program and an ecological nursery project. The women will build nurseries in two communities to cultivate trees and plants for local reforestation and ornamental and traditional varieties for sale at local markets. This project will benefit the local environment as well as local communal economies. The program of educational and training workshops will focus on raising awareness of human rights — from a gender perspective — among Maya-Kaqchikel and Maya-Quiché women. These workshops will give the Mayan women

tools to help them begin to reclaim their power within their communities and, eventually, on a national level.

Kichín Konojel is a network of women's organizations from Maya-Kaqchikel and Maya-Quiché communities in Chimaltenango, Guatemala. The network strives to give Mayan women education and technical assistance to enable them to actively participate in their own development. Kichín Konojel is requesting a total of \$35,000 to organize and implement these two projects.

Abya Yala Fund granted \$7,000 in 1997.

4- Indigenous Women's Rights Training Project

The National Autonomous Indigenous Assembly (ANIPA) and K'inál Antsetik Chiapas, Mexico

Indigenous women in Mexico live in a world where they must confront violence, sexism and racism on a daily basis. Their identity as women and as Indigenous Peoples is negated and denigrated by society as a whole. They are further marginalized by the national women's movement and in their own communities they face a climate of terror. Many indigenous women in Mexico are building alliances in order to strengthen the indigenous voice within the national struggle for liberation. They are organizing to obtain the tools needed to move toward new relationships of equality.

Over a two-year period, \$64,800 is needed to train and educate indigenous women as advocates for their rights. Abya Yala Fund has agreed to seek \$25,000 of funding for the first year of this project.

Regional workshops and national meetings will be held throughout indigenous areas of Mexico. These trainings will provide the National Alliance of Indigenous Women with the tools necessary to promote their rights within autonomous indigenous structures, which are currently being developed, and in public policy and legislative arenas.

ANIPA, a national Mexican confederation of indigenous organizations which are struggling to recover their rights and to create Autonomous Indigenous Regions, is collaborating on this initiative with K'inál Antsetik, an organization dedicated to advising and training indigenous women, artisans and peasants.

Abya Yala Fund granted \$2,550 in 1996 and \$7,000 in 1997. (*rapports financiers 1996-1997 en ligne*)

Autres activités

Abya Yala Fund has been honored to participate in and speak at many forums, meetings and seminars to present the perspective of Indigenous Peoples. The events include:

- * seminar on Indigenous Trade and Development, 1996, Copenhagen, Denmark
- * annual meeting of the Council of Foundations, 1995, San Francisco, USA
- * International Forum on Globalization, 1995, 1996, San Francisco and New York, USA
- * International Indigenous Forum on Biodiversity, 1996, Buenos Aires, Argentina

Assemblée des Premières Nations

Coordonnées

One Nicholas Street, Suite 1002

Ottawa, Ontario

K1N 7B7

Telephone: 613-241-6789

Toll-Free: 1-866-869-6789

Fax: 613-241-5808

www.afn.ca

Création

1985

Charte

Charte de l'Assemblée des Premières Nations

Type de structure

L'Assemblée des Premières Nations est un groupe de pression national autochtone.

Présentation

L'Assemblée des Premières Nations (APN) est l'organisation nationale représentant les Premières Nations au Canada. Il existe plus de 630 communautés des Premières Nations au Canada. Le mandat du Secrétariat de l'APN est de faire valoir l'opinion des diverses Premières Nations par l'intermédiaire de leurs dirigeants dans divers domaines, dont les droits ancestraux ou issus de traités, le développement économique, l'éducation, la langue et l'alphabétisation, la santé, le logement, le développement social, la justice, la fiscalité, les revendications territoriales et l'environnement ainsi qu'une multitude d'autres questions d'intérêt commun traitées ponctuellement.

Les Chefs se réunissent chaque année pour fixer une politique et une orientation nationales par le biais de résolutions. Le Chef national est élu tous les trois ans par les Chefs en assemblée. M. Phil Fontaine est le Chef national actuel de l'Assemblée des Premières Nations. Les Chefs se réunissent tous les trois ou quatre mois, entre les assemblées annuelles, dans le cadre d'une tribune appelée la « Confédération des nations », pour maintenir une orientation. La Confédération est composée des Chefs et d'autres dirigeants régionaux choisis selon une formule basée sur la population de chaque région. L'APN reçoit la plus grande partie de ses fonds de fonctionnement du ministère des Affaires indiennes et du Nord.

Objectif principal

Selon les traités et d'autres documents historiques, les Premières Nations entretiennent depuis très longtemps une relation unique et particulière avec la Couronne et la population du Canada. Cette relation particulière est (une entente négociée avec une vision d'avenir) essentiellement une coexistence pacifique fondée sur un partage équitable des terres et des ressources et, en définitive, sur le respect, la reconnaissance et l'application de nos droits respectifs de s'autogouverner. L'APN a pour mission de promouvoir la « restauration et l'amélioration » de cette relation et de veiller à ce qu'elle soit mutuellement bénéfique au peuple des Premières Nations.

« MON CŒUR EST SEMBLABLE À UNE PIERRE. IL EST LOURD DE LA TRISTESSE DE MON PEUPLE; glacé par la conviction qu'aucun traité ne pourra écarter les Blancs de notre terre; endurci par la détermination de résister jusqu'à mon dernier instant de vie, mon dernier souffle. Maintenant, nous sommes faibles et nombre d'entre nous vivent dans la crainte. Cependant, écoute-moi : le rameau craque, mais le fagot demeure solide. Un jour, j'enlacerai nos tribus-sœurs et les rassemblerai, tel un fagot, pour aller ensemble reprendre notre pays aux Blancs. »

Tecumseh, Chef shawnee
(vers 1795)

Structure

La structure générale de l'APN est imposée par la Charte de l'Assemblée des Premières Nations, qui a été adoptée en juillet 1985. Les principaux organes de l'Assemblée des Premières Nations sont les suivants : les Premières Nations en assemblée; la Confédération des nations; le Comité exécutif; le Secrétariat (APN/FNI); le Conseil des aînés. Le Comité exécutif est constitué des Chefs régionaux, du Chef national et du président du Conseil des aînés. Les Chefs adjoints sont choisis par les Chefs des régions. Tous les trois ans, les Chefs en assemblée élisent le Chef national.

CNI – Congreso Nacional Indígena Mexico

El Congreso Nacional Indígena es el espacio de participación activa de las autoridades, comunidades, pueblos y organizaciones indígenas que buscan una nueva relación con el Estado mexicano y con la sociedad nacional, para construir una paz con justicia y dignidad con todos los mexicanos.

El Congreso Nacional Indígena denuncia que los indígenas mexicanos han sido engañados por la clase política. Por que concluida la gran Marcha por la Dignidad Indígena, encabezada por el movimiento Zapatista, la clase política anunciaba que sus derechos y cultura serían puntualmente reconocidos en la constitución y que los acuerdos de San Andrés (firmados entre el EZLN y el Gobierno Federal en 1996) se incorporarían a la Ley Primera del país.

Sin embargo, el CNI denuncia que la Ley Indígena aprobada es una burla y que no recoge los elementos sustanciales que dan cuerpo a los acuerdos de San Andrés y a la iniciativa de Ley elaborada por la Comisión de Concordia y Pacificación (COCOPA).

Para el CNI, la iniciativa de **Ley Indígena** aprobada no solo violenta la voluntad del pueblo y es inconstitucional, sino que resulta profundamente regresiva al desconocer derechos fundamentales de los pueblos indígenas consignados en la propia constitución mexicana.

El Congreso Nacional Indígena le exige al Estado Mexicano:

PRIMERO. El **reconocimiento constitucional de los Derechos de los Pueblos Indios**, conforme a la iniciativa de reforma constitucional elaborada por COCOPA, que el CNI asumió como propia, por ser esta la que recoge, en su espíritu y su letra, los **Acuerdos de San Andrés**.

SEGUNDO. El reconocimiento constitucional de la existencia plena como Pueblos indígenas, para que puedan gozar así de su **derecho a establecer libremente su condición política** y cuidar, proteger y promover, asimismo, su desarrollo económico, social y cultural.

TERCERO. El reconocimiento constitucional de su inalienable **derecho a la libre determinación** expresado en la **autonomía** en el marco del estado Mexicano, y ejercer así su capacidad para decidir su destino en todos los ámbitos de la vida cotidiana.

CUARTO. El **reconocimiento constitucional de sus Territorios y tierras ancestrales** que representan la totalidad de su hábitat en donde reproducen su existencia material y espiritual como pueblos, para poder conservarlos íntegramente y mantener la tenencia comunal de sus tierras, pues sólo así es posible preservar su cohesión social, conservar las formas de trabajo gratuito y colectivo en beneficio de toda la comunidad y asegurar el patrimonio y el futuro de las próximas generaciones.

QUINTO. El **reconocimiento de sus sistemas normativos indígenas**

SEXTO. La **desmilitarización** de todas las regiones indígenas del país.

SÉPTIMO. La **liberación de todos los presos indígenas** del país que se encuentran privados de su libertad por haber luchado por la defensa de la autonomía y el respeto a nuestros derechos, individuales y colectivos.

ONIC – Organización Nacional Indígena de Colombia

Coordonnées

Calle 13 No. 4 - 38 Bogotá, Colombia

Telephone:(57+1) 2842168

Fax:(57+1) 2843465

web: www.onic.org.co

email:onic@colnodo.apc.org comunicaciones@onic.org.co

Création

1982

La Organización Nacional Indígena de Colombia (ONIC) surgió en 1982 como resultado de un consenso de las comunidades y pueblos indígenas colombianos reunidos en el I Congreso Indígena Nacional. Sin embargo, su origen se remonta a 1970, cuando diversos grupos indígenas de los que integran actualmente la ONIC, habían comenzado a articularse.

Objectif général

La ONIC asume como misión la reivindicación de los derechos de los pueblos indígenas, a través de la consolidación de la Unidad, la Tierra, Cultura, y Autonomía.

Las consecuencias del desarrollo capitalista indiscriminado, la imposición de políticas estatales en detrimento de los valores culturales, el desconocimiento de los derechos territoriales y culturales integrales, la violencia y genocidio sistemático institucional y de los actores armados contra las etnias, entre otras, han sido algunas de las motivaciones fundamentales de los Pueblos Indígenas para mantenerse articulados en la ONIC y pelear, a las puertas de nuevos retos y desafíos, una plataforma de Lucha sustentada en los principios de *unidad, territorio, cultura y autonomía* .

Objectifs spécifiques

Entre los puntos que integran la plataforma de lucha de la ONIC está:

- la defensa de la Autonomía Indígena.
- la defensa de los territorios indígenas y recuperación de las tierras usurpadas, propiedad colectiva de los Resguardos.
- el control de los recursos naturales situados en territorios indígenas.
- la defensa de la historia, cultura y tradiciones indígenas.
- la educación bilingüe y bicultural bajo el control de las autoridades indígenas.
- la recuperación y el impulso de la medicina tradicional y exigencia de programas de salud acordes con las características sociales y culturales de las comunidades.

La guerra que actualmente se libra en Colombia tiene también como escenario los territorios indígenas, y es por esto que ONIC ha asumido la tarea de conservar la autonomía en los territorios en medio del conflicto armado. Con ese objetivo: el movimiento indígena viene desarrollando algunas estrategias tales como:

- mantener el control y direccionamiento de todas las actividades económicas en sus territorios.

- fortalecer sus autoridades y desarrollar jurisdicciones propias, como medio para dirimir los conflictos y tensiones internas características de cada pueblo y como vía para ordenar y orientar el cambio social y las relaciones interétnicas.
- acercarse al proceso de construcción de un Bloque Social Popular, que como polo alternativo de poder logre un margen de expresión propia que pueda incidir en el proceso de Paz y evitar así que ella se construya a espaldas de los indígenas.

Nets:

Convergencia de Movimientos de los Pueblos de las Américas (COMPA)

COPINH - Consejo Cívico de Organizaciones Populares e Indígenas de Honduras

Coordonnées

Barrio Lempira, media cuadra arriba de la escuela Valero Mesa, La Esperanza, Intibuca, Honduras.

Telephone:(504) 783-0817

web: <http://ns.rds.org.hn/copinh/>

email:copinh@hondutel.hn

Création

1993

Présentation

Es una organización social y política, sin fines de lucro, indigenista, pluralista, y unitaria de la zona sur-occidental de Honduras y con incidencia nacional. Fue fundada en marzo de 1993, con objetivo de constituirse en un referente unitario del movimiento popular de Intibucá, luchar conjuntamente en defensa del medio ambiente, hacer esfuerzos para el rescate de la cultura Lenca y hacer incidencia para elevar las condiciones de vida de la población de dicha región.

Objectif principal

El objetivo central de COPINH es el de ser una alternativa política, social y estratégica, con vigencia permanente para la población indígena y sectores sociales para continuar contribuyendo en la construcción de una sociedad digna y humana.

Otro objetivo fundamental es el de asumir un proceso de democratización regional y comunitario que, a la vez, influya a nivel nacional. Este proceso de democratización, debe entenderse teniendo en cuenta que la región de Honduras limita con el Salvador, y fue –por lo tanto- afectada por el conflicto armado que tuvo lugar en dicho país hasta la firma de paz de 1990. Concluido el conflicto salvadoreño, y en una coyuntura excepcional de Honduras, comenzó un lento pero continuo proceso de desmilitarización en dicha zona que se tradujo en un incremento de la participación ciudadana.

Si bien el COPINH no había surgido con una particular orientación indigenista, sino a la luz de la búsqueda de participación popular y ciudadana, hacia 1995, redireccionó su orientación consolidando su tendencia de ser un movimiento social con clara orientación indígena: fomentando y canalizando su participación, sus reclamos para mejorar sus condiciones de vida, por establecer vínculos de solidaridad con otras étnias y por ligar lo regional a lo nacional.

Con estos objetivos, las actividades del COPINH se orientan hacia la conquista de la legitimación legal de la propiedad de la tierra de las comunidades indígenas, y entre sus logros se encuentran, la titulación de tierras para, al menos, 100 comunidades Lencas de Honduras.

Con el objetivo de generar un canal de comunicación interna entre comunidades, desarrollaron un programa radial que comunica las comunidades de Intibucá, Lempira y La Paz.

Han conseguido la cancelación de 36 aserraderos industriales en los departamentos y mantienen la lucha para evitar la construcción de la represa “El Tigre” en la frontera Honduras - El Salvador.

Han conseguido mantener la beligerancia del pueblo Lenca mediante diferentes movilizaciones de miles de compañeros y compañeras de las comunidades.

Nets:

Convergencia de Movimientos de los Pueblos de las Américas (COMPA).

CAM - Coordinadora Arauco Malleco Chili

La coordinadora Arauco Malleco, agrupa comunidades mapuches de las provincias arauco y malleco y caudín en las zonas del Bío Bío y de la araucanía.

Luchan contra la apropiación de sus riquezas, la desestructuración del mundo mapuche, y la consecuente desaparición física e ideológica de sus comunidades, y por eso plantean como absolutamente necesaria emprender la **resistencia mapuche**, hacia un proceso de liberación y autonomía del Estado Chileno.

En el mismo sentido, el siguiente objetivo central, es la **reconstrucción del pueblo nación mapuche**, concibiéndolo con un carácter autónomo política y territorialmente. La idea es la reconstrucción de todos los aspectos propios del pueblo mapuche, de orden filosófico religioso, ideario, valórico, hasta reconstruirlo ideológica y políticamente para sostener su propio sistema de vida como pueblo. Esto, en las actuales condiciones de las comunidades implica el ejercicio de prácticas comunitarias, ceremoniales y organizacionales como el mingako, nguillanmawun, nguillatun, machitun, entre otros, y sobre todo mapundungun como expresión concreta de su identidad y proyectos de vida propios.

La demanda de restitución de espacios territoriales por las comunidades ha causado un gran impacto, por un lado, por que se plantean históricas demandas territoriales, poniéndose en el tapete el sistema actual de propiedad usurpada, basado, principalmente, en la expansión forestal y, por otro, **por que el conflicto ya no tiene lugar con propietarios individuales, como fue en el pasado, sino con grandes empresas transnacionales**, básicamente del rubro maderero – forestal, así como también turísticas y energéticas.

Estas empresas han protagonizado en las últimas décadas un acelerado proceso de concentración de propiedades en la provincia de Arauco y Malleco, expandiéndose aceleradamente hacia otras zonas de la IV y V región, en donde además existe alta concentración de población mapuche.

El estado pretende contener la lucha mapuche a través de dos grandes líneas de acción. Por una parte, la represión comprometiendo a todas las instituciones estatales (principalmente judicial y policial), y permitiendo el impune accionar de las “guardias blancas” de los empresarios y latifundistas. Por otra parte, la implementación de políticas sociales de orden paliativas y asistenciales, con ofrecimientos que están lejos de resolver las históricas demandas de Autonomía y Territorio, toda vez que persiste en mantener intactos los intereses de las transnacionales, aceptando sobre todo la marcha de un proceso de inversión capitalista en territorios ancestrales que de no detenerse condena a los mapuches al exterminio.

web: www.weftun.cjb.net

CSCB - Confederación Sindical de Colonizadores de Bolivia

La CSCB, creada el 18 de Febrero de 1971, es la organización matriz de los Reconstituidos Pueblos Originarios de Bolivia, mal llamados colonizadores, que luchan por la autodeterminación de las naciones originarias del Kollasuyo y la amazonía.

La CSCB es una organización revolucionaria que busca la unidad de los sectores marginales para cambiar el sistema neoliberal por otra más justa, equitativa, y solidaria. Sin excluidos, ni oprimidos, ni explotados.

La Confederación está constituida por 24 federaciones regionales y departamentales, los cuales representan al millón colonos que radican en 7 departamentos del país. Se enmarca en los principios de: solidaridad, independencia y autodeterminación.

De acuerdo con sus Estatutos Orgánicos, los objetivos y finalidades de la Confederación Sindical de Colonizadores de Bolivia, son:

- Representar y defender los intereses de sus afiliados, para lograr la superación integral de los antiguos y nuevos asentamientos humanos o comunidades reconstituidas en tierras fiscales.
- Buscar la unidad constante de sus afiliados y mantenerlos organizados.
- Cooperar en los trámites, en la formación de expedientes hasta la titulación de los mismos, su legalización definitiva y consolidación como asentamiento con derecho de propiedad.
- Coayudar en la obtención de Personería Jurídica de las federaciones afiliadas, en la formación de centrales y sindicatos a fin de que tengan mayor fortalecimiento en búsqueda del bien común y colectivo.
- Tener cuadros de dirigentes con suficiente preparación y capacidad técnica y teórica para tener participación con carácter decisivo en las esferas gubernamentales.
- Movilizar a todos sus afiliados, cuando la CSCB sea objeto de controversia, por parte del gobierno, cuando son marginados, discriminados o son víctimas de injusticia.

En su XII congreso extraordinario, la CSCB resolvió:

- Convocar al Tercer Congreso de unidad nacional del Instrumento Político en coordinación con la Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia (CSUTCB) Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia (CIDOB) y la Central Obrera Boliviana (COB).
- Exigir que se den todas las garantías a los diputados campesinos como ser Román Loayza, Evo Morales, Félix Sánchez, y Nestor Guzmán, porque representan a más de 5 millones de aymaras, quechuas, guaraníes, y otras naciones originarias.
- Conformar Comités de Autodefensa de la Tierra, Territorio y la hoja de la coca en cada sindicato de base, central, y federación.

Nets:

Central Obrera Boliviana (COB)

web: <http://cscb.nativeweb.org/cscb.html>

Adresse:

CALLE MURILL N° 744, LA PAZ, BOLIVIA

Telephone: 591-2-363-023

Fax: 591-2-363-023

CONAIE - Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador

La CONAIE proyecta el pensamiento ideológico y el programa político de los pueblos y nacionalidades indígenas del Ecuador que luchan por la construcción compartida del estado plurinacional y una sociedad solidaria justa y humanista para la cual han desarrollado el proyecto político logrando aglutinar a las organizaciones regionales, provinciales y locales para estructurar la organización nacional y recuperar el espacio político.

Uno de los logros más importantes ha sido acceder y recuperar las tierras. Concomitante a esto se ha elaborado una ley agraria integral del Ecuador con participación de las organizaciones y como producto de dos años de seminarios, discusiones y charlas a fin de que se refleje el contenido y las perspectivas de los pueblos indígenas.

Insertan en el debate político temas como la pluri-nacionalidad, territorialidad, identidad, interculturalidad, nacionalidades indígenas, Nación-Estado, entre otros y la necesidad de la reconceptualización de los viejos conceptos.

Esta compuesta por Ecuador Runacunapac- Riccharimui (Ecuadorunari formado en 1972), la Confederación de Nacionalidades indígenas de la Amazonía ecuatoriana (CONFENIAE que se conforma en el año 1980) y la coordinadora de organizaciones indígenas de la costa ecuatoriana (COICE nacida en 1990). Como organización aparece en el año '86.

Uno de los principales objetivos que plantean es ese reconocimiento de la diversidad. Históricamente buscan la unidad en la diversidad, una democracia con participación y el ejercicio de sus derechos como, pueblos, nacionalidades y sectores organizados.

El gran objetivo es poner fin a 5 siglos de dominación y explotación a partir de una unidad en la diversidad que posibilite la verdadera construcción de un estado pluricultural.

Su lucha como nacionalidades propugna el reconocimiento como pueblos. Y para mantener su identidad histórica se reivindican como nacionalidades indígenas.

Fomentan la participación activa sensible y creativa de las mujeres indígenas y establecen amplias y estrechas relaciones a nivel internacional con pueblos y organizaciones indígenas del continente americano.

Trabajan con organizaciones indígenas del Perú, de Bolivia, de Colombia, Guatemala, México y se considera de gran importancia la alineación entre las organizaciones indígenas

web: <http://conaie.org>

email: info@conaie.ecuanex.net.ec info@conaie.org

Adresse:

Av. Los Granados 2553 y 6 de Diciembre, Quito, Ecuador

Telephone: (593-2) 442 271 / 248 930

Fax: (593-2) 442 271 / 248 930

CONFENIAE - Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonía Ecuatoriana

La conquista española tocó solo marginalmente la región amazónica del Ecuador. En cambio las sucesivas intervenciones colonizadoras por parte de buscadores de oro, colonos en busca de tierras cultivables, empresas agroindustriales, mineras y por fin petroleras, han puesto en serio riesgo la conservación del ecosistema, además que la supervivencia física y cultural de las poblaciones indígenas. Este proceso de degradación ambiental y social es impulsado por la **política neo-liberal** del Estado Ecuatoriano, sometida a los intereses de las financieras internacionales.

Fue para hacer frente a estas "invasiones" y defender los derechos de los pueblos indígenas que se constituyó en 1980 la Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonía Ecuatoriana (CONFENIAE).

Los objetivos principales de la CONFENIAE son:

- la defensa y la legalización de los territorios indígenas,
- la preservación del ecosistema y de los recursos naturales.

Las nacionalidades que participan en la CONFENIAE son: Shuar, Quichua, Achuar, Huao, Siona, Secoya y COFAN. Y en el ultimo tiempo se ha integrado la nacionalidad de los Zaparos.

Con el objetivo de fortalecer la unidad y la coordinación entre las nacionalidades de la amazonía ecuatoriana, se constituyó en 1993 en la sede de la CONFENIAE, el **Parlamento Indígena**. Su finalidad es armar políticas y estrategias comunes, según una visión global de las problemáticas indígenas y ambientales, sin ceder a los grandes intereses empresariales y gubernamentales que apuntan a la región amazónica y fomentan la división entre las fuerzas activas del sector indígena y campesino.

En relación a las actividades agroindustriales rechazan el uso y abuso de productos químicos en la actividad agrícola, así como la presencia de las madereras que explotan sus bosques.

En relación a la explotación de sus conocimientos tradicionales: exigen que el gobierno realice las gestiones necesarias para que las patentes de natem, uruch numis etc. sean devueltas a los pueblos indígenas que son los propietarios del conocimiento y por lo tanto los que tienen derecho a patentarlo.

En relación a los territorios indígenas: Exigen al gobierno que entregue los títulos de propiedad a las nacionalidades y comunidades indígenas Sionas y Secoyas así como la legalización de otros territorios en conflicto.

En relación al proyecto de creación del Ministerio Indígena: rechazan la creación de un organismo de este tipo que pretende tratar los problemas indígenas fuera de su realidad.

Finalmente, exigen que el Ecuador sea reconocido y declarado como un Estado PLURINACIONAL, PLURICULTURAL Y MULTILINGUE.

web: www.unii.net/confeniae/

email: confeniae@applicom.com

Adresse:

Sede: Puyo (Union Base) Casilla Postal 16-01-0807puyo Pastaza, Ecuador Coordinacion: Av. 6 de Diciembre 159 Y Pazmino Of. 408 Apdo. 17-01-4180 Quito, Ecuador

Telephone: 543-973

Fax: 220-325

Ecuadorunari - Confederación de los Pueblos de la Nacionalidad Kichwa del Ecuador

La lucha del movimiento indígena de la nacionalidad Kichwa tiene como principal objetivo la recuperación de las tierras, la extensión de la educación intercultural bilingüe y la obtención de derechos como pueblos y nacionalidades.

Recién en el '98 el estado ecuatoriano y la constitución los ha reconocido como pueblos, como nacionalidades. Se reconoce allí el Ecuador como estado plurinacional y multicultural.

Otro objetivo es la reapropiación por parte de las comunidades indígenas de sus propias costumbres, derechos y mejoras de desarrollo integral así como también la consolidación de una fuerza política organizativa.

Las actividades de la organización son, la socialización en las bases, en las comunidades de todas las propuestas.

Defender el derecho de los indígenas en todas las provincias y a nivel nacional para que realmente el estado y el gobierno atienda las necesidades de las comunidades.

El área socio geográfica cubierta corresponde a casi el 75 por ciento de la población indígena ecuatoriana pertenece a la nacionalidad Kichwa.

La organización es de los pueblos Kichwas de las diferentes regiones, abarca las tres regiones del país. En este sentido es nacional. Las regiones son las de Amazonía, la de la Paz Esmeralda y la sierra.

El movimiento se constituye en junio del año 1972 logrando consolidar la educación bilingüe, y una administración de la misma por parte de las propias organizaciones indígenas, casi en las 18 provincias hay educación bilingüe donde los técnicos, administrativos profesionales y profesores son indígenas.

También han logrado desarrollos en la salud indígena, en el 2000 se creó ese espacio, como parte de la política estatal pero con representantes indígenas a cargo del proceso.

Estratégicamente consideran importante reunir a todos los sectores populares, campesinos, los migrantes que habitan las grandes ciudades, etc. Y constituyen espacios para trabajar en post de propuestas nacionales no solamente para los pueblos indígenas sino también con otros sectores sociales desde el Ecuadorunari y desde la CONAIE. Trabajan en la construcción de alternativas al estado neoliberal.

El Ecuadorunari está privilegiando en primer lugar la coordinación a nivel del área andina, con Bolivia. Sin embargo el mayor trabajo de coordinación dentro de las organizaciones indígenas se realiza a través de la CONAIE.

web: <http://ecuarunari.nativeweb.org>

email: kichua@ecuanex.net.ec , riccharishun@yahoo.com

Adresse:

Julio Matovelle 128, entre Vargas y Pasaje San Luis, Edificio El Conquistador, 1 er Piso, Quito, Ecuador

Telephone:(593-2) 2580-699, 2580-700 **Fax:**(593-2) 2580-713

FCUNAE - Federación de Comunas de Nativos de la Amazonía Ecuatoriana

La FCUNAE es una organización indígena que cuenta con más de cien comunidades quichuas afiliadas, cuya población es de más de 30 mil habitantes. Las comunas de la FCUNAE geográficamente se encuentran ubicadas a lo largo y ancho de los ríos Napo, Payamino, Coca, Tiputini y Agurico, los mismos que forman la zona de influencia de la Reserva Faunística Cuyabeno y del Parque Nacional Yasuní, que son consideradas por la UNESCO, Reserva de la Biosfera.

El objetivo principal es defender los territorios indígenas y promover el desarrollo económico autónomo de sus comunas filiales.

La organización de los indígenas quichuas de la cuenca del Napo se remonta a la década del '60. Hacia la década del '70 el proceso de coordinación entre las comunas generó la conformación de la Unión de Nativos de la Amazonía Ecuatoriana (UNAE). Este proceso de organización y coordinación les permitió conseguir la entrega de tierras por parte del gobierno, hacia 1984 pasó a llamarse FCUNAE.

Entre los objetivos de FCUNAE se encuentra:

- Fortalecer y propiciar la unidad y solidaridad entre las comunas filiales y con las demás organizaciones indígenas de la Amazonía, organizaciones nacionales e internacionales, para defender los territorios y el medio ambiente.
- Defender, proteger y utilizar adecuadamente los recursos naturales como patrimonio de las actuales y futuras generaciones.
- Defender y valorizar la cultura indígena quichua, como único medio de supervivencia sustentable.
- Demandar a los poderes públicos la actualización y promulgación de leyes que impacten en la defensa y fortalecimiento de los derechos de los comuneros; así como obligar a que entiendan las necesidades sociales y económicas existentes.
- Capacitar a sus miembros en todas las áreas sociales (educativa, deportiva, salud, nutrición, etc.) y productivas (agricultura, uso y manejo de los recursos naturales) para el desarrollo autónomo de las comunidades filiales.
- Impulsar planes y programas de proyectos de promoción y organización de la mujer indígena.

Actualmente, FCUNAE esta evaluando tomar medidas de hecho ante el avance de la colonización dentro de los territorios indígenas. Hay compañías petroleras que están operando dentro de territorios indígenas y FCUNAE le está reclamando a la Compañía Texaco una indemnización por daños y perjuicios.

Por otro lado, otro reclamo central de FCUNAE tiene que ver con la exigencia al gobierno nacional para que legalice los territorios ancestrales.

Nets:

Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador (CONAIE)

Confederación de Nacionalidades indígenas de la Amazonía Ecuatoriana (CONFENAIE)

Coordinadora de las Organizaciones de la Cuenca Amazónica (COICA)

web: <http://fcunae.nativeweb.org>

email: fgrefa@hotmail.com

Adresse:

Malecón y Padre Miguel Torrano s/n. Orellana, Ecuador.

Telephone: (593) 6 880 495

Fax: (593) 6 880 495